



ARCHIVES DE L'ÉGLISE DE FRANCE

Bulletin de l'Association des Archivistes de l'Église de France
106, rue du Bac, 75007 PARIS - C.C.P. 32.228.84 A La Source

Supplément au Bulletin n° 43-44

Année 1995

"DEVOIR DE MÉMOIRE"

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

DISCERNEMENT DANS L'ÉGLISE DE FRANCE À L'HEURE DU NAZISME

oooooooooooooooo

Il ne s'agit pas d' "une guerre comme dans l'ancien temps"

(Cardinal Tisserant, 11 juin 1940)

oooooooooooooooo

TROIS INTERVENTIONS DE MGR CHARLES MOLETTE

FÉVRIER 1995 : JÉRUSALEM

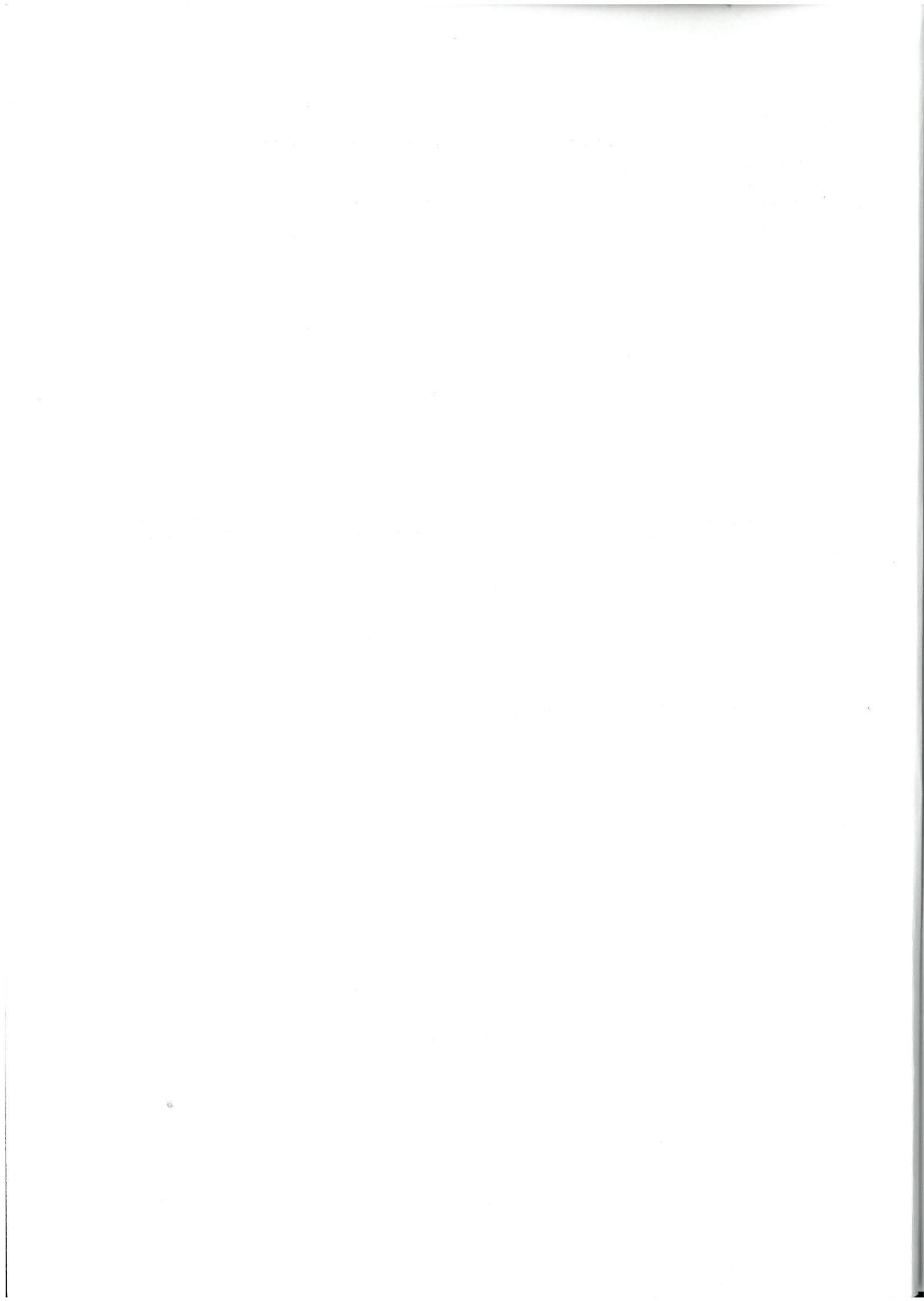
Plantation de l'arbre de la fondation Yad-Vashem
à la mémoire de S. Ém. le Cardinal J.-G. Saliège

MAI 1995 : PARIS (SORBONNE)

Présentation de l'ouvrage *Prêtres, religieux et
religieuses dans la résistance au nazisme . Essai de
typologie* (Fayard, 1995)

JUILLET 1995 : BERLIN

Quelques exemples de solidarité de la part de chrétiens
français
(exemples envisagés dans la perspective de l'image de la France
donnée aux Allemands pendant la Seconde Guerre mondiale)



Présentation

Dans ce supplément au bulletin n° 43-44 de *Archives de l'Église de France* sont rassemblés trois textes, qui ont été prononcés en des circonstances différentes (ce qui explique quelques redites), mais qui ont ceci de commun qu'ils se réfèrent aux événements qui, au nom du "Devoir de mémoire", viennent d'être évoqués par les célébrations du "Cinquantenaire". De plus, ce qui apparaît aussi, c'est que les faits évoqués ici ont encore un autre caractère commun, en ce sens qu'ils se réfèrent à un aspect qui fut généralement occulté lors d'un certain nombre de célébrations officielles ; car celles-ci étaient généralement plus attentives à exalter l'aspect patriotique de la libération du territoire, qu'à évoquer la libération du nazisme et de son idéologie.

Assurément, les cas d'occultation sont assez nombreux et peuvent avoir diverses causes. Aussi ne s'agit-il pas du tout ici d'évoquer tous les cas d'occultation de la mémoire dont on commence à prendre conscience. Il y eut, en effet, des cas où fut entretenu un silence intentionnel ; et il semble qu'actuellement ces silences intentionnels commencent à être rompus. Qu'il suffise de prendre deux exemples. Sans épiloguer sur la situation qui fut celle des déportés détenus au camp de concentration de Dora et dont on est resté assez longtemps sans qu'elle fût évoquée, on sait maintenant quelles conditions étaient imposées à ceux qui y travaillaient dans l'usine souterraine ("le tunnel") au service de la fabrication des fusées V1 et V2, et on sait que cette fabrication était menée avec une équipe dirigée par l'ingénieur Werner von Braum, qui "ouvrait ainsi la voie à la conquête de l'espace, conquête à laquelle il devait largement contribuer par la suite pour le compte des USA." Or, aujourd'hui la seule composition de cette équipe et le sort qui fut réservé à ses membres laissent voir les raisons du silence qui a recouvert la mémoire de ce camp¹. Autre exemple : au début de juin dernier la presse a apporté divers éléments à propos du brouillard entretenu au sujet du massacre, par les troupes soviétiques, de quelque 15 000 officiers polonais, à Katyn ; or, les documents publiés permettent de préciser la raison pour laquelle on laissa entendre qu'il s'agissait d'une machination des Allemands. Des rapports des services britanniques scellés depuis cinquante ans ont en effet été rendus publics le 9 juin :

"La ligne officielle au Royaume-Uni consiste à prétendre que toute cette affaire est une machination. C'est manifestement la meilleure attitude qu'il convient d'adopter [...] Toute autre position aurait été détestable pour l'opinion publique, car elle aurait induit que nous étions alliés à une puissance coupable du même type d'atrocités que l'Allemagne."

Ces exemples laissent voir que l'on peut parfois rencontrer des difficultés pour aller au-delà des apparences, voire au-delà des témoignages des survivants des camps, et pour situer les faits étudiés dans leur contexte global. Mais cette situation rend aussi manifeste qu'il s'agissait d'une "guerre totale", idéologique. Il ne s'agissait pas d'"une guerre comme dans l'ancien temps". Or, encore maintenant, on est loin, en France même, d'en avoir mesuré toutes les conséquences ; et il est clair que c'est bien une des conséquences de cette situation que certain silence lors des célébrations de ce Cinquantenaire. Mais, en parlant d'un aspect "occulté" durant les diverses célébrations que dictait le "Devoir de mémoire", ce n'est pas l'occultation elle-même que nous prétendrions étudier, c'est au contraire à l'aspect qui semble avoir été systématiquement occulté que nous songeons : ici, il s'agit seulement de faire émerger le discernement à l'égard de l'idéologie nazie proprement dite qui s'est fait jour dans l'Église de France à l'heure du nazisme

Ce qui fut ces mois-ci officiellement célébré, ce ne fut pas cette résistance spirituelle à l'idéologie nazie, c'est essentiellement la "Résistance" à l'occupant organisée sur le territoire national, ces "combattants de l'ombre" dont les maquis se sont unis l'heure venue aux troupes alliées. En rendant compte du procès de Klaus Barbie, *Le Quotidien de Paris*, du 12 juin 1987, rendait hommage à Jacques Chaban-Delmas d'avoir "dit très clairement et honnêtement" :

"Ceux qui sont entrés dans la Résistance en 1940 et les années suivantes refusaient la défaite et sa fatalité. Ils faisaient le choix de l'honneur et du combat. Ils se voulaient les soldats sans uniforme d'une lutte de libération nationale. Ils n'ont découvert que peu à peu les méthodes spécifiques du III^e Reich. Ils n'ont compris dans toute

¹ Marcel Ruby, *Le Livre de la Déportation*, R. Laffont, Paris, 1995, p. 120. L'auteur continue ainsi : "À Dora, von Braum, l'ingénieur de conception, partageait la direction des travaux avec le général Walter Dornberger (qui deviendra conseiller en matière de fusées de l'aviation américaine. Ils avaient des adjoints, des ingénieurs d'exécution, comme Walter Riedel, Ernst Steinhoff et Helmut Gröttrup (qui devait devenir le von Braum soviétique)".

son ampleur le caractère particulier du nazisme qu'à partir de mai 1945, lorsque les cadavres sont sortis de l'enfer. Alors, tous ont su qu'ils s'étaient battus toutes ces années noires pour l'être humain, contre la 'bête immonde'."

Et *Le Monde*, daté du 13 juin 1987, rapportait les mêmes paroles avec quelques autres prononcées par le même témoin au sujet des Français tôt entrés dans la "Résistance" :

"Nous savions fort bien les risques encourus, car, rapidement, nous avons appris ce qui se passait dans les prisons. Pourtant, nous ne savions pas grand-chose, c'est vrai, de la déportation. Son abomination ne nous a été révélée qu'en 1945, à l'hôtel Lutétia à Paris, où arrivaient les premiers rescapés.

C'est que, dans les premières années, notre action était commandée par l'expulsion de l'occupant. C'est progressivement, en apprenant ce qui se passait, que nous avons pris conscience d'un phénomène qui nous avait échappé et qui était le nazisme, c'est-à-dire la malédiction, l'abomination, je le répète."

Après avoir cherché à répondre à "certains qui, notamment à l'étranger, ont voulu, à l'occasion de ce procès, faire celui de la France durant l'Occupation", Chaban-Delmas, qui avait été président de l'Assemblée nationale, a voulu, dans sa rétrospective, montrer tous les résistants comme étant "farouchement unis" :

"Le phénomène de Gaulle et le phénomène Résistance sont apparus et insensiblement se sont combinés avec le phénomène Vichy pour finalement le dominer, le submerger. Ces Français qui avaient à survivre, car la vie était difficile et rude, l'ont fait dans un sentiment de plus en plus vif contre l'occupant, et cela est essentiel. Car, si nous sommes devant vous aujourd'hui, c'est que, parmi nous, il n'en est pas un qui ne doive son salut à l'aide d'un inconnu. Il a pu arriver que des portes ne s'ouvraient pas, mais ce fut vraiment l'exception. [...]

C'est vrai que l'on peut distinguer entre les mouvements d'obéissance communiste, comme les F.T.P. qui se sont battus si fort, et les autres. Ce ne furent, en réalité que des différences d'approche. Les uns privilégiaient l'action de masse, les autres préconisaient des opérations plus organisées. Mais tout s'est finalement terminé au coude à coude, comme l'a montré la libération de Paris."

Dominique Jamet, dans *Le Quotidien de Paris*, pose néanmoins la question :

"Ils sont 'farouchement unis'. Quels serments se prêtèrent-ils les uns aux autres, qui ne furent pas seulement de se souvenir, de parler, de poursuivre, mais peut-être aussi de se taire ?"

Il ne s'agit pas ici de mettre en cause l'image de la Résistance donnée par Chaban-Delmas ni la légitimité de la question posée par le journaliste. Trop de témoignages et de documents, incontestables, pourraient - utilement - s'en charger, si, afin de ne pas porter atteinte à la nécessaire unité nationale, ne s'était effectivement constituée une sorte de conspiration du silence, imposant une sorte de "vulgate" de ces douloureuses pages d'histoire, pour ne pas remuer trop de boue.

Ce rappel étant fait par une exigence supérieure de vérité, il faut bien préciser que refuser d'être dupe n'entraîne pas l'obligation morale ou déontologique d'enfreindre une convention politique de réserve, dès lors qu'on courrait ainsi le risque d'ajouter une épreuve de conscience à l'horreur vécue il y a cinquante ans. Mais, sans chercher à soupeser les raisons qui prévalent pour perpétuer le silence, rien n'empêche d'affirmer ce qui fut.

Ce que mettent en lumière les trois pages d'histoire qu'il m'a été donné de présenter en cette année 1995 rend, en effet, manifeste le discernement spirituel du caractère idéologique du nazisme, qui s'est opéré dans l'Église de France. Ainsi, dès le 11 juin 1940, le *cardinal Tisserant, doyen du Sacré-Collège*, écrivait au cardinal Suhard, archevêque de Paris:

"Nos gouvernants ne veulent pas comprendre la nature du vrai conflit et ils s'obstinent à s'imaginer qu'il s'agit d'une guerre comme dans l'ancien temps. Mais l'idéologie fasciste et l'hitlérienne ont transformé les consciences des jeunes et les moins de trente-cinq ans sont prêts à tous les délits pour la fin que leur chef commande."

C'est bien à ce même discernement qu'était prêt *Mgr Saliège, archevêque de Toulouse* : tout son passé en témoignait ; et dans cette continuité et cette fidélité, il y a même un aspect important. *Mgr Saliège* le montra dès juin 1940 par son souci de "défendre l'âme de la France" en la prémunissant contre l'idéologie nazie. Puis, ayant à partir de la même année 1940 et à plusieurs reprises dans la suite soutenu l'aide apportée aux juifs détenus dans les camps de concentration français du sud-ouest, il fit lire en chaire dans toutes les églises de son diocèse le dimanche 23 août 1942 la protestation de la conscience chrétienne contre les déportations entreprises par les autorités "françaises" de "zone libre" en réponse aux injonctions nazies :

"Dans notre diocèse, des scènes d'épouvante ont eu lieu dans les camps de Noé et de Récébédou. Les Juifs sont des hommes, les Juives sont des femmes. Les étrangers sont des hommes, les étrangères sont des femmes. Tout n'est pas permis contre eux, contre ces hommes, contre ces femmes, contre ces pères et mères de famille. Ils font partie du genre humain. Ils sont nos frères comme tant d'autres. Un chrétien ne peut l'oublier. France, patrie bien-aimée, France qui portes dans la conscience de tous tes enfants la tradition du respect de la personne humaine, France chevaleresque et généreuse, je n'en doute pas: tu n'es pas responsable de ces horreurs."

Les juifs n'ont pas oublié cette attitude que dans son film *Tzedek* l'écrivain juif polonais Marek Halter a évoquée, en présentant trente-six "justes" anonymes qui, au péril de leur vie, ont sauvé des juifs. Plus officiellement, la fondation du Mémorial Yad-Vashem a voulu honorer ceux que des témoignages ont pu lui signaler : en leur conférant une médaille de reconnaissance et par l'invitation à planter un arbre avec leur nom dans l'Allée des Justes sur le Mont du Souvenir à Jérusalem. Pour l'Europe occidentale, cette fondation a ainsi retrouvé environ 5 000 "Justes parmi les nations", dont un peu plus d'un millier de Français ; et, parmi ce millier, il faut compter quelque 85 prêtres, religieux et religieuses. Ce qui revient à dire que, si pour l'ensemble de la France il faut en compter globalement un sur vingt mille, cette proportion s'élève à 4,25 % pour ceux qu'on pourrait appeler les "permanents de l'Église", rendant manifeste le discernement accompli aussi spontanément qu'assez massivement. Le cardinal Jules-Géraud Saliège, archevêque de Toulouse, fut l'un d'eux et sa résistance l'a fait nommer Compagnon de la Libération. Pour "défendre l'âme de la France", cette résistance spirituelle, enracinée dans plus de quarante années d'une réflexion fécondée par sa foi chrétienne, lui avait fait affronter le nazisme sous son aspect idéologique. Si son poste d'archevêque de Toulouse a pu donner un relief particulier à son attitude, il faut aussi reconnaître qu'il y en eut beaucoup d'autres, illustres ou anonymes.

Relativement nombreux furent, en effet, les *prêtres, religieux et religieuses dans la résistance au nazisme dans les années 1940-1945*. Une auscultation de ce phénomène, même sans aller jusqu'à une étude rigoureusement exhaustive, permet du moins d'essayer de faire une typologie de cette résistance, qui s'avère avoir été multiforme.

Il s'agit, dans les premiers mois de l'occupation, d'un sursaut, qui sourd, clandestin : car, si dès le mois de juillet 1940 on peut noter chez certains prêtres qui n'acceptent ni la défaite ni l'armistice une participation à la toute première résistance militaire ou paramilitaire, on peut aussi relever que la situation imposée par l'occupant aboutit à ce que, grâce au discernement de quelques-uns, d'autres yeux aussi s'ouvrent, bien que difficilement, à une résistance spirituelle.

Certes, à côté des plus lucides dont certains s'efforcent peu à peu d'éveiller aux exigences d'un "témoignage chrétien", on ne peut méconnaître que, par l'aveuglement de courroies de transmission, des idéologies contraires à la foi pénétrèrent jusque dans des mouvements et organismes ecclésiaux. Du moins, dans bien des presbytères, dans beaucoup de communautés de "bonnes soeurs", qui à défaut de "formation politique" avaient du moins une "formation du coeur" sans doute assez exceptionnelle, la vie journalière a manifesté une forme très réelle de résistance à l'idéologie nazie : toutes les "oeuvres de miséricorde" recensées dans les manuels de théologie morale et mentionnées dans tous les dictionnaires ont été véhiculées sur les routes de France. Peut-être peut-on ici ne pas parler d'"engagements" à proprement parler, mais force est tout de même de reconnaître que c'est l'"âme de la France" qui par osmose s'est trouvée ainsi vivifiée dans des gestes très simples : une soupe donnée à un parachutiste, des vêtements civils procurés, des évadés camouflés en malades dans des hôpitaux, des radiographies truquées, des juifs abrités, des renseignements communiqués dans des paniers à provisions, des réfractaires au S.T.O. employés avec de faux-papiers, etc.; et que de passages de frontières favorisés: Lorraine, Jura, Savoie, Pyrénées, ou zones de démarcation !

Une même inspiration chrétienne a pu stimuler des formes très différentes de résistance : maquis, armée, services caritatifs, apostoliques, etc. Dans certains cas, d'ailleurs, force est de relever que le discernement de l'intéressé lui-même lui faisait prendre conscience que son engagement patriotique n'épuisait pas les exigences de sa foi chrétienne en face du nazisme. Dans d'autres cas, ce fut sa résistance proprement chrétienne ou apostolique, soit même tout simplement sa soutane, qui, soit en France soit en Allemagne, fut la raison d'une persécution proprement religieuse, et qui entraîna parfois de sa part une véritable "offrande du sang" en réponse à la persécution explicitement religieuse secrétée par l'idéologique hégémonie du nazisme.

Ce sont les mêmes exigences auxquelles ont répondu *quelques exemples d'actions de solidarité de la part de chrétiens français, exemples envisagés dans la perspective de l'image de la France donnée aux Allemands pendant la Deuxième Guerre mondiale*.

À propos de la réponse apportée aux problèmes posés par l'existence en France des camps d'internement (qui commencent à être étudiés), on peut, en effet, reconnaître quelques exemples d'actions de solidarité dictées à des chrétiens de France par leur conscience chrétienne.

À propos de la réponse apportée à des situations découlant de la terreur nazie qui s'appesantissait sur l'Europe, surgirent quelques exemples, chez des Français chrétiens, d'actions de

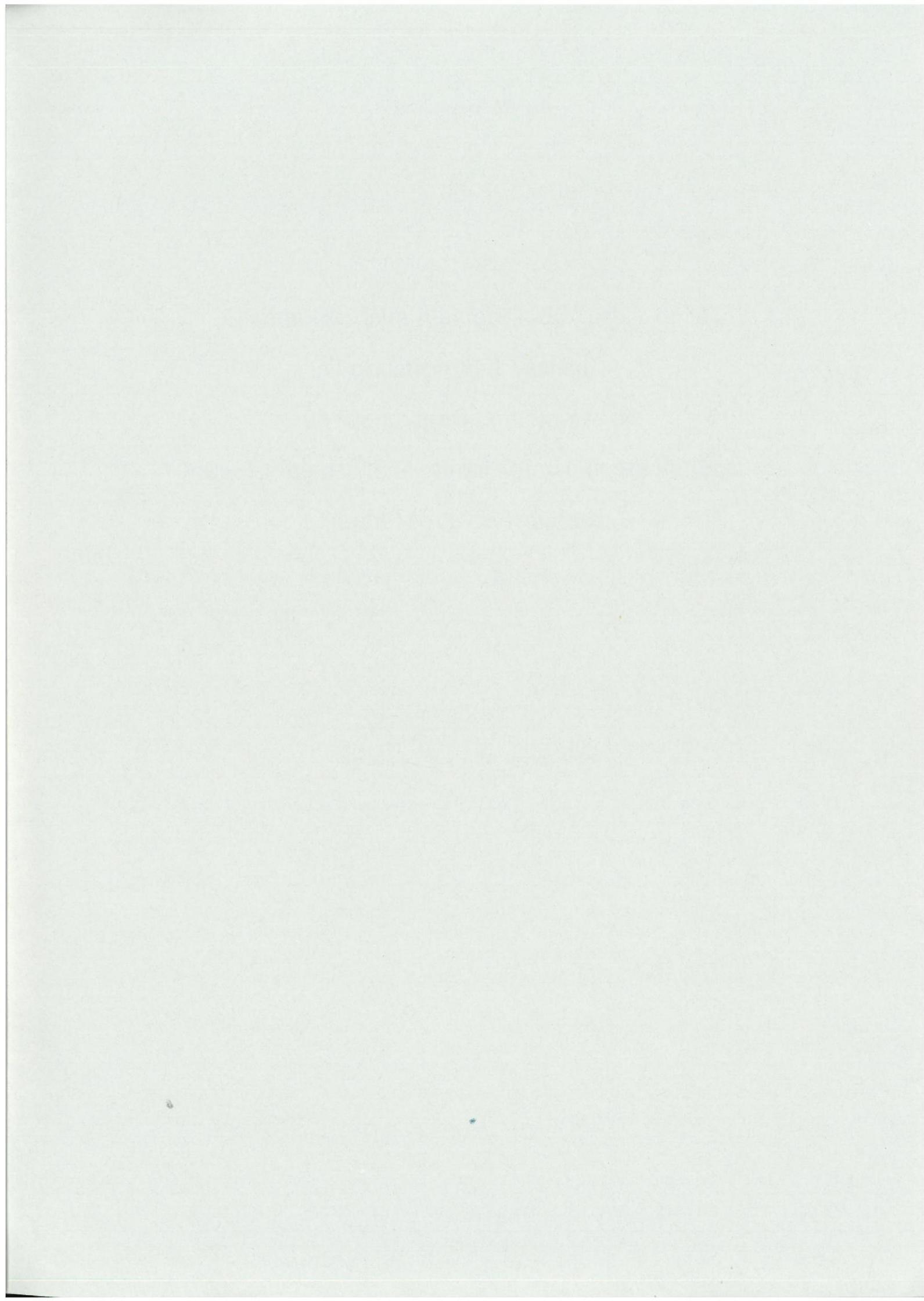
solidarité jaillissant de la vitalité catholique qui les habitait.

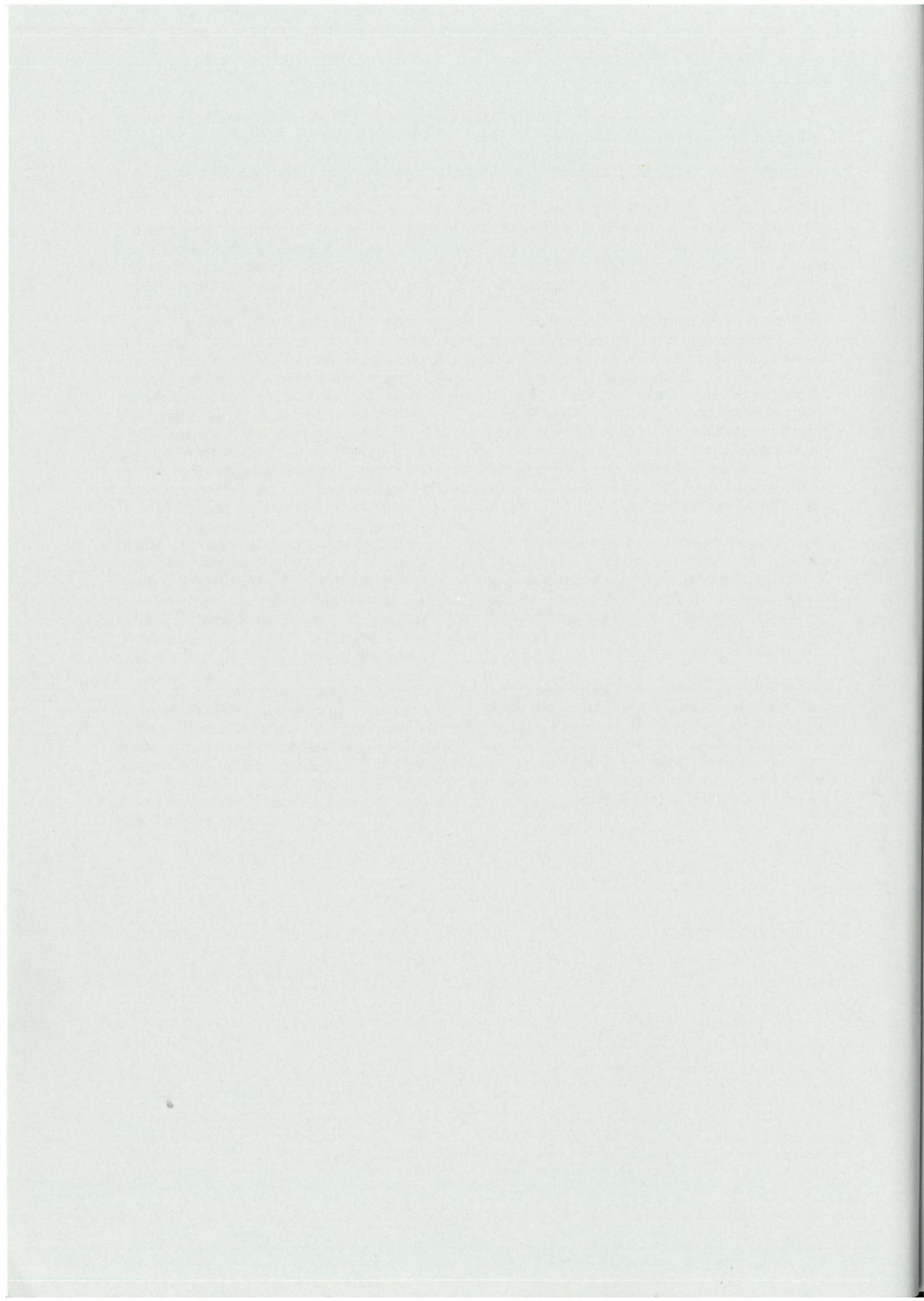
À propos de la réponse apportée à la "haine de l'Évangile" qui procédait de l'appareil nazi, force est de dégager quelques exemples de solidarité humaine et spirituelle qui ont amené certains catholiques français jusqu'à ce qu'il faut bien appeler cette "offrande du sang", que nous venons de discerner.

Dans tel ou tel cas, même si, dans les années troubles de l'après-guerre, aucun ministère n'a su honorer la mémoire de l'un ou l'autre de ces chrétiens dont le discernement a éduqué alentour une véritable "résistance" au nazisme, cela ne signifie pas que ses compagnons n'ont pas su reconnaître, tout proche d'eux, quelqu'un qui, "par la franchise courageuse de ses avis et aussi par une bonté volontairement discrète mais qu'on sentait profonde et prête à beaucoup de sacrifices personnels", les confirmait dans "la route à suivre en conscience" ; car chacun peut encore aujourd'hui dire à son sujet : notre "compagnon des années noires de l'occupation et de la résistance" était "un ami qui en période de crise nous a aidés à défendre les valeurs spirituelles."

Pourquoi donc faudrait-il continuer à occulter la résistance, d'inspiration spirituelle au nazisme, de ceux qui avaient su discerner le danger que cette idéologie présentait "pour l'âme de la France", bien souvent avant même que ceux dont l'"action était commandée par l'expulsion de l'occupant" ne prennent "conscience, comme déclara Chaban-Delmas, d'un phénomène qui nous avait échappé et qui était le nazisme" ? De ces derniers, en effet, le grand résistant qui devint président de l'Assemblée nationale a pu dire qu'ils "n'ont compris dans toute son ampleur le caractère particulier du nazisme qu'à partir de mai 1945, lorsque les cadavres sont sortis de l'enfer. Alors, tous ont su qu'ils s'étaient battus toutes ces années noires pour l'être humain, contre la 'bête immonde'." Mais il y eut des Français qui dès l'été 1940, voire avant même l'encyclique *Mit brennender Sorge* et la persécution religieuse dénoncée par ce document pontifical, savaient la grave nocivité du nazisme dont souffraient leurs frères dans la foi et les conséquences dramatiques du racisme qui de proche en proche atteignait diverses catégories hommes : un René de Naurois à Berlin, un Michel Riquet à Munich et combien d'autres chrétiens - notamment dans le courant vivant du catholicisme social - avaient appris qu'il ne fallait se faire aucune illusion ; et devant les premières réactions même généreuses de leurs concitoyens ils réagissaient spontanément comme le cardinal Tisserant : "Nos gouvernants ne veulent pas comprendre la nature du vrai conflit et ils s'obstinent à s'imaginer qu'il s'agit d'une guerre comme dans l'ancien temps."

À cause de l'importance historique de cette résistance spirituelle au nazisme - qui est trop souvent occultée -, il a paru utile de regrouper ces trois interventions, préparées - évidemment à partir de documents - en 1995 pour répondre à des demandes venues de Jérusalem, de Paris et de Berlin. Dans une perspective de "Devoir de mémoire", et en prétendant d'autant moins disqualifier par là les autres formes de résistance que celles-ci furent parfois vivifiées, chez certains résistants, par une inspiration spirituelle, ces textes témoignent d'un véritable discernement spirituel dans l'Église de France à l'heure du nazisme : il ne s'agit pas, en effet, "d'une guerre comme dans l'ancien temps".





Mgr Charles Molette

**Cérémonie de la Plantation de l'arbre de la
Fondation Yad Vashem
en hommage à la mémoire de
Son Éminence le Cardinal Jules-Géraud Saliège
archevêque de Toulouse**

(Jérusalem, lundi 20 février 1995)

“En sa séance du 8 juillet 1969, la Commission des Justes près l’Institut commémoratif des Martyrs et des Héros Yad Vashem a décidé, sur foi de témoignages recueillis par elle, de rendre hommage à feu Son Éminence le Cardinal Jules-Géraud Saliège, 1928-1956, qui, au péril de sa vie, a sauvé des Juifs pendant l’époque d’extermination, de lui décerner la Médaille des Justes et d’autoriser à planter un arbre en son nom dans l’Allée des Justes sur le Mont du Souvenir à Jérusalem.” *Si cette attestation, du 25 novembre 1969, a été suivie de la remise de la Médaille par l’ambassade d’Israël à Paris en une cérémonie à laquelle avaient été invités à assister Mgr Jean Guyot, archevêque de Toulouse, avec les membres de la famille Saliège, cependant la plantation de l’arbre n’avait pas été effectuée.*

Et c’est ainsi qu’en mai 1994, au nom du Mémorial Yad Vashem, M. Lucien Lazare a tenu à “faire part de ce que le Mémorial Yad Vashem réserve un emplacement dans l’Allée des Justes pour y faire planter l’arbre qui portera le nom du regretté cardinal Jules-Géraud Saliège. Nous souhaitons que le diocèse de Toulouse, ou une autre instance de l’Église de France, désigne la personne à qui sera confié l’honneur de planter cet arbre.” Informé de la demande ainsi exprimée, l’archevêque de Toulouse, S. E. R. Mons. André Collini a répondu favorablement .

La délégation, constituée pour la circonstance (liste ci-jointe), a participé à la cérémonie organisée par la Fondation Yad Vashem le lundi 20 février 1995. Après une cérémonie de recueillement dans la crypte du Mémorial, la plantation de l’arbre proprement dite fut effectuée. Enfin, eut lieu à l’Auditorium une séance au terme de laquelle Mgr Molette prononça l’allocution de remerciement suivante.

**Cérémonie de la Plantation de l'arbre de la
Fondation Yad Vashem
en hommage à la mémoire de
Son Éminence le Cardinal Jules-Géraud Saliège
archevêque de Toulouse**

(Jérusalem, lundi 20 février 1995)

Monsieur le Président, Messieurs les Rabbins,
Monsieur l'Ambassadeur,
Frères et Soeurs,

En arrivant dans cette cité sainte, c'est avec émotion que tous ici, israélites et chrétiens, nous nous prenons à murmurer les paroles du psaume 87 : "De Sion l'on dira : 'tout homme y est né' ; et Celui qui l'affermira, c'est le Très-Haut". Oui "Béni soit son Saint Nom !" Et un chrétien reconnaît dans les fils d'Israël les enfants de ceux dont saint Paul enseigne qu'ils sont "toujours aimés à cause de leurs pères" (Rom. XI, 28). Oui, aux yeux d'un chrétien, vous ne pouvez pas, fils d'Israël, ne pas porter, en vous-mêmes et par votre seule naissance, l'empreinte de l'élection divine. Et c'est parce que cette empreinte a été pourchassée par l'athéisme nazi que nous sommes réunis ce matin.

Bien évidemment c'est un grand honneur pour moi que d'avoir été choisi pour, au nom de la "mémoire de l'Église", accomplir le geste hautement symbolique que la Fondation Yad Vashem réserve à ceux qu'elle reconnaît "Justes parmi les nations". Et c'est pourquoi il m'incombe maintenant de vous remercier, Monsieur le Président, et vous, membres de la Fondation, pour l'hommage ainsi rendu au souvenir du regretté cardinal Jules-Géraud Saliège, archevêque de Toulouse. Un grand merci aussi à vous, Messieurs les Grands Rabbins, Messieurs les Rabbins et tous les membres de la communauté juive de Jérusalem présents à cette cérémonie.

C'est avec une particulière gratitude - je puis le dire - que je salue fidèlement trois de nos compatriotes à qui fut déjà décernée la médaille de la Fondation Yad Vashem. Votre présence, Monsieur l'Abbé René de Naurois, Mesdemoiselles Germaine Ribière et Marie-Rose Gineste, donne son sens plénier à notre démarche. Il s'agit du sauvetage des Juifs, auquel participèrent d'une façon très spéciale - pourquoi le cacher ? - tant de chrétiens de France, et notamment bien des catholiques.

Ces remerciements, je me dois de les étendre aussi à tous ceux qui ont tenu à s'unir à cet hommage de la communauté juive envers l'un de ses plus éminents soutiens : qu'ils soient ici avec nous à cause de leurs liens d'appartenance à la communauté toulousaine, ou à cause de liens personnels d'estime ou d'amitié, ou bien que ce soit pour satisfaire au devoir de leur charge.

Auriez-vous la bonté, Monsieur le Représentant personnel de Son Excellence Révérendissime Monseigneur l'Archevêque de Toulouse, d'exprimer au successeur - sur le siège épiscopal de Toulouse - du cardinal Saliège, l'assurance de notre fidèle et déférente gratitude et le regret que tous éprouvent en cet instant de ne pas pouvoir le saluer directement.

Veillez me permettre, Monsieur l'Ambassadeur et Messieurs les Diplomates, de vous remercier tout spécialement de votre présence. En effet, vous voulez ainsi rendre hommage à la mémoire d'un prélat français, qui fut un prince de l'Église conscient de sa double responsabilité, responsabilité ecclésiale vis-à-vis de l'Évangile, d'une part, et, d'autre part, responsabilité de "defensor civitatis" vis-à-vis de ses compatriotes et de nos hôtes.

Ce qui revient à dire que nous sommes invités à considérer aujourd'hui un homme dans un contexte donné. Or, qu'est-ce qu'une vie d'homme, sinon la réponse d'une personne humaine à son environnement ? Et, comme a eu l'occasion de le dire un de nos grands enseignants de ce siècle: "La seule histoire d'une personne humaine, c'est l'émergence graduelle de son vœu secret à travers sa vie publique"

Arrêtons-nous donc d'abord au déploiement, dans l'histoire, de la personnalité de Jules-Géraud Saliège, puis au contexte de son intervention d'août 1942, enfin à la signification de ce message du 22 août 1942, dont vous recevrez le texte en souvenir de la présente cérémonie.

Sans prétendre, bien évidemment, brossez une biographie exhaustive de Jules-Géraud Saliège, il est du moins possible, tout simplement à titre d'exemple, d'essayer de discerner, à travers quelques traces de sa vie, des éléments qui témoignent en quelque sorte des préparations plus ou moins lointaines de la mémorable déclaration qu'il a fait lire dans toutes les églises du diocèse de Toulouse à la messe dominicale du 23 août 1942.

En 1903, alors qu'il était professeur au petit séminaire de Pleaux, dans son diocèse natal de Saint-Flour, il avait 33 ans lorsqu'il fit paraître dans *La Voix des Montagnes* un article à l'occasion de la prochaine dénonciation du Concordat. Dans les colonnes de ce journal local, il envisageait l'avenir en affirmant les exigences de la liberté de l'Église pour l'exercice "intégral" de son ministère :

"Le Concordat, tel qu'il est appliqué, rend impossible à la plupart des prêtres l'accomplissement intégral de leur mission. Nous ne pouvons plus prononcer assez haut le *Misereor super turbam* de l'Évangile. [...] Je sais que les Chambres délimiteront d'une façon très précise la sphère de notre action. Je sais que nos paroles, nos actes, seront épiés, dénoncés, dénaturés. Nous ne pourrions payer les amendes, nous irons en prison. À cet égard, l'histoire des persécutions en Allemagne est très instructive [...] M. Combes veut jouer au Bismarck, nous l'attendons.¹ "

C'est un autre aspect de la mission de l'Église que, en 1927, alors qu'il était évêque de Gap, la crise d'Action française lui donna de mettre en lumière, en évoquant le livre que Jacques Maritain venait de faire paraître, sous le titre de *Primauté du spirituel*, afin de répondre au "Politique d'abord" de l'Action française :

"L'Église n'a pas discontinué de proclamer son droit imprescriptible d'intervenir dans les choses temporelles *ratione peccati* [en raison du péché, c'est-à-dire : chaque fois que les circonstances concrètes manifestent un élément susceptible d'entraîner les citoyens à pécher]. C'est là une vérité formellement enseignée par le magistère doctrinal [...] Dans les principes de la tradition nationale, il faut rejeter expressément ceux qui sont à la racine première des maux dont nous souffrons : la revendication de l'indépendance absolue du temporel qui tourne toujours à une tentative de subordination du spirituel au temporel. L'option s'impose entre l'esprit de Philippe le Bel et l'esprit de Jeanne d'Arc. Un catholique ne saurait hésiter, un Français non plus. Qui ne comprend pas aujourd'hui comprendra peut-être demain.² "

Rétrospectivement, ces paroles ne paraissent-elles pas avoir été prophétiques ?

En 1930, la conférence que Mgr Saliège eut à donner à la XII^e session des Semaines sociales de France, tenue à Marseille sur *Le problème social aux colonies*, avait pour thème particulier : "Ce qu'enseigne l'Église sur l'éminente dignité de la personne humaine"³

"Le paganisme, dit-il alors, ignorait la valeur de l'homme comme individu. Seul le citoyen comptait; le reste n'avait presque aucun droit [...] Qu'on ne s'y méprenne pas. Que la force qui l'asservit soit un individu ou une collectivité, si l'homme est réduit à n'être plus qu'un numéro dans une masse caporalisée ou un capital productif dans l'univers converti en usine, il n'a plus de valeur en soi, il n'est plus qu'un moyen. Sa dignité a sombré. [...] Méconnaître la dignité de l'homme aboutit au pire. Il n'y a pas de races maudites. La nature humaine est identique partout, et partout revêtue des mêmes droits essentiels, parce que tous les hommes, image de Dieu, figure de sa beauté, ont même origine, même destinée, mêmes besoins et mêmes devoirs fondamentaux [...] Que tous les hommes traduisent dans leurs pensées, leurs sentiments et leurs actes cette unité qu'ils tiennent de leur commune origine, de leur commune destinée et de leur commune vocation à la vie divine. 'Vous en moi et moi en vous, et tous consommés dans l'unité' [a dit le Christ]. "

Trois ans plus tard, au théâtre du Capitole à Toulouse, se tenait une réunion de protestation contre le racisme nazi, organisée par des intellectuels avec le concours de représentants des religions. En cette occasion, Mgr Saliège souligna le lien entre judaïsme et christianisme :

"Je ne saurais oublier que la tige de Jessé a fleuri en Israël et y a donné son fruit. La Vierge, le Christ les premiers disciples étaient de race juive. Comment voulez-vous que je ne me sente pas lié à Israël comme la branche au tronc qui l'a portée.⁴ "

¹ *La Voix des Montagnes*, dimanche 29 mars 1903.

² *Quinzaine religieuse du diocèse de Gap*, 25 août 1927, p. 292-297. "Il s'agit d'un "article bibliographique [...] qui sûrement a été inspiré, sinon composé, par l'évêque de ce diocèse [de Gap], Mgr Saliège, ancien supérieur du Grand Séminaire de Saint-Flour, que j'ai eu l'honneur de connaître à Saint-Sulpice." (lettre du chanoine Dupin, de l'archevêché de Paris à Jacques Maritain, 1^{er} septembre 1927, Archives Maritain, à Kolbsheim).

³ Conférence donnée à la Semaine sociale de Marseille, 1930, *Le problème social aux colonies*, compte rendu in extenso des Cours et Conférences, Paris, Gabalda - Lyon, Vitte, 1930, p. 497-507.

⁴ *La Semaine catholique de Toulouse*, 16 avril 1933, p. 311-312. Pour les Juifs de Toulouse et du Midi toulousain au temps de Vichy, voir l'ouvrage publié sous la direction de Jean Estèbe, P.U.M., Toulouse, 1995.

Voilà donc les références du cardinal Saliège, telles que les circonstances de sa vie lui avaient donné de les exprimer. Telles étaient ses exigences, qu'il partageait avec son entourage, avec Mgr Louis de Courrèges d'Ustou, son auxiliaire, avec Mgr Bruno de Solages⁵, recteur de l'Institut catholique, etc., avec les réseaux organisés pour cacher les juifs traqués et l'oeuvre Sainte-Germaine entrée dans cette entreprise de sauvetage. Car l'archevêque voulait sans ambages une reconnaissance de "l'éminente dignité de la personne humaine", fondée en Dieu.

Quel fut le contexte de l'intervention de Mgr Saliège en août 1942 ? Lui-même n'a certainement pas pu, sur le moment, en avoir une vue d'ensemble. Mais ce qu'il a su fut déterminant.

On sait aujourd'hui que, au moment des accords de Montoire en octobre 1940, le chancelier Hitler avait fait au maréchal Pétain le cadeau de neuf trains emportant 6538 Juifs allemands du pays de Bade et du Palatinat, qui attendaient à la ligne de démarcation que la "collaboration" fût entérinée. Une fois scellée la poignée de mains, les trains franchirent la ligne de démarcation et pénétrèrent en zone sud ; ils furent dirigés vers les camps du sud-ouest de la France qui avaient hébergé, et dont certains hébergeaient encore, des espagnols réfugiés lors de la guerre qui venait d'ensanglanter leur patrie. C'est ainsi que les camps de Gurs (près de Pau) et du Vernet, puis du Récébédou et de Noé (dans la région de Toulouse) reçurent des milliers de Juifs allemands. Leur situation était telle que le pape Pie XII, alerté, sollicita des aumônes pour envoyer des dons aux internés : en août 1941, 2000 dollars pour les internés de Gurs⁶ ; puis, de novembre 1942 à juin 1944, six autres dons adressés à Mgr Saliège pour des "secours aux étrangers internés"⁷.

Dans la pensée de Hitler, les Juifs confiés à la France en octobre 1940 étaient destinés à être expédiés dans la colonie française de Madagascar, afin de "purger" l'Allemagne de tous ceux que le Führer qualifiait d' "indésirables non-aryens". C'était l' "opération Bürckel", du nom du Gauleiter d'une des régions concernées par cette purge. Mais le projet, auquel le gouvernement de Vichy était appelé à collaborer fut mis en échec par l'impossibilité pour l'Allemagne d'acquérir la maîtrise de la Méditerranée, étant donné le refus de l'Espagne d'ouvrir ses frontières à une occupation allemande et la difficulté d'arriver à débarquer dans l'Angleterre qui tenait le canal de Suez. Bientôt d'ailleurs, la pénétration du général De Gaulle en Afrique noire risquait de couper la route des convois se dirigeant vers la Grande Ile. Toujours est-il qu'en février 1941, Hitler renonça à son projet, tout en cherchant un autre moyen qui ne serait pas plus "avantageux" pour les Juifs et qu'il définit en juillet 1941 comme devant être la "solution finale de la question juive", décision dont la mise en application fut confiée à la Conférence de Wannsee le 20 janvier 1942.

C'est dans cette dernière perspective que la France est amenée à livrer à l'Allemagne les Juifs étrangers puis les Juifs français. Ceux de zone occupée d'abord: le 27 mars 1942 un premier convoi quitte Drancy ; et en juillet, après la rafle du "Vel d'Hiv", sont arrêtés pour être déportés 13 000 Juifs "apatrides" (situation qui à leur sujet devait donc éviter le risque d'interventions diplomatiques). En août, ce sont 7 000 Juifs étrangers de zone libre qui sont livrés par Vichy dans des conditions inqualifiables. Dans les seuls mois d'août et septembre, ce seront ainsi 42 000 Juifs qui seront livrés par Vichy aux Allemands, dont 11 000 de zone dite libre.

Dès le 3 août, étaient atteints 330 hébergés provenant de la région de Toulouse, par moitié du camp du Récébédou et par moitié du camp de Noé. Dans ces camps, qui étaient pudiquement appelés "camps-hôpitaux", ils venaient d'être rassemblés dans un îlot spécial du Récébédou soumis à des conditions de précarité matérielle et morale à la limite de l'indicible, coupé de toute communication avec l'extérieur sous la surveillance très rigoureuse d'un peloton de la garde mobile française. La Croix-Rouge française a eu beaucoup de mal à même simplement approcher les hébergés ainsi séquestrés et à leur faire parvenir un minimum de nourriture et quelques médicaments. Les départs eurent lieu les 6, 8 et 11 août. Informé, Mgr Saliège a pu dire à ce sujet :

"parmi les candidats pour le départ se trouvaient un grand nombre de malades graves et même intransportables", "des femmes de plus de 70 ans [...] des Réfugiés politiques qui se savaient en grand danger s'ils rentraient en Allemagne [...] tel celui qui à Noé a eu une crise de désespoir telle qu'il a dû être ligoté et qu'il demandait à être fusillé sur le champ plutôt qu'être livré..."

Les conditions du départ : les partants ont été obligés de faire à pied le trajet du camp à la gare de Portet. C'était un douloureux cortège composé pour la plupart de vieillards, de malades, parfois d'infirmités traînant avec

⁵ "Un texte de Mgr de Solages est plus dangereux qu'un attentat à la grenade", disait la police allemande.

⁶ *Actes et documents du Saint-Siège relatifs à la Seconde Guerre mondiale*, t. VIII, p. 257.

⁷ Archives de l'archevêché de Toulouse.

difficulté leurs bagages à main et trébuchant à travers champs. Les vieilles femmes étaient obligées de s'arrêter fréquemment avec des larmes dans les yeux. Les départs ont donné lieu à des scènes lamentables [...] plusieurs tentatives de suicide et une crise de folie ; un de ces malheureux qui s'était entaillé le poignet a été embarqué en état de syncope [...] Plusieurs familles ont été séparées.⁸ ”

Un témoignage, conservé dans les archives de l'archevêché de Toulouse, note en particulier que le ravitaillement et la pharmacie faisaient défaut, et se termine ainsi :

“Grâce à l'autorisation obtenue au dernier moment et accordée par le capitaine de gendarmerie, je pus pénétrer à la gare, accompagné de Melle Combe, de la Croix-Rouge française et d'un représentant de la C.I.M.A.D.E., au camp de Récébédou. Cela permit de ravitailler le convoi en eau fraîche. La gestion du camp a fait distribuer parmi les partants des vivres d'excellente qualité, mais en quantité insuffisante étant donné la durée du voyage. Nous avons eu l'occasion de saluer à la gare les convois en provenance de Gurs (600 personnes) et du Vernet (environ 270 personnes).”

De la sorte, malgré quelques exceptions⁹, les forces françaises chargées des camps et des convois préludaient aux exactions de même nature, qui allaient accueillir les victimes de ces camps français à leur arrivée à Auschwitz.

Alerté, le cardinal Gerlier envoie secrètement le père Henri de Lubac à Mgr Saliège pour

“1. Recevoir le plus rapidement possible des nouvelles précises du Sud-Ouest où se trouvaient la plupart des camps de Juifs étrangers,

2. Se concerter avec l'archevêque de Toulouse en vue d'une intervention commune.¹⁰ ”

Mgr Saliège, en effet, était informé par les délégués d'oeuvres qui pressentaient bien que les premiers convois ne seraient pas les derniers; et il était déjà bien déterminé à intervenir .

En outre, le 17 août le cardinal Gerlier reçoit le grand rabbin Jacob Kaplan qui, ayant vu l'état des déportés venant des camps du Sud-Ouest, démasque le mensonge de la version officielle d'un “regroupement ethnique en Pologne” et fait part au primat des Gaules de la destination des convois de Juifs étrangers expédiés en Allemagne “non pas pour y travailler, mais pour y être exterminés” et lui remet une note sur le massacre de 380 000 Juifs en Roumanie¹¹ .

Dès le 19 août, le cardinal Gerlier exprime au maréchal Pétain l'inquiétude

“de tous les Archevêques de la zone libre” pour “tout ce qui, dans la nature des traitements subis, ou de ceux à prévoir, comme dans l'organisation matérielle des convois, [...] méconnaît les droits essentiels de tout être humain et les règles fondamentales de la charité¹² ”.

Dans ce document, le cardinal Gerlier se réfère aussi à la lettre du 22 juillet précédent envoyée au maréchal Pétain par le cardinal Suhard, au nom des cardinaux et archevêques réunis à Paris, pour traduire leur émotion au sujet des “arrestations” et “durs traitements” infligés “notamment au Vélodrome d'Hiver”. Après ces deux lettres des cardinaux au maréchal, c'est une protestation publique, concertée, que visent maintenant à faire entendre les porte-parole de l'épiscopat français. Pour le Midi, ce seront des protestations répercutées dans les paroisses : Toulouse (23 août), Montauban (30 août), Lyon et Marseille (6 septembre), Albi et Bayonne (20 septembre) ; chaque évêque selon son tempérament et son style.

⁸ Déposition de Mgr Saliège au substitut du procureur

⁹ Trois exemples:

1°) Le général de Saint-Vincent, commandant la 14^e Région du Gouvernement militaire de Lyon, qui le 29 août refuse de prêter “quelques escadrons de la garnison [...] pour maintenir l'ordre pendant l'embarquement de 650 Juifs”, est immédiatement limogé (Serge Klarsfeld, *Vichy-Auschwitz*, p. 383). Il devait être sur la liste de 225 personnalités lyonnaises à arrêter le 21 janvier 1943 (Pierre Limagne, *Ephémérides de quatre années tragiques 1940-1944*, t. II, p. 999).

2°) Le 8 août, le départ du camp du Récébédou présenta “un spectacle hallucinant”, au point que “même les gardes de l'escorte, émus par tant de détresse, portèrent volontiers les bagages des juifs” (Sous la direction de Monique-Lise Cohen et Eric Malo, *Les camps du Sud-Ouest de la France 1939-1944. Exclusion, internement et déportation*. Privat, Toulouse, 1994, p. 198).

3°) “Lors des récents incidents provoqués par la persécution contre les juifs[...], il n'y eut de perquisition que dans une maison religieuse pour la recherche d'enfants cachés; encore était-ce à la suite de la dénonciation d'un légitime” (à la date du 20 septembre 1942 dans: Pierre Limagne, *Ephémérides etc...*, t. II, p. 788).

¹⁰ Henri de Lubac, *Résistance chrétienne à l'antisémitisme. Souvenirs 1940-1944*, Fayard, Paris, p. 167.

¹¹ Voir: Lucien Lazare, *La résistance juive en France*, Stock, Paris, 1987, p. 175-184.

¹² Cité par Serge Klarsfeld, *Vichy-Auschwitz*, Fayard, Paris, p. 342.

Écho brûlant de témoignages directs, la déclaration de Mgr Saliège, “de beaucoup la plus percutante¹³”, est aussi la première. Elle parvient à tous les curés du diocèse pour être lue en chaire à la messe dominicale. Elle ne peut passer inaperçue. La radio anglaise en diffuse le texte, qui est vite connu jusque dans les camps de prisonniers, ainsi que le rapporte Jean Guitton¹⁴.

“Affolée et prise de vitesse”, la préfecture répond de deux façons : d’une part, pour intimider les curés, elle fait intervenir auprès d’eux les maires de manière à empêcher la lecture de la lettre de l’archevêque, - ce qui n’a pas grand résultat ; et, d’autre part, il est décidé de hâter, et en pleine nuit pour éviter les réactions de la population, le départ du convoi suivant dont les “wagons furent attachés en queue d’un convoi ayant amené 900 juifs étrangers d’autres camps.¹⁵”

Mais on sait les répercussions de cette lettre bien au-delà du diocèse de Toulouse ; suscitant des difficultés aux autorités civiles françaises, elles rendent même, en effet, manifeste ce qu’un rapport allemand appelle la “résistance sans pareille de la part de l’Église”. D’après ce rapport, Laval est même amené le 2 septembre à demander à Oberg qu’ “on ne lui signifie pas de nouvelles exigences sur la question juive [...car], dit-il, il n’en va pas de la livraison des Juifs comme de la marchandise dans un Prisunic, où l’on peut prendre autant de produits que l’on veut toujours au même prix.” De fait, la livraison des juifs sera quelque peu ralentie pendant plusieurs mois. Et, continue le rapport, ne pouvant, à cause de la responsabilité qui est la sienne et de l’autorité dont il jouit, “arrêter personnellement” le cardinal Gerlier, qui apparaît alors comme le “chef de cette opposition anti-gouvernementale”, on en est réduit à “arrêter son bras droit le père Chaillet”, spécialement chargé des questions d’aide aux Juifs¹⁶.

À Toulouse, une démarche auprès de l’archevêque a lieu le 18 septembre. En effet, en exécution des instructions du procureur général près la Cour d’appel de Toulouse, le substitut du procureur de la République se rend à l’archevêché pour entendre Mgr Saliège sur les circonstances et les termes de sa lettre du 22 août. L’archevêque dit ce qu’il sait et ne retire rien de ce qu’il a écrit.

Le titre de sa lettre se réfère à la période de la déportation du peuple juif à Babylone en 586 avant notre ère. Cette phrase, tirée de la Bible, est empruntée au livre du prophète Jérémie. Mgr Saliège a voulu l’inscrire au fronton du cri de son indignation : *Et clamor Jerusalem ascendit*, Et le cri de Jérusalem s’élève (Jér. 14, 2). Aujourd’hui, à l’occasion de la cérémonie qui nous rassemble, c’est dans toute sa vérité et sa douleur qu’il nous faut entendre la voix de la conscience religieuse de tous les fils d’Abraham, d’Isaac et de Jacob. Ici même, en ce lieu où sur le mont Moriyya Salomon construisit le Temple (2 Chr. 3, 1), c’est là qu’Abraham avait eu à apprendre de Dieu même le prix de la vie humaine, l’ “éminente dignité de la personne humaine”. C’est là, en effet, que, prenant à contrepied le crime de Caïn, le Dieu de la vie est intervenu pour refuser le sacrifice d’Isaac (Gen. 22) et promettre à Abraham “une postérité aussi nombreuse que les étoiles du ciel et que le sable qui est sur le bord de la mer, [...] postérité par laquelle, avait précisé Dieu, seront bénies toutes les nations de la terre”.

Si, de nos jours, la descendance d’Abraham selon la chair fut ainsi persécutée, la raison en est, selon la formule de Jacques Maritain, qu’ “il y a eu une élection surnaturelle et qui intéressait un peuple dans son histoire temporelle, une race dans sa destinée éthico-sociale elle-même¹⁷”, une élection surnaturelle à laquelle s’en prit la fureur hégémonique de l’athéisme nazi. C’est pourquoi, en écho à l’émotion qui s’exprimait en France, Jacques Maritain, dans un message radiodiffusé lancé de New-York le 8 septembre 1942, s’est écrié : les “mesures atroces

¹³ Henri de Lubac, *Résistance chrétienne à l’antisémitisme*, etc., p. 168.

¹⁴ Jean Guitton, *Le Cardinal Saliège*, Grasset, Paris, p. 168.

¹⁵ Sous la direction de Monique-Lise Cohen et Eric Malo, *Les camps du Sud-Ouest de la France 1939-1944. Exclusion, internement et déportation*. Privat, Toulouse, 1994, p. 200. Et le texte continue : “Le train partit ‘sans incident’ à l’aube du 24 août pour un voyage qualifié de ‘pénible’ par le chef d’escorte. Le 27 août, ils quittèrent Drancy pour Auschwitz par le convoi n° 28.” (*Ibid.*)

¹⁶ Rapport du S.S.-Sturmbannführer Hagen sur la “conversation entre le S.S.-Brigadeführer Oberg et le président Laval” le 2 septembre 1942 (cit. dans Serge Klarsfeld, *Vichy-Auschwitz*, p. 407-409).

“Le cardinal Gerlier, en parlant fort, a obtenu qu’aucun prêtre ne soit arrêté, et le père Chaillet lui-même a été mis seulement en résidence surveillée dans l’Ardèche.” (à la date du 20 septembre 1942 dans: Pierre Limagne, *Ephémérides etc...*, t. II, p. 788. Voir encore: Renée Bédarida, *Pierre Chaillet*, p. 134-135).

¹⁷ Ce texte de 1939 est reproduit dans OeC, XII, p. 562. (OeC: Jacques et Raïssa Maritain, *Oeuvres complètes*).

prises contre les Juifs non seulement en région occupée mais aussi dans la zone soi-disant libre” représentent pour la patrie une “infamie” telle que jamais la France n’en a connu : c’est l’âme de la France qui est en danger . Et d’outre-Atlantique Jacques Maritain continuait ainsi :

“Mes amis juifs, mes frères, permettez qu’un chrétien vous dise non seulement la compassion, mais le respect sacré que lui inspirent vos douleurs. Dans l’abîme de souffrances où vous êtes plongés, vous rendez témoignage, par votre inexprimable agonie, à la grandeur d’Israël, du peuple à qui furent faites des promesses sans repentance, de l’olivier sur lequel les nations chrétiennes ont été greffées. Et c’est pour les nations aussi que vous souffrez mystérieusement, et pour cette France elle aussi torturée par les mêmes bourreaux, livrée et trahie par les mêmes hommes qui sont vos persécuteurs.¹⁸”

Oui! Et certains persécutés ont alors révélé à la face du monde l’âme des martyrs d’Israël et leur foi . Permettez-moi d’évoquer avec une émotion sacrée la scène bouleversante, rapportée par un des hommes extraits du ghetto de Varsovie le vendredi 28 août 1942 et marchant à la mort:

“On avançait à longues foulées négligentes, insensibles, indifférents, l’ombre de la mort planant déjà sur nous. Près de moi une silhouette se détacha du groupe : un grand, un vieux Juif, avec une barbe de patriarche toute grise. Il portait le talith et les tephilin sous le bras. Rien de plus.

[Lors d’une halte,] on restait assis comme ça, pleins d’angoisse et de désespoir. Tout d’un coup, le vieux Juif avec le talith et les tephilin sous le bras se leva brusquement et prononça d’une voix forte et assurée : <Juifs, ne soyez pas égarés, ne soyez pas tristes. Pas d’affliction [...] Si j’avais eu de l’alcool, j’aurais trinqué à la vie, à la vie, Juifs, à la vie. Il ne faut pas être affligé. Ne voyez-vous pas que nous allons à la rencontre du Messie ?>¹⁹”

Dans une telle parole, il est possible de reconnaître une attitude connaturelle à l’inspiration sous-jacente au message que Jacques Maritain a prononcé le 5 janvier 1944 de la radio de New-York et dans lequel le philosophe chrétien essayait de dire le drame de l’heure:

“Le fait central, qui a sans doute la signification la plus importante au point de vue de la philosophie de l’histoire et des destinées du genre humain, c’est que de nos jours la passion d’Israël prend de plus en plus distinctement la forme de la croix. Juifs et chrétiens sont persécutés ensemble et par les mêmes ennemis : les chrétiens parce qu’ils sont les fidèles du Christ, et les Juifs parce qu’ils ont donné le Christ au monde.²⁰”

Ce niveau de lecture, en toute hypothèse, traduit la réalité fondamentale qui est explicitement présente dans l’idéologie nazie, persécutrice de toute expression d’une réponse humaine aux interventions du Dieu-vivant dans la trame de l’histoire des hommes.

Et c’est bien à ce niveau que se référait Mgr Saliège lorsqu’il intitulait son intervention publique du 22 août 1942 : *Et clamor Jerusalem ascendit* , Et le cri de Jérusalem s’élève. Telle est son inspiration. Telle est sa signification, en mentionnant que “l’âme de la France” est en jeu.

Merci donc, Messieurs les Représentants de la Fondation Yad Vashem, de votre initiative. Merci à vous tous de votre présence. Et permettez-moi de vous laisser un modeste souvenir de cette cérémonie, dans lequel il vous plaira sans doute de recueillir, avec le texte du message de Mgr Saliège du 22 août 1942, un dessin inédit que notre illustre Jean Guittou, membre de l’Académie française, a bien voulu arracher de son carnet afin, en s’unissant ainsi à la cérémonie qui nous rassemble, de témoigner de sa fidélité à la mémoire de Son Éminence Révérendissime le Cardinal Jules-Géraud Saliège, prince de l’Église et cardinal du titre de Sainte Pudencienne, archevêque de Toulouse, officier de la Légion d’Honneur et Compagnon de la Libération .

¹⁸ “La persécution raciste en France (1942)”, OeC, XII, p. 589-591.

Quelques mois plus tard, dans une réunion organisée à l’université française en exil sur le “droit raciste”, Jacques Maritain était appelé à dégager “la vraie signification du racisme”. Voulant donc attirer l’attention sur l’aspect moral de la situation, il évoqua, à la suite de l’encyclique *Mit brennender Sorge* - qu’il rappela longuement -, “l’irré-médiable et monstrueuse corruption de l’âme humaine chez les persécuteurs, et l’abîme de perversion où ils risquent de jeter la race humaine”, par suite de “la complicité morale qui comme une lèpre insidieuse grandit peu à peu”, et d’autant plus pernicieusement que “l’antisémitisme nazi [...] est surtout, comme l’écrivain juif américain Maurice Samuel l’a bien montré, une crainte et une haine surnaturelles, qui n’osent pas dire leur nom, du christianisme et de la Loi évangélique, et de ce Roi des Juifs qui est le Verbe incarné, le Verbe qui était au commencement [...] et qui a pris chair dans une vierge d’Israël.” Étant donné l’appartenance de Maurice Samuel à la religion israélienne, écrit Jacques Maritain, “le témoignage qu’il apporte n’en apparaît que plus significatif.” (OeC, XII, p. 593-616). Le texte de Maurice Samuel, de 1940, est cité in extenso dans “Le mystère d’Israël” (OeC, XII, p. 441).

¹⁹ Rapporté dans *Célébrations dans la tourmente* , éd. Verdier, Lagrasse, 1993, p. 24-25 (trad. de l’ouvrage publié par les éd. Ha Menorah, Tel-Aviv, 1970).

²⁰ OeC, XII, p. 625.

Et clamor Jerusalem ascendit

[Jérémie, 14,2]

22 août 1942

Il y a une morale chrétienne, il y a une morale humaine qui impose des devoirs et reconnaît des droits. Ces devoirs et ces droits tiennent à la nature de l'homme. Ils viennent de Dieu. On peut les violer. Il n'est au pouvoir d'aucun mortel de les supprimer.

Que des enfants, des femmes, des hommes et des mères soient traités comme un vil troupeau, que les membres d'une même famille soient séparés les uns des autres et embarqués pour une destination inconnue, il était réservé à notre temps de voir ce triste spectacle.

Pourquoi le droit d'asile dans nos églises n'existe-t-il plus?

Pourquoi sommes-nous des vaincus ?

Seigneur, ayez pitié de nous.

Notre-Dame, priez pour la France.

Dans notre diocèse, des scènes d'épouvante ont eu lieu dans les camps de Noé et de Récébédou. Les Juifs sont des hommes, les Juives sont des femmes. Les étrangers sont des hommes, les étrangères sont des femmes. Tout n'est pas permis contre eux, contre ces hommes, contre ces femmes, contre ces pères et mères de famille. Ils font partie du genre humain. Ils sont nos frères comme tant d'autres. Un chrétien ne peut l'oublier.

France, patrie bien-aimée, France qui portes dans la conscience de tous tes enfants la tradition du respect de la personne humaine, France chevaleresque et généreuse, je n'en doute pas : tu n'es pas responsable de ces horreurs.

[texte lu dans toutes les églises du diocèse, à la messe du dimanche 23 août 1942]



École doctorale
d'Histoire des Religions
(Université de Paris-Sorbonne
PARIS IV)

Présentation du livre de Charles Molette

Prêtres, Religieux et Religieuses

dans la résistance au nazisme

1940 - 1945

(Essai de typologie)

Jeudi 4 mai 1995
de 20 h. à 22 h.
en Sorbonne, amphithéâtre Descartes

**Présentation (École doctorale d'Histoire des Religions, 4 mai 1995) de
Prêtres, religieux et religieuses dans la résistance au nazisme 1940 -1944.
Essai de typologie**

(Fayard, 1995)

Cet ouvrage met en lumière des faits qui semblent inconnus, méconnus, voire occultés.
Mon intervention de ce soir ne sera pas un résumé de mon ouvrage. Je me bornerai à dégager quelques arrière-plans :

SOMMAIRE

Introduction : Quelques étonnements p.2

Remise en question de ce qui semble devenu consensus d'évidences : par la mise en perspective de ce qui semble avoir été à ce point oublié, méconnu, voire occulté que des idoles de l'entendement semblent avoir été prises pour en frapper les réalités de la vie.

1^{ère} partie : Cet ouvrage est un essai de typologie de la résistance des "permanents" de l'Église à l'idéologie nazie p.3

- 1) Beaucoup ont cru à "Une guerre comme dans l'ancien temps", restant inconscients du caractère idéologique de cette guerre et des conséquences de leur disposition d'esprit pour la connaissance même de la résistance des "permanents" de l'Église à l'idéologie nazie
- 2) Que reste-t-il donc comme sources de la connaissance de cette résistance ?
- 3) Cet essai de typologie témoigne déjà d'une certaine diversité

Cependant cette étude ne peut méconnaître ni les conditions dans lesquelles cette résistance spirituelle eut à s'exercer - à savoir au milieu des idéologies contraires à la foi chrétienne et à l'homme - , ni la perspective finale qui fut à assumer. Ce seront les deux parties suivantes.

2^{ème} partie : les conditions dans lesquelles cette résistance spirituelle eut à s'exercer, à savoir au milieu des idéologies contraires à la foi chrétienne et à l'homme p.8

- 1) Que savait-on du nazisme ? En quel sens peut-on parler d'une porosité de l'Église de France au nazisme ?
- 2) La réaction chez les "bonnes sœurs"
- 3) La réaction à l'antisémitisme

3^{ème} partie : L'offrande du sang p.13

- 1) En réponse à l'idéologie nazie, une même inspiration proprement chrétienne a pu prendre des formes diverses, allant jusqu'à inclure l'offrande du sang, c'est-à-dire jusqu'à faire assumer le sacrifice de la vie : cette inspiration proprement chrétienne, qui fut à l'origine des divers comportements que nous avons évoqués, eut à révéler son caractère spécifique dans certains cas particulièrement exigeants. Et c'est ce qu'il convient d'évoquer même succinctement.
- 2) Cette persécution contre le christianisme et contre l'homme, qui rend manifeste le caractère spécifique de l'idéologie nazie, rend aussi manifeste le caractère spécifique de la résistance proprement chrétienne.
- 3) Bien qu'il ne faille tout de même pas se cacher que la réponse de l'offrande du sang n'a pas été unanime, cependant ces cas-limites ont du moins rendu manifeste, en langage humain, la traduction d'une résistance proprement chrétienne à l'idéologie nazie.

En conclusion, p.18

dans l'ignominie et l'avilissement programmé des camps de déportation, la résistance chrétienne au nazisme de prêtres, religieux et religieuses a laissé transparaître les effets d'une grandeur humaine, qui n'est pas à vendre.

Introduction : Quelques sujets d'étonnement

Un exemple. Il semble que souvent on ne soit pas attentif à la proportion de prêtres, religieux et religieuses qui ont reçu la médaille Yad Vashem : alors qu'il y a environ 5000 membres de l'Europe de l'Ouest, parmi lesquels on compte un millier de Français (ce qui représente environ 1/20000e de la population française adulte), la proportion atteint en France 4, 25 % pour les "permanents" de l'Eglise (puisque l'on compte 85 d'entre eux à avoir reçu cette médaille).

On pourrait multiplier les exemples.

Pourquoi cette méconnaissance ? Pour plusieurs raisons, dont voici quelques-unes :

1) Il peut y avoir une question politique, et qui peut même parfois avoir revêtu un caractère sec-taire. C'est ainsi que le père Michel Riquet avait dénoncé en 1947 le caractère inique de l'accusation portée contre le clergé dans l'affaire que l'on appelait alors "le complot des soutanes" ; c'était une sale question politique, qui a provoqué d'ailleurs la protestation de la Confédération générale des internés et déportés politiques et de la Résistance (p. 210-213). D'ailleurs chacun se rappelle le contexte qui a marqué la libération du camp de Buchenwald, initialement ouvert pour les communistes allemands hostiles au régime "fasciste" et dont la libération a été interprétée comme "l'acte fondateur de la R.D.A.", justifiant ainsi la création en août 1945 du "camp spécial n° 2" établi par le nouveau pouvoir d'occupation et les services secrets soviétiques, - nouveau camp tout prêt pour entrer dans l'archipel du Goulag et qui a duré jusqu'en février 1950.

2) Outre ces aspects politiques, il y a aussi une dimension culturelle qui a marqué l'après-guerre ; il ne faut pas oublier, en effet, le climat qui a suivi la libération du territoire national : en effet, en exaltant la Résistance, c'est la victoire patriotique, politique et militaire, sur l'ennemi héréditaire qui fut célébrée, ainsi que la Libération de l'occupation militaire - qui était bien la condition de toute libération -. Mais l'euphorie ambiante a semblé méconnaître, voire occulter, la libération du nazisme et de l'idéologie nazie et, même chez les chrétiens, la fin de la persécution contre l'apostatat catholique ; c'est aussi ce climat qui pendant plus d'une génération a laissé au second plan tout ce qui avait été persécution religieuse, pour ne pas dire a fait abstraction de la persécution antisémite, et de cette persécution anti-chrétienne qui a fait des martyrs chrétiens.

3) Et puis, il faut bien reconnaître que la clandestinité à laquelle avait été vouée durant l'Occupation toute vie libre de l'esprit n'avait pas laissé - par définition même - beaucoup de traces. Qu'on relève simplement quelques aspects significatifs :

a) Mgr Mondésert fut obligé dans un colloque universitaire de rappeler que ce n'est pas dans la Semaine religieuse du diocèse de Belley des années 41-44 qu'on peut trouver mention des presbytères qui servaient de lieu de passage pour la Suisse.

b) De même, si, dans la Semaine religieuse de Rouen de septembre 1942, on trouve l'article antisémite qui y fut inséré d'office par les services de la censure (sans que fût portée la mention du "Prière d'insérer" qu'avait cependant requise le rédacteur de l'organe diocésain), rien dans ce périodique n'indique que c'est ce coup de force qui amena l'archevêque, Mgr Pierre Petit de Julleville, à faire cesser, malgré toutes les pressions, la parution de sa Semaine religieuse jusqu'à la fin de l'Occupation, se contentant dès lors de notes multigraphiées pour rester en relation avec son clergé. Entre parenthèses il n'est peut-être pas interdit de rappeler, parce que précisément on ne le dit pas, que cet archevêque de zone occupée fut créé cardinal au lendemain de la guerre en même temps que l'archevêque de Toulouse (zone sud), Mgr Saliège.

c) Et puis il ne faut pas oublier que toutes les petites "bonnes sœurs" (qui, "sans avoir grande formation politique, mais ayant peut-être la formation du coeur, avaient sauvé tant de vies humaines, par amour pour ceux en qui elles voyaient le prochain que leur envoyait le Bon Dieu") n'ont pas compromis les services qu'elles rendaient en les rendant publics ! Elles ont spontanément compris qu'il ne fallait ni trop en dire ni trop chercher à savoir : c'était une condition de la vie, pour assurer les services à rendre au jour le jour. Il faut même préciser qu'elles avaient à se méfier, non seulement des "traîtres qui se pavanaient dans de belles voitures noires et passaient leur temps à faire des dénonciations" auprès des services de la Gestapo, mais aussi de tant de services de l'administration "française", auxquels, dès les premières heures de la libération, par un assez curieux mélange, le souci de la "paix sociale", de la "continuité de l'Etat", voire d'une certaine conception de la "laïcité", accorde, et encore jusqu'aujourd'hui, la protection du silence.

1^{ère} partie : Cet ouvrage est un essai de typologie de la résistance des “permanents” de l’Église à l’idéologie nazie

1) Beaucoup n’ont cessé de croire à “Une guerre comme dans l’ancien temps”, restant inconscients du caractère idéologique de cette guerre et des conséquences de leur disposition d’esprit pour la connaissance même de la résistance des “permanents” de l’Église à l’idéologie nazie

L’expérience de la 2^{ème} guerre n’a pas toujours fait prendre conscience du caractère idéologique de cette guerre, laissant comme dans une autre planète l’analyse qu’exprimait le cardinal Tisserant dans une lettre au cardinal Suhard du ... 11 juin 1940 :

“Nos gouvernants ne veulent pas comprendre la nature du vrai conflit et ils s’obstinent à s’imaginer qu’il s’agit d’une guerre comme dans l’ancien temps. Mais l’idéologie fasciste et l’hitlérienne ont transformé les consciences des jeunes et les moins de trente-cinq ans sont prêts à tous les délits pour la fin que leur chef commande” (p. 29-30).

Ce que dénonçait le cardinal Tisserant, c’était le caractère idéologique de la guerre

Cette inconscience, dénoncée par le cardinal Tisserant dès avant l’armistice, n’était pas seulement et ne fut pas seulement le fait des dirigeants du pays ; mais tout s’est passé comme si une inconscience généralisée avait largement endormi les différentes couches de la société, y compris dans les rangs du clergé.

Et une des conséquences de cette inconscience, c’est que les sources de la connaissance de cette résistance à l’idéologie nazie en furent affectées.

Quelques exemples simplement à ce sujet. Rentrant de Dachau, le père Michel Riquet avait écrit à l’évêque de Sées pour rendre hommage au séminariste Roger Vallée, dont il avait reçu le dernier soupir au camp de Mauthausen où la Gestapo avait envoyé ce jeune pour cause d’action catholique ; or, cette lettre, dans laquelle le père Riquet témoignait de cette mort, en la qualifiant de celle d’un martyr, avait disparu des archives de l’évêché. De même, dans les archives du diocèse de Tarbes, on ne retrouve pas le papier qui y avait été envoyé et sur lequel, lors de la libération des camps, le chef de la Gestapo de Merseburg avait spécifié que l’abbé Pascal Vergez avait été arrêté et condamné “*nur für kirchliche Gelegenheiten*”, uniquement pour motifs religieux (p. 137) ; or, dans les archives diocésaines, non seulement on ne retrouvait pas ce papier, mais même ni la fiche, ni la moindre trace de ce prêtre qui avait cependant été professeur au petit séminaire... Inutile de multiplier ces exemples, comme il serait facile de le faire.

À eux seuls, ces exemples expliquent amplement le mot du père de Lubac écrivant en septembre 1945 : “Il semble que l’Église a honte de ses martyrs” (E.H., 25) . Pour le père de Lubac, il s’agissait alors, afin de secouer la torpeur ambiante, de rendre hommage aux victimes de la persécution du nazisme contre l’Église catholique ; il souhaitait donc la rédaction d’un article pour *Témoignage chrétien* ; car, écrivait-il,

“C’est pour le Christ qu’ils ont souffert et qu’ils sont morts. Il faudrait au moins, dans le T.C., un article - mais un grand article en première page, pas un article honteux caché dans un coin en deuxième page - sur leur martyre.”

De surcroît cet article aurait justifié aux yeux des lecteurs l’action de *Témoignage chrétien* sous l’Occupation, en montrant l’enjeu de la pénétration du nazisme et donc de la résistance chrétienne : partout les chrétiens avaient été acculés au même combat spirituel contre l’idéologie nazie. Cet article finalement n’a pas pu paraître : l’euphorie de la Libération du territoire et des camps célébrait certes ce qui avait été la condition de la libération du nazisme et de son idéologie athée. Mais tout se passait comme s’il ne fallait pas que le bilan dressé laissât percevoir que c’était le caractère même du nazisme et de son idéologie qui avait inspiré et son expansion territoriale, et ses méthodes d’avilissement, de déshumanisation et d’extermination que révélait précisément l’ouverture des camps. Tout se passait comme s’il fallait, contre l’évidence des faits, laisser s’accréditer le mythe “d’une guerre comme dans l’ancien temps”.

N. B. Les pages indiquées entre parenthèses sont des références à l’ouvrage ici présenté. Lorsqu’elles sont précédées de E.H., il s’agit de références à “En haine de l’Évangile” (Fayard, 1993)

Les sources émanant directement des organismes ecclésiastiques ou religieux se révèlent souvent déficientes pour ce qui concerne la vie des intéressés en France ou la documentation recueillie à leur sujet. Pourquoi ?

Il est vrai que la période de la fin de la guerre, dont nous célébrons précisément ces jours-ci le cinquantenaire, a été marquée par la fin de la lutte armée qui permettait la libération des camps. Le retour des prisonniers et des déportés, auréolé par la victoire des armées et des maquis, s'est inscrit dans le climat de la fin d'un cauchemar ; c'était la libération de l'occupation militaire du pays par l'ennemi héréditaire et la victoire militaire des alliés. Cette libération victorieuse était la mesure à laquelle tout était jaugé ; de même en est-il ces mois-ci pour les célébrations du cinquantenaire. Pour beaucoup d'Allemands (proportion qui, selon certaines enquêtes, serait de 50%), d'ailleurs, on peut noter qu'aujourd'hui ce cinquantenaire est un anniversaire de honte, celui de la capitulation, celui de l'effondrement d'un rêve d'expansion pangermanique. Aussi bien chez les Alliés que chez bon nombre d'Allemands, l'anniversaire de la libération du nazisme et de son idéologie semble ainsi n'apparaître que très furtivement.

Cette manière de voir le passé est sous-jacente aux archives des diocèses, dans le souvenir qu'ils ont gardé des prêtres ou séminaristes victimes de la guerre de 1940-45. C'est, en effet, sous le vocable de "morts pour la France" ou "morts au champ d'honneur" que sont évoqués indistinctement tous leurs morts (et c'est bien une raison d'essayer une typologie) ; on trouve quasiment pêle-mêle : les "victimes héroïques" de la guerre de 40, des maquis ou de la Libération, de même que les victimes des bombardements, les otages, les prisonniers accidentés, les morts en Allemagne - quelle qu'en soit la raison -, etc. C'est le "sang sur les parvis" qui est célébré avec la fierté d'une cérémonie au monument aux morts du 11 novembre (p. 17). Chez les religieux, le *Livre d'or des congrégations françaises* qui fut confectionné au lendemain de la guerre par la D.R.A.C. se réfère à la perspective des "odieuses lois d'exception de 1901 et 1904", afin de mettre en relief le rôle joué par les religieux "pendant la guerre, sous l'Occupation, dans la Résistance, en Europe et sur les terres lointaines" (cit. p. 14) ; cette réaction contre l'anticléricalisme du début du siècle, qu'on retrouve en 1948, prolonge la réaction des années 1924 lors de la résurgence des attaques contre les religieux au sortir de la 1^{ère} Guerre mondiale.

Ces constatations reviennent à dire que, dans les archives ecclésiastiques ou religieuses, le climat était tel que les traces écrites qui auraient témoigné des diverses formes de résistance spirituelle, et proprement chrétienne, au nazisme athée, n'étaient pas prises en considération.

2) Que reste-t-il donc comme sources de la connaissance de cette résistance ?

Pour ce qui concerne les sources relatives à la vie d'internés, de travailleurs, de déportés, des victimes, elles se sont avérées parcellaires. Ce que recherchaient les proches, c'était une documentation sur X ou Y, sur leur état de santé, sur les conditions de leur mort : il s'agissait de cas individuels. Les familles l'ont fait plus que les diocèses. Et pourquoi ? Dans la mesure où il s'agit de documents personnels, c'est pour un usage personnel qu'ils sont accessibles, étant nécessaires pour assurer des pensions ou des réversions de pension. Or, souvent ils ne permettent guère d'aller plus loin. Serait-ce voulu ?

Permettez-moi de prendre un exemple des difficultés qu'on peut rencontrer si l'on veut effectivement aller plus loin : ayant eu l'occasion il y a quelques semaines d'aller au camp de Buchenwald, le directeur de ce qui est maintenant appelé le "Musée", sachant l'objet de mes recherches, m'avait fait préparer une liste de prêtres incarcérés dans ce camp. J'y ai reconnu plusieurs noms que je connaissais. Mais, ayant demandé à me faire une idée de ce que contenaient les dossiers, j'en ai coché quelques-uns, pour en avoir communication. Or, à la différence de ce que l'on pouvait relever dans d'autres dossiers qui m'avaient été présentés à titre d'exemples, l'archiviste a découvert avec étonnement que ceux précisément que je lui demandais étaient vides ; l'archiviste qui ne s'était pas encore aperçu de lacunes de ce genre n'a pu m'en donner la moindre explication. Est-ce un simple hasard ? Ou bien cela tient-il à quelque mainmise sur la marche de ce camp et sur son fonctionnement ? Ou bien serait-ce dû à l'utilisation ultérieure du camp de Buchenwald ?

Quoi qu'il en soit, en ce qui concerne les camps, j'ai du moins réussi à obtenir, pour les déportés dont il est légitime de penser qu'ils sont morts martyrs de la foi, leurs numéros d'immatriculation (sauf un cas d'immatriculation, à Auschwitz, pour lequel je n'ai que la fourchette des numéros affectés au convoi venant de Mauthausen), ainsi qu'un certain nombre de renseignements : dates (et motif) d'arrestation, d'arrivée au camp, de décès, etc. Au premier abord, les données administratives sembleraient devoir être relativement fiables, sauf peut-être si le décès a

eu lieu dans un kommando distant du camp central (car il faut du temps pour que la notification parvienne au *Totenbuch*). Mais que signifie la cause du décès "arrêt du coeur" ? De plus, la question se pose de la signification du motif de l'arrestation ; certes on trouve explicitement dans certains cas: "pour action catholique, non politique" ou "pour activité sacerdotale"; mais il arrive aussi que ces motifs soient pudiquement appelés "menées politiques antiallemandes": l'exemple de l'abbé Vergez que je donnais tout à l'heure n'a précisément été donné par le chef de la Gestapo que durant son interrogatoire après la libération du camp.

Quant au témoignage des survivants, il ne faut pas se cacher que les informations réunies doivent être rigoureusement critiquées. S'il s'agit d'une action clandestine en France, par définition cette action étant clandestine n'était guère connue même des proches (deux jésuites vivant dans la même maison à Paris ne se sont découverts leur activité qu'en se retrouvant à Dachau ; les religieuses de la congrégation de Saint-Martin-de-Bourgueil ont eu la surprise, en ouvrant l'armoire de leur supérieure générale pour faire sa toilette mortuaire, de découvrir sa croix de guerre et la citation pour son action durant la résistance, p.69). L'apostolat en Allemagne pouvait être plus visible (messes célébrées, réunions diverses, etc.) : les chrétiens que regroupait cet apostolat ne l'ignoraient pas ; mais l'expérience montre que parfois le témoignage des survivants ne peut être utilisé qu'avec une extrême circonspection (pour bien des raisons psychologiques, très respectables assurément, mais tendant parfois soit à magnifier le rôle des victimes, soit à exalter leur propre rôle, à eux les survivants!). La correspondance a pu apporter des précisions ou corrections, et permettre la confrontation entre les témoignages. Il ne faut pas non plus oublier qu'il y a eu aussi des délations, et donc des délateurs. Sans compter que, si certaines listes de "colonnes de l'Église" furent constituées laborieusement par les divers services de la Gestapo, il y a eu aussi des listes données intentionnellement ou par imprudence, tant en France qu'en Allemagne. Cette situation amène évidemment aussi à relativiser certains témoignages de survivants.

Cet essai de typologie pourra être complété, et même aura besoin d'être complété de diverses façons. Car il faut tenir compte du fait que le climat de juin 1945 a en quelque sorte imposé aux intéressés le recours à l'expression "résistance spirituelle" (reconnue et défendue par Michelet : E.H. 196) afin d'obtenir une reconnaissance civile. C'est aussi ce climat qui a fait présenter et organiser les témoignages dans cette perspective, quitte à grossir ou colorer certains faits... pour assurer une pension civile... Cette perspective, héritée de 1945, a traversé dix lustres. Même si elle s'est nuancée, en particulier en intégrant la prise de conscience du drame de la Shoah, c'est néanmoins la fin de la guerre d'expansion germanique qui était civilement reconnue, bien plus que n'était pris en considération le venin idéologique du national-socialisme.

Il faut donc combler cette lacune quant à la vie des intéressés et quant aux formes de résistance:

- résistance militaire ou paramilitaire ; secours divers; protection de prisonniers ; travaux d'intérêt officiellement recensé (par exemple, construction de barrage qui servait à camoufler des S.T.O.); maquis militaires ; participation à l'Armée secrète ; jonction avec les Armées alliées ; participation aux organes d'Alger, etc.
- réflexion théologique et spirituelle, élaborée dans le silence et communiquée de manière clandestine : ce que le père Sommet appelle "résistance chrétienne à l'état pur"
- presse clandestine dans l'Hexagone pour diffuser la réflexion théologique et faire connaître les actes ou documents qui rendent manifeste la nocivité de l'idéologie nazie, tracts divers, etc.
- services caritatifs divers; protection de juifs; sauvetage de juifs cachés; passage de frontières
- activité proprement religieuse : en France, sermons prononcés, leur transmission clandestine ; et, en Allemagne, messes célébrées, réunions d'action catholique, etc.

En vue d'une histoire globale, des précisions pourront être utilement apportées sur un point ou l'autre : par exemple, pour ce qui concerne la présence des prêtres et religieux à Compiègne et l'identification de ceux qui appartenaient à tel ou tel convoi ; sur le tableau général des convois partis de Royallieu-Compiègne que j'ai publié, il a été possible d'indiquer une vingtaine de noms (sur 4 ou 500); et cette indication, comme je l'ai suggéré (p. 135 et p. 185), pourrait inviter à établir une récapitulation systématique des prêtres et religieux de chaque convoi. À l'occasion d'une conférence que je donnais en Bretagne, un des participants est venu me donner son témoignage d'un prêtre qu'il avait rencontré au camp de Neuengamme ; il ne savait pas qu'il s'agissait de Mgr Bruno de Solages, recteur de l'Institut catholique de Toulouse (p. 98).

3) **Cet essai de typologie témoigne déjà d'une certaine diversité**, qu'il est indispensable d'avoir présente à l'esprit, sans pour autant méconnaître ce que dans chaque cas représente l'inspiration proprement spirituelle de l'attitude adoptée. Car, même pour ce qui concerne ce qu'on peut appeler une résistance spirituelle, il n'y a pas un seul type.

Il y a certes la résistance chrétienne, "à l'état pur" selon l'expression du père Sommet, de quelqu'un comme le père de Lubac, qui, à Lyon dès l'été 1940, "tourmenté chaque jour davantage par une situation qui empirait en dégradant les consciences, [décida] d'adresser à [ses] supérieurs, le 15 avril 1941, un mémoire confidentiel" dénonçant dans le nazisme la persécution religieuse visant à l'éradication totale du christianisme. Des hommes qui avaient fréquenté l'Allemagne réagissaient de même : à Paris le père Riquet (nourri aussi des encycliques de Pie XI) ; ou, à Toulouse, l'abbé René de Naurois, de même encore que, à Lyon, Robert d'Harcourt qui suivait l'évolution de l'Allemagne sous la botte nazie depuis deux lustres, etc. Ces cas peuvent sembler assez clairs.

Mais il peut exister aussi une exigence spirituelle dans une résistance militaire. Ainsi, la résistance de l'abbé Roger Derry (p. 25-26), directeur du patronage du Bon Conseil, aumônier militaire pendant la guerre, fut inaugurée dès juin ou juillet 1940 ; il s'agit de la participation à un réseau de renseignements, le premier qui fût en relation avec Londres. Cette résistance, militaire mais non armée, fut livrée par le radio établi place Vendôme ; l'Abwehr, le service de contre-espionnage de la Wehrmacht, compléta ses recherches ; et, par suite de ce qu'on a appelé l'opération *Porto*, en quelques semaines au cours de l'été 1941 furent arrêtés plusieurs centaines de membres d'origines très diverses. C'est pour répondre à la clandestinité de leur action que l'Abwehr institua (7 décembre 1941) le régime *Nacht und Nebel*, afin de plonger les détenus dans une nouvelle clandestinité (dont on ne pouvait donner aucune nouvelle, aucune adresse). Dans cette situation l'abbé Derry, qui était pleinement membre de ce réseau Saint-Jacques, agissait à la fois et comme patriote et comme prêtre ; or, à l'instant où il allait être décapité (par suite du jugement militaire), dans une dernière lettre à son curé Mgr Chevrot il fait part de son ultime scrupule :

"Mes responsabilités ne sont-elles pas très grandes d'avoir réduit ma vie qu'Il [Dieu] voulait pour lui seul plus longue. Mais, ajoutait-il aussitôt, je dépasse et j'abandonne ces craintes pour me jeter le plus complètement possible en Dieu."

Des raisons morales et spirituelles avaient guidé Roger Derry dans sa résistance paramilitaire qu'il exprima de diverses façons : ce n'est pas l'armistice qui rend injuste la guerre juste, pour laquelle "Montoire, c'est une trahison" ; il songeait à l'amour de la patrie ; il avait le souci de l'éducation morale des jeunes dont il avait la charge ; et puis il voyait même plus loin : "Pour que la France reste fidèle à l'Église, il faudra que des prêtres aussi aient donné leur vie pour la France", etc. Cependant, l'abbé Derry au terme de sa vie se demande s'il n'a pas, par sa "résistance", réduit sa vie, donc raccourci le temps d'exercice de son ministère sacerdotal. Il a donc conscience que la forme de résistance qu'il a embrassée n'épuise pas, pour le prêtre qu'il est, les exigences morales et spirituelles, qu'il garde présentes à l'esprit.

À Saint-Brieuc, l'abbé Armand Vallée, qui était en relation avec le père Riquet, s'était chargé de la partie religieuse, dans le bulletin d'information d'Henri Frenay, pour faire ainsi connaître l'incompatibilité du nazisme avec la foi chrétienne ; et ce bulletin subsista ainsi jusqu'à ce qu'il parût plus adapté "sur le plan de la propagande" de disjoindre "les domaines politique et spirituel" (p. 41). Avant d'être arrêté le 5 février 1942 pour entrer dans les N.N. et terminer sa vie en en faisant un chemin de croix (p. 100), Armand Vallée avait continué la formation des petits jocistes de Saint-Brieuc, parmi lesquels il devait y avoir un jeune S.T.O., mort martyr, Eugène Lemoine, dont nous connaissons exactement les dispositions spirituelles à l'heure de son départ le 14 mars 1943 (E.H. 297-298) et dans son incarcération (E.H. 361-365).

Autre exemple : si le père Yves de Montcheuil est parti auprès du maquis du Vercors, ce n'était pas comme aumônier, c'était pour une "tournee de prospection [...afin d'] en rapporter à l'autorité ecclésiastique une information" : "Je suis venu de Paris exprès pour être auprès d'eux", déclara-t-il au capitaine de police qui l'interrogeait. Il avait eu l'occasion de dire peu avant : "Il est excellent pour l'Église que des religieux soient aujourd'hui en prison" (p. 134).

* La même phrase était venue sur les lèvres du père Jacques, carme d'Avon et chef du réseau de résistance de la région : "Il faut qu'il y ait des prêtres dans les prisons" (p. 133).

Mgr Martimort, bibliothécaire de l'Institut catholique de Toulouse, précisait certes :

“Si on parle de Résistance ou de Libération, il faut bien comprendre que, pour un évêque et pour des prêtres, cette activité doit demeurer strictement spirituelle et évangélique - ce qui ne diminue en rien, loin de là, son efficacité” (p.89).

Il faut d'ailleurs noter que le même Mgr Martimort aida, comme “passeur”, l'abbé de Naurois à franchir les Pyrénées pour rejoindre Londres à l'heure de l'invasion de la zone sud, dans laquelle l'abbé de Naurois était jusque là resté pour répondre à la demande que lui avait adressée Mgr Saliège en juin 1940 :

“L'âme de la France a plus que jamais besoin d'être sauvée à l'intérieur. Voilà pourquoi je vous dis sans hésitation aucune que votre devoir est de rester” (p. 28).

De “la dégradation des consciences” jusqu'au souci de sauver “l'âme de la France”, à l'intérieur ou à Londres ; dans l'Armée de Libération aussi bien qu'en Allemagne ; du souci d'affirmer l'incompatibilité du nazisme avec la foi chrétienne jusqu'à la nécessité de la présence des prêtres et religieux en prison ; de l'humble service des “bonnes soeurs” par leur vie journalière toute donnée jusqu'à l'aide et au sauvetage dispensés en faveur de tous les traqués, - et avec persévérance aux familles juives pourchassées, etc., toute cette typologie, qui n'a rien d'exhaustif, amène, dans le même temps, à discerner souvent dans cette multiforme résistance au nazisme, que nous venons d'évoquer chez des prêtres, religieux et religieuses, une inspiration spirituelle qui lui confère un caractère spécifique, en réponse plus ou moins consciente au caractère spécifique du nazisme et de son idéologie athée. Sans doute cette attitude ne fut-elle pas générale. Du moins exista-t-elle. Et cette étude essaie d'en présenter une typologie.

Cependant cette étude ne peut méconnaître, ni les conditions dans lesquelles cette résistance spirituelle eut à s'exercer - à savoir au milieu de la pénétration des idéologies contraires à la foi chrétienne et à l'homme -, ni la perspective finale qui fut à assumer. Ce seront les deux parties suivantes.

2^{ème} partie : Au milieu des idéologies contraires à la foi chrétienne et à l'homme

1) Des idéologies contraires à la foi chrétienne et à l'homme ont insidieusement pénétré les mentalités de certains croyants et ont même atteint des mouvements et jusqu'à des organismes ecclésiaux. Cette donnée de fait vaut qu'on s'y arrête ; car la pénétration du nazisme même dans des mentalités qui par leur formation lui étaient théoriquement opposées n'est pas sans avoir besoin d'un essai d'explication.

Ce que savaient au moins les plus informés des catholiques, et donc - théoriquement au moins - les "permanents" si l'on peut appeler ainsi les prêtres, religieux et religieuses, c'est d'abord l'enseignement de l'Église, la trilogie des encycliques de mars 1937 (p. 37) :

- *Mit brennender Sorge*, du 14 mars, "sur la situation de l'Église catholique dans l'Empire allemand", et dont on savait comment, rédigée en allemand, elle avait été lue en chaire dans toutes les églises d'Allemagne le même dimanche matin ; il est vrai que la diffusion de ce texte s'est heurtée en Allemagne à la censure de la presse ; mais ce n'était pas le cas en France.

- *Divini Redemptoris*, du 19 mars, "sur le communisme athée".

- *Firmissimam constantiam*, du 28 mars, relative à la persécution au Mexique: cette 3^e encyclique complétait, intentionnellement, les deux précédentes en énonçant les exigences requises par la théologie morale pour légitimer une subversion politique.

Assurément, cette dernière encyclique, en France, n'a pas eu l'écho qu'elle méritait ; mais j'ai tout de même rencontré quelqu'un qui, l'heure venue, y a puisé la "justification morale de la résistance à l'oppression" ; c'est le père Riquet (p. 32). Ayant personnellement repéré dans les années 50 l'importance de cette encyclique, j'ai été évidemment sensible à l'évocation que m'a faite le père Riquet des sources inspiratrices de sa première orientation vers la résistance.

Dans cette conversation, le père Riquet, qui avait une connaissance de la situation de l'Église en Allemagne, m'a aussi parlé de la visite qu'il avait reçue à Paris le 26 juillet 1940 d'un officier de la Wehrmacht, ancien de la Conférence Laennec revenu, lors de l'invasion, à Paris là où, jeune étudiant en médecine, il avait été bien accueilli ; lorsque le père Riquet aborda la question religieuse, cet ancien du groupe catholique devenu officier allemand lui déclara :

"Pour vous faire plaisir, je vous dirais bien que votre christianisme en a encore pour cinquante ans ; mais je suis convaincu qu'il ne survivra pas à l'écrasante victoire national-socialiste." En rappelant ce souvenir, le père Riquet, qui avait acquis une connaissance personnelle de l'Église catholique en Allemagne, d'ajouter : "Il disait sans détours ce que d'autres masquaient encore et que nombre de Français se refusaient à voir" (p. 31).

D'autres aussi avaient une expérience personnelle de la situation ; ainsi l'abbé René de Naurois (p.28) qui, ayant passé deux ans à Berlin avant la guerre, avait régulièrement informé Mgr Saliège de ce qu'il apprenait et qui, dans les quelques mois où il donna des cours à Uriage (avant d'y être déclaré *persona non grata*), analysait la politique de l'Allemagne en disant :

"1°) En s'étendant, l'Allemagne nazie supprime toute liberté politique

2°) Pour étendre sa domination, l'Allemagne nazie déploie une cruauté sadique

3°) L'Allemagne nazie est animée par la volonté farouche de faire triompher un régime 'chimiquement pur' de toute trace de christianisme."

Que savait-on encore en France ? On savait aussi le mécanisme de la mainmise du nazisme sur tous les rouages du pays, notamment sur les travailleurs et sur la jeunesse. On n'ignorait pas, en effet, que toute l'organisation du travail en Allemagne était annexée par le régime national-socialiste et que l'organisation imposée par le Dr Ley avait dans ce but supprimé dès 1933 toute activité syndicale. Et la nature, la structure et l'action de cette organisation avaient été étudiées en 1937 par Jacques Doublet dans son ouvrage sur *Le Front du travail allemand*, qui ne cachait pas les conséquences de cette mainmise sur les travailleurs. On n'ignorait pas non plus en France la mainmise sur la jeunesse par la HitlerJugend ; certes, par une réaction teintée d'une sorte de mimétisme, dans certains mouvements d'action catholique en France, on s'écriait : "Notre Führer, c'est le Christ", mais sans peut-être analyser que la conception hitlérienne du chef n'avait tout de même pas à devenir la référence et la jauge des mouvements de jeunesse.

Et puis on savait aussi en France avant la guerre la mise en application du racisme : le *Crapouillot* de juillet 1933 l'avait déjà montré ; les mesures eugéniques et la pratique de l'euthanasie, de même que certaines mesures prises contre les juifs (la *Nuit de cristal*) étaient connues.

Parfois on allait jusqu'à mettre comme une étiquette de "racistes" sur ces mesures ; et on pressentait que tout découlait d'une volonté étatique totalitaire. Certains esprits, en tout cas,

étaient parfaitement prêts à prendre la mesure idéologique de la politique d'Outre-Rhin.

Ainsi, dès 1930, la conférence que Mgr Saliège donna à la XII^e session des Semaines sociales de France, tenue à Marseille sur *Le problème social aux colonies*, avait pour thème particulier : "Ce qu'enseigne l'Église sur l'éminente dignité de la personne humaine" :

"Le paganisme, avait-il dit alors, ignorait la valeur de l'homme comme individu. Seul le citoyen comptait; le reste n'avait presque aucun droit [...] Qu'on ne s'y méprenne pas. Que la force qui l'asservit soit un individu ou une collectivité, si l'homme est réduit à n'être plus qu'un numéro dans une masse caporalisée ou un capital productif dans l'univers converti en usine, il n'a plus de valeur en soi, il n'est plus qu'un moyen. Sa dignité a sombré. [...] Méconnaître la dignité de l'homme aboutit au pire]. Il n'y a pas de races maudites. La nature humaine est identique partout, et partout revêtue des mêmes droits essentiels, parce que tous les hommes, image de Dieu, figure de sa beauté, ont même origine, même destinée, mêmes besoins et mêmes devoirs fondamentaux. "

Trois ans plus tard, au théâtre du Capitole à Toulouse, une réunion de protestation contre le racisme nazi, avait été organisée par des intellectuels avec le concours de représentants des religions. En cette occasion, Mgr Saliège avait souligné le lien entre judaïsme et christianisme.

Cependant, même si quelques-uns savaient quelle idéologie véhiculait l'Allemagne nazie, même si quelques-uns étaient prêts à reconnaître le venin spirituel du nazisme, force est de relever que ce n'était pas une prise de conscience explicite et généralisée. Surtout peut-être, dans l'espèce de grand camp de prisonniers qu'est devenue la France au lendemain de l'armistice, muselée, encadrée par la censure - même en zone dite libre - et sans autre information que celle de la propagande nazie, il était devenu difficile de se rendre compte que ce qu'avaient subi l'Allemagne puis l'Autriche était en train d'advenir en France. Il semble, en tout cas, que peu de Français ont su en 1940 et 1941 quelle politique drastique, d'asservissement et de lutte anti-religieuse avait été imposée au Warthegau et que, pour le régime nazi, la politique du Gauleiter Greiser dans cette région devait servir de "champ d'expérimentation pour tous les pays conquis".

Quoi qu'il en soit de l'étendue de la connaissance que l'on en avait, devant cette situation le père Gaston Fessard, dans le premier des *Cahiers du Témoignage chrétien*, rendait le service d'expliquer "le procédé qui a été employé en Allemagne et en Autriche, pour pouvoir discerner maintenant la méthode cauteleuse utilisée dans notre pays". Il l'avait décomposée en trois temps :

"D'abord *séduire*, en proposant [dans le texte du T.C. on lit : "opposant", véritable coquille d'imprimerie qui est un signe des conditions de l'impression clandestine] avec force promesses, un but d'action commun, dont la nature équivoque se dissimule sous des mots et des apparences honnêtes.

Puis *compromettre*, en faisant agir de concert pour ce bien commun et apparemment bon.

Enfin *pervertir* tout ce qui s'abandonne lâchement, ou *détruire* tout ce qui résiste courageusement."

J'ai retenu deux exemples de la perversion des esprits par l'infiltration du nazisme.

Le premier, c'est, dans une prison de zone libre, un refus de confession et de communion à Emmanuel Mounier par l'aumônier de la prison qui, ayant consulté "un professeur de morale d'un séminaire voisin" et transformant en soumission "sans échappatoire possible" le "loyalisme sans inféodation" défini par l'A.C.A., s'était empressé de rapporter au commissaire, lequel en avait informé son ministre, les confidences que Mounier lui avait faites, bien que celui-ci lui eût précisé que c'était "aussi confidentiellement que si c'était en confession". C'est le seul cas de viol de la conscience que j'aie rencontré : par un prêtre français se croyant obligé de livrer un secret grave à la justice civile de la partie encore officiellement libre de son pays.

Le second est celui de la collaboration d'un ex-dirigeant jociste, devenu fonctionnaire de Vichy, avec le Hitler-Jugend Bannführer Heinz Schmidt, chargé auprès de l'ambassadeur d'Allemagne Otto Abetz de la manipulation des mouvements de jeunesse en France. Ce cas fait percevoir, par un exemple précis, la méthode employée. Car, en liaison avec Heinz Schmidt, ce personnage s'est efforcé de circonvenir successivement deux évêques et de dresser des cardinaux les uns contre les autres sur deux points : d'une part, pour ce qui concerne la mainmise des mouvements inspirés de l'idéologie nazie sur la jeunesse ; d'autre part pour ce qui concerne les réquisitions de travailleurs au service de l'Europe nouvelle national-socialiste. Je me suis refusé à nommer cet ex-dirigeant (n'étant ni procureur ni voyeur, j'ai voulu simplement faire un travail d'histoire) ; il s'est expliqué lui-même du but qu'il poursuivait, dans un journal du 6 août 1943 :

"Le problème de ce nouveau ralliement qui sollicite les catholiques français, écrivait-il, n'est pas moins délicat ni moins important que celui qui divisa leurs aînés... Dieu veuille que l'Église et la France n'aient pas trop à souffrir de l'abstention sociale et civique d'un certain nombre de catholiques à des heures si graves pour notre avenir religieux et patriotique."

Une question que posait cette argumentation était évidemment celle de la légitimité de ce

parallèle entre, d'une part, l'appel au "ralliement" civique lancé par Léon XIII afin de mettre en pratique l'encyclique *Rerum novarum* au service des déshérités, et, d'autre part, l'appel de ce dirigeant catholique à soumettre les "masses ouvrières désarmées" (selon l'expression du père Victor Dillard en février 1942 dans la chaire de Vichy) au rouleau compresseur de l'idéologie transmise par l'administration vichyste afin de promouvoir l' "orientation spirituelle" imposée par l'hégémonie nazie (p. 65-66). Et, afin que nul n'en ignorât, cet ex-dirigeant avait repris la plume le 17 décembre : il faut, disait-il, "triompher des adversaires de l'ordre social nouveau où qu'ils se trouvent" (p.67). Ce combat masqué contre ses frères, travailleurs ou militants chrétiens, "où qu'ils se trouvent", l'ex-dirigeant jociste, séduit, manipulé, le menait farouchement. Après la séduction et la compromission, il fallait, ou "pervertir tout ce qui s'abandonn[ait] lâchement ou détruire tout ce qui résist[ait] courageusement", selon la formule du père Fessard.

Il faut d'ailleurs ajouter que, pour prolonger son combat des années 1940-1945, cet ex-dirigeant, comptant sur l'ignorance présente de l'histoire du temps de l'Occupation, veut s'annexer les victimes de la persécution nazie et imposer sa propre fidélité comme norme du "devoir de mémoire" dans les célébrations diocésaines actuelles en France (voir *La Croix* de ce soir), en s'appuyant sur des lettres obtenues de la Secrétairerie d'État (et signées de Mgr Sandri, assesseur) qu'il utilise dans ses envois, en s'en prévalant soit avec l'indication du destinataire du message pontifical qu'il a reçu s'il pense que ses lecteurs ignorent son passé, soit au contraire en cachant son nom s'il pense que ses lecteurs risquent d'être au courant de son zèle au service de l' "ordre social nouveau" qu'instillaient les rouages gouvernementaux du régime de Vichy auxquels il apportait son concours. Aujourd'hui, les bureaux romains sont donc exploités au service d'une exaltation rétrospective de la pénétration de l'idéologie nazie dans les mouvements et organismes ecclésiastiques. Et cela d'une manière d'autant plus offensive que, au même moment, la presse française publie la photographie d'une bénédiction pontificale spéciale accordée à Léon Degrelle, le chef belge - bien connu pour son inféodation au nazisme - du mouvement *Rex*, bénédiction signée de Mgr Rizzato, le responsable des faveurs pontificales et donc de ce genre de documents. Assurément cette concomitance est troublante. Mais une recherche à ce sujet, même si elle en souligne l'importance, ne relève pas directement de l'étude que je présente ce soir.

2) Alors que pénétrait ainsi jusque dans les rouages de l'Église le ferment de cette mainmise de l'idéologie nazie, **la vie journalière de dizaines de milliers de religieuses, restées à l'écart de toutes ces manoeuvres qui pervertissaient tant de mentalités (même de certains dirigeants catholiques français), rend manifeste une réaction quasi spontanée résultant de leur formation** : "Il est vrai que nous n'avons aucune formation politique ; mais nous étions françaises et nous avons peut-être la formation du coeur", concluaient les soeurs de la Sainte-Famille de Villefranche-de-Rouergue (p. 74).

Du Nord au Midi, d'Est en Ouest, les réponses des petites communautés locales sont quasiment les mêmes dans leur simplicité :

"Très souvent sollicitées, nous avons répondu aussi souvent que possible." - Ailleurs : "Nous avons hébergé deux fillettes dont les parents avaient été exécutés par les Allemands" - Ailleurs encore : "En classe de Math-Elem, vous prendrez Michèle: elle ne pourra pas venir régulièrement; mais ne lui posez aucune question ; tâchez seulement de lui donner des compléments d'explication pour pallier ses absences [dans la famille de ladite Michèle on avait caché des aviateurs anglais et organisé leur évasion ; la maman finit par être déportée et mourir en camp de concentration en novembre 1944]" - "Nous avons souvent embauché à la communauté des jeunes gens susceptibles d'être réquisitionnés pour le S.T.O." - "Nous avons falsifié beaucoup de radiographies pour rendre les jeunes inaptes au S.T.O." - "Les séminaristes requis se réfugiaient chez nous et partaient clandestinement la nuit les uns après les autres pour rejoindre les résistants dans le maquis."

De même, dans les régions frontalières ou en Lorraine, que de passages clandestins ont été réalisés par des maisons religieuses ou dans les hôpitaux tenus par des religieuses, souvent avec le concours de l'aumônier. Je n'en ai relevé que quelques cas, pas nécessairement les plus importants ou les plus significatifs. Mais il faut bien reconnaître que la clandestinité dans laquelle était condamnée à se déployer toute cette activité l'y a bien enfermée! À une question sur leurs "engagements", j'ai reçu d'une religieuse cette réponse toute simple :

"Je pense que cela allait tellement de soi que l'accueil, les services rendus, les gens cachés, les blessés soignés, etc. tout cela s'est fait tout naturellement. Nous n'avons jamais pensé que c'était, comme vous dites, un 'engagement'. C'était normal, même quand c'était risqué. D'ailleurs, à cette époque, c'était évident qu'il ne fallait pas poser de question. Personne n'a jamais pensé à nous réclamer prudence et silence; c'était tellement naturel.

Chacun faisait de son mieux et pour le mieux : pour le Bon Dieu et pour ceux qu'Il nous envoyait. C'est tout. Et puis, c'était tout simplement l'Évangile. Alors, quoi ? ”

3) Serait-il particulièrement significatif que le clergé et les religieux de France eussent joué un rôle particulièrement déterminant dans la résistance à la pénétration nazie qui s'exerçait par la politique antisémite ?

Car c'est un fait que le souci des Juifs s'est manifesté chez des prêtres et religieux dès l'été 1940 et les premières lois discriminatoires de Vichy : à ce moment des hommes comme le père de Lubac, aussi bien que certains universitaires, ont parfaitement compris que le régime de Vichy était marqué d'une tare dégradante, incapable qu'il était de servir le bien commun ; le père Riquet a cherché à savoir quelle était la responsabilité du chef de l'État et il a ainsi appris de Paul Baudouin, ministre des Affaires étrangères jusqu'au lendemain de Montoire, que trois jours après les ordonnances allemandes du 27 septembre 1940 édictant les “mesures contre les juifs”, le maréchal Pétain était intervenu personnellement au Conseil des ministres du 1^{er} octobre “pour que la justice et l'enseignement n'emploient plus aucun juif” ; aussitôt une première cascade de lois avait paru. Puis ç'avait été la poignée de mains de Montoire qui avait mérité à l'État français de recevoir 6358 Juifs allemands du Bade et du Palatinat ; ces neuf trains, de l'opération Bürckel (du nom du Gauleiter d'une des régions concernées par cette purge), étaient destinés à gagner Madagascar, qui devait devenir le grand ghetto des juifs d'Europe. On sait que ce grandiose projet, sorti du cerveau du chancelier Hitler lui-même et qui visait à “purger” l'Allemagne de tous ceux que le Führer qualifiait d' “indésirables non-aryens”, fut vite voué à l'échec. Mais, dans les camps du Sud-Ouest de la France où ils avaient été internés, les Juifs allemands étaient maintenus dans des conditions déplorables, malgré la loi du 17 novembre 1940 relative à la surveillance des camps. Alerté au sujet de cette situation par l'abbé Alexandre Glasberg, le cardinal Gerlier intervint auprès du gouvernement de Vichy en décembre 1940, évoquant notamment les conditions d'internement des juifs au camp de Gurs. L'aide à ces camps (par les services de la Croix-Rouge, les assistantes sociales, etc.) fut contrecarrée par l'administration “française”. Du moins, un important don de Pie XII, qu'évoquent les *Actes et documents du Saint-Siège*, fut très bienvenu et fut célébré par une peinture d'un de ces internés de Gurs, Julius Turner (p. 36).

On sait qu'en février 1941, Hitler a renoncé à son projet, tout en cherchant un autre moyen qui ne serait pas plus “avantageux” pour les Juifs. Or, considérant l'importante concentration des Juifs d'Europe orientale déjà opérée sur le territoire polonais, l'idée lui vient de faire d'une pierre deux coups : à l'heure, en effet, où il prépare avec le général Jodl sa campagne de Russie, il décide le 3 mars 1941 d' “extirper l'intelligentsia judéo-bolchévique, [précisant :] de préférence sur le théâtre même des opérations”. Aussi, à peine déclenchée le 22 juin la guerre contre la Russie, il définit dès juillet 1941 la “solution finale de la question juive”, décision dont la mise en application va être confiée à la Conférence de Wannsee le 20 janvier 1942. Mais d'ores et déjà, la liquidation des Juifs est assurée par des exécutions en masse perpétrées sur les arrières immédiats du front par les quatre *Einsatzgruppen* (forces opérationnelles d'intervention), unités spéciales constituées à cet effet (François Furet, *Le passé d'une illusion*, p. 392-393).

Entre-temps, le gouvernement de Vichy a le 3 juin 1941 énoncé un statut des juifs, qui a suscité une réaction de quatre théologiens lyonnais ; leur réaction est transmise au cardinal Gerlier qui apporte ce texte à la réunion de l'A.C.A. de juillet, où il se trouve joint à la note que le P. Riquet a fait parvenir au cardinal Suhard. On sait la suite de la réaction de l'A.C.A. et la justification que Pétain a cherchée auprès de l'ambassadeur Léon Bérard, puis la contestation de la note Bérard par le nonce Valeri et l'approbation de celui-ci par le secrétaire d'État Maglione. Pendant ce temps les quatre théologiens lyonnais reprennent et amplifient leur texte dans un volume intitulé *Israël et la foi chrétienne*, sorti bientôt, non pas certes sur les presses de l'Imprimerie nationale, mais en Suisse, d'où les volumes passent clandestinement en France (on en trouve de temps en temps quelque exemplaire chez les bouquinistes).

Quoi qu'il en soit, c'est dans la perspective de la Conférence de Wannsee que la France est amenée à livrer à l'Allemagne des Juifs étrangers puis des Juifs français, de zone occupée d'abord (en mars 1942 ; puis en juillet, dans la rafle du “Vel d'Hiv”, et 13 000 Juifs “apatrides”) ; en août, ce sont 7 000 Juifs étrangers de zone libre qui sont livrés par Vichy dans des conditions inqualifiables. Dans les seuls mois d'août et septembre 1942, ce sont ainsi 42 000 Juifs qui sont livrés par Vichy aux Allemands, dont 11 000 de zone dite “libre”.

On sait les réactions épiscopales à ces déportations. Il y a d'abord une lettre envoyée le

22 juillet au maréchal Pétain par le cardinal Suhard, au nom des cardinaux et archevêques réunis à Paris, pour traduire leur émotion au sujet des "arrestations" et "durs traitements" infligés "notamment au Vélodrome d'Hiver" ; cette lettre sera suivie le 28 juillet d'une protestation du Consistoire central. De son côté, alerté au sujet de ce qui se prépare en zone sud, le cardinal Gerlier envoie secrètement le père de Lubac auprès de Mgr Saliège pour :

"1. Recevoir le plus rapidement possible des nouvelles précises du Sud-Ouest où se trouvaient la plupart des camps de Juifs étrangers.

2. Se concerter avec l'archevêque de Toulouse en vue d'une intervention commune."

En outre, le 17 août le cardinal Gerlier reçoit le grand rabbin Jacob Kaplan venu lui demander une action de sauvetage en faveur des 10 000 Juifs étrangers sur le point d'être arrêtés ; démasquant le mensonge de la version officielle d'un "regroupement ethnique en Pologne", Kaplan fait part à Gerlier de la destination des convois de Juifs expédiés en Allemagne, "non pas pour y travailler, mais pour y être exterminés" et il lui remet une note sur le massacre de 380 000 Juifs en Roumanie. Dès le 19 août, le cardinal Gerlier exprime au maréchal Pétain l'inquiétude

"de tous les Archevêques de la zone libre" pour "tout ce qui, dans la nature des traitements subis [dans les camps d'internés du Sud-Ouest], ou de ceux à prévoir, comme dans l'organisation matérielle des convois, [...] méconnaît les droits essentiels de tout être humain et les règles fondamentales de la charité".

Ce document sera suivi le 25 août d'une nouvelle protestation du Consistoire central. Après les deux lettres des cardinaux au maréchal, c'est une protestation publique, concertée, que visent à faire entendre les porte-parole de l'épiscopat français. Pour le Midi, ce sont des protestations répercutées dans les paroisses : Toulouse (23 août), Montauban (30 août), Lyon et Marseille (6 septembre), Albi et Bayonne (20 septembre) ; chaque évêque selon son tempérament et son style. Ces déclarations ne sont pas sans effet. Oberg, en effet, rencontre Bousquet (le 28 août), puis Laval (le 2 septembre) ; car, "confronté aux réactions hostiles de l'opinion publique en zone libre et aux interventions déterminantes du haut clergé, en particulier celles de Mgr Gerlier, Vichy se voit contraint de freiner dès le début de septembre [1942] sa coopération massive et de refuser de remplir le programme d'octobre de livraison de Juifs" (p. 131-132).

Outre les études des théologiens et les déclarations épiscopales, il y a tout un effort d'aide aux Juifs internés, un travail de sauvetage, de mise à l'abri, de protection des enfants et familles juifs : la clandestinité était la condition de l'efficacité de ces initiatives individuelles et collectives, qui souvent s'ignoraient mutuellement, mais qui constituèrent une participation très importante à la protection des trois quarts de la population juive de France. Les collègues (les missionnaires de Saint-François de Sales d'Annemasse, par exemple, ont fait passer en Suisse 2000 juifs), les couvents (les soeurs de Sion à Grenoble ont aidé, caché, visité 800 familles menacées), les presbytères (à Lyon, l'abbé Parent a sauvé 80 juifs), etc., tout ce travail clandestin, que j'évoque, est pour une part reconnu par la Fondation Yad Vashem, mais il y a aussi tout ce qui est resté enfoui dans la clandestinité qui l'avait protégé (comme le découvre aujourd'hui par exemple, "toute surprise", l'archiviste de la congrégation de la Présentation-de-Marie de Bourg-Saint-Andéol).

Tout au long des années 1942 et 1943, assurément il n'était pas toujours facile d'opérer les discernements nécessaires pour éviter qu'insidieusement des idéologies contraires à la foi ne pervertissent jusqu'aux mouvements ecclésiastiques eux-mêmes : chantages divers, argumentations très spécieuses et compromissions inavouées, voilèrent de multiples façons l'identité catholique, tandis que la situation imposée par l'occupant révélait son vrai visage. Or, force est tout de même de constater que dans le même temps la conscience chrétienne s'est affirmée de diverses façons : sur le plan de la réflexion théologique des plus lucides (comme *Témoignage chrétien*), sur le plan de la charge pastorale (par exemple, les prises de position épiscopales à propos des juifs tout au long de 1942, ou bien par les paroles prononcées en chaire, par exemple le 25 juillet 1943 dans la chaire d'un chef-lieu de canton par l'abbé Charpentier, curé de Chantilly, qui sera déporté et mourra à Mauthausen), aussi bien que dans les multiformes manifestations de la vie journalière des "bonnes soeurs" qui, sans formation théologique ni politique, ont, tout simplement par ce que la théologie morale appelle les "oeuvres de miséricorde", accompli ce à quoi elles avaient voué leur vie, à savoir manifesté l'Évangile vivant en elles sur le chemin de leurs frères en humanité. Que ce soit sur la frontière espagnole, que ce soit sur la frontière suisse, que ce soit en Lorraine, que ce soit sur la ligne de démarcation, les maisons religieuses comme les presbytères ont été souvent des lieux de passage et ont favorisé le sauvetage de juifs en grand nombre et de beaucoup de Français traqués. Il y a là un fait assez massif, qui, marqué de clandestinité, semble s'y être tellement enfoui qu'il reste souvent difficile à détecter.

3^{ème} partie : L'offrande du sang

1) **En réponse à l'idéologie nazie, une même inspiration proprement chrétienne a pu prendre des formes diverses, allant jusqu'à inclure l'offrande du sang, c'est-à-dire jusqu'à faire assumer le sacrifice de la vie** : cette inspiration proprement chrétienne, qui fut à l'origine des divers comportements que nous avons évoqués, eut à révéler son caractère spécifique dans certains cas particulièrement exigeants. Et c'est ce qu'il convient d'évoquer même succinctement.

Si j'ai voulu faire leur place aux religieuses, c'est non seulement à cause de leur nombre (environ cent mille), mais aussi parce que, si important qu'il soit, le rôle qu'elles ont joué est souvent peu étudié comme tel ; or, s'il n'est généralement pas de l'ordre de l'activité militaire, il est tout de même de l'ordre des services rendus, de l'influence morale, d'un certain rayonnement. C'est ce qui apparaît dans certains cas, particulièrement significatifs, que j'ai retenus. Et il faut compter une dizaine de religieuses mortes en déportation, et par suite des traitements subis.

Les résistants lyonnais exaltent mère Élisabeth Rivet, supérieure générale de la congrégation de la Compassion de Lyon, qui, (selon les termes de la citation à l'ordre de la division) "en dehors des services rendus aux Services spéciaux, a eu de fréquentes relations avec l'Armée secrète, cachant des armes [dix tonnes dans son couvent] et donnant asile à des gens poursuivis comme étant en infraction avec les lois raciales ou avec le Service du travail obligatoire". Or, ces raisons patriotiques, militaires et humaines, qui l'ont fait arrêter avec son assistante par la Gestapo le 25 mars 1944 et qui lui ont valu d'être déportée en Allemagne, lui ont ainsi offert l'occasion de manifester l'inspiration qui l'animait : le 30 mars 1945, en effet, à Ravensbrück, au moment du départ du camion pour la chambre à gaz, elle s'est jointe au groupe désigné, dont elle ne faisait pas partie, afin d'aider ses compagnes à bien faire l'ultime sacrifice (p. 94).

Assurément, c'est une autre attitude, une attitude de dévouement caché qui marqua l'activité de la mère Marie, religieuse orthodoxe qui, rue de Lourmel à Paris, avait fondé l'Action orthodoxe pour faire se rencontrer les plus pauvres avec des prêtres et des intellectuels (p.76) . Dès le début de l'occupation allemande, tout en se refusant, elle, à toute résistance militaire, elle cache avec le desservant de la chapelle, le père Dimitri Klepinine, ceux qui sont traqués par la Gestapo, des évadés russes, des résistants français et russes, et en particulier les Juifs, donnant de faux certificats de baptême, de faux papiers d'identité. Lorsqu'elle est arrêtée le 8 février 1943, le policier crie à sa mère, Mme Zofia Pilenko : "Vous ne reverrez jamais votre fille!" Mère Marie, internée à Romainville, est déportée à la fin d'avril à Ravensbrück où elle meurt au début de 1945. Peu avant son arrestation, elle avait écrit, révélant ainsi l'inspiration qui l'animait :

"Je suis Ton message. Jette-moi comme une torche dans la nuit. Que tous voient, que tous apprennent ce que Tu demandes aux humains, quelle sorte de Tes serviteurs Tu envoies au sacrifice. "

Ce message livre aussi l'inspiration de beaucoup de religieuses, même si toutes n'ont eu à l'exprimer ni comme l'une ni comme l'autre de ces deux religieuses. Représentant des cas-limites, si l'on peut dire, ces deux religieuses, l'une par son comportement, l'autre par sa formulation, rendent explicite ce qui fut implicite chez beaucoup, et parfois jusqu'au don total de la vie.

Il est aussi possible de dire qu'il y a eu, au moins, acceptation de la mort chez beaucoup de prêtres et religieux. Sans parler de ceux qui sont morts en France métropolitaine dans la "Résistance" (ce qui représente au moins 83 séculiers et 23 religieux), plusieurs aussi eurent à assumer la mort en déportation (au moins 98 séculiers et 27 religieux, et près d'une dizaine de religieuses) ; or, dans bien des cas, on sait très nettement qu'il y a eu de leur part, à un moment ou un autre, ce qu'on pourrait appeler l'offrande du sang (soit lors du premier refus opposé à un surgissement de l'idéologie nazie dans leur vie, soit lorsqu'ils ont pris conscience de la menace qui pesait sur eux, soit à l'heure où la condamnation les a atteints).

Sans doute faut-il faire une place spéciale à ceux dont on sait formellement qu'ils furent d'authentiques martyrs (authentiques parce qu'il y a eu, d'un côté, expressément un décret de persécution absolument explicite traduisant l' "*odium fidei ex parte tyranni* " et, d'autre part, "*confessio fidei ex parte passorum* " avec persévérance finale). Ces martyrs ce sont ces prêtres, religieux, séminaristes qui en Allemagne ont apporté des secours sacramentels et spirituels aux travailleurs français déracinés et livrés à l'occupant pour être, en Allemagne même, pétris par l' "orientation spirituelle" national-socialiste en vue de la constitution de la grande Europe sous l'hégémonie nazie. Sur les 25 prêtres qui sont partis pour répondre à l'angoisse missionnaire pastorale du cardinal Suhard, près de 20, repérés, furent renvoyés en France, 3 sont morts mar-

tyrs ; il faut aussi leur adjoindre les prêtres prisonniers qui ont accepté d'être transformés en "zivils" (sur les quelque 200 qui ont accepté cette transformation, la plupart furent renvoyés fin 43 dans les camps de prisonniers d'où ils venaient ; mais 6 finirent martyrs). Il y a eu aussi, parmi ceux qu'on peut considérer comme des martyrs, un jeune prêtre et 7 séminaristes ou étudiants religieux qui, envoyés en Allemagne comme S.T.O., ont converti cet envoi en départ en mission afin d'exercer un apostolat auprès de tous ces travailleurs coupés de leurs liens humains et spirituels. Si dans ces cas on peut parler de martyrs, pour ces 17 prêtres, religieux et séminaristes comme pour les 34 jeunes laïcs qui sont morts comme eux dans le camp de concentration où ils ont été envoyés, c'est parce que leur arrestation et leur condamnation furent l'application du décret de persécution nazi du 3 décembre 1943 contre l'apostolat catholique français parmi les travailleurs français en Allemagne. Cas sans doute unique, ce décret de persécution explicitement porté contre l'apostolat catholique ; car, généralement, les mesures de ce genre sont voilées derrière un euphémisme politique. Cependant, si pour la théologie catholique, selon la formule de saint Augustin reprise par saint Thomas d'Aquin "*martyres discernit causa, non poena*", ce n'est pas la peine qui fait le martyr, mais la cause du châtement accepté jusqu'à la mise à mort, on peut considérer qu'au sens propre du terme, il y a eu au moins ici 51 cas de martyrs authentiques.

À ce sujet, il est possible d'apporter quelques précisions, utiles, sur les conditions dans lesquelles ces "martyrs" ont fait l'offrande de leur vie. Une constatation, en effet, s'impose à ce sujet ; c'est qu'il n'y a pas chez eux ce qu'on pourrait appeler provocation : quand on sait leur attitude, on peut affirmer que ces hommes ne se sont pas jetés "dans la gueule du loup" ; ce sont même les termes de la mise en garde d'un militant de Leipzig voulant prévenir ceux des environs de Nordhausen qui devaient venir pour une messe à Leipzig : "Inutile de se jeter dans la gueule du loup ; ne venez pas !" (E.H. 170). De même, Jean Tinturier, séminariste de Bourges qui était à Schmalkalden, en Thuringe, fait parvenir à un militant de Weimar le billet suivant (E.H.173), qui témoigne de la maturité humaine du jugement chez ce garçon de vingt-trois ans :

"La prudence est pour nous un devoir, car nous n'avons pas le droit de risquer notre vie et celle des autres inutilement. Prends donc les précautions qui s'imposent. Bien entendu, prudence ne veut pas dire lâcheté ou peur. Et il va sans dire que, si nous sommes appelés à rendre témoignage, nous en serons fiers et le ferons sans hésiter."

Telles sont les dispositions qui marquent le sacrifice que font de leur vie tous ces martyrs : ils ne vont pas au-devant de la mort ; mais ils sont décidés à "rendre témoignage" jusqu'au point où les nazis pourchasseraient leur vie chrétienne et l'apostolat catholique.

2) Cette persécution contre le christianisme et contre l'homme, qui rend manifeste le caractère spécifique de l'idéologie nazie, rend aussi manifeste le caractère spécifique de la résistance proprement chrétienne.

Dans la psychologie des intéressés, cette offrande du sang, que nous évoquons, a souvent pris, plus ou moins explicitement, une double dimension : d'une part, union à la passion du Christ, et, d'autre part, offrande du sacrifice de leur vie à des intentions que souvent ils précisaient très clairement.

Pour ce qui concerne le premier aspect de cette "offrande du sang", prenons un exemple. Jean Tinturier, que nous évoquions à l'instant, fut envoyé au camp de concentration de Flossenburg avec les dix "colonnes de l'Église" qu'étaient les responsables de l'apostolat catholique dans les différentes villes de Thuringe parmi les travailleurs français présents dans cette province. Et pourquoi ? Pour le motif suivant que chacun eut à signer dans la prison de Gotha avant de partir en camp de concentration : "Par son action catholique auprès de ses camarades du service du travail obligatoire, a été un danger pour l'État et le peuple allemands". De Flossenburg, avec trois autres, Jean Tinturier fut même envoyé à Mauthausen : et, lui, fut ensuite envoyé à Auschwitz, d'où, lors de la fermeture de ce camp, il a été renvoyé à Mauthausen où il devait rapidement mourir, égrenant un chapelet que dans sa déréliction il s'était fait avec un petit morceau de bois dans lequel il avait creusé dix entailles. Dans sa prière, il s'unissait ainsi très explicitement à la passion du Christ.

Pour tous ceux pour qui on sait quelque chose de précis, on s'aperçoit qu'il y a eu de la même façon une référence religieuse de la part de ceux qui ont dû faire de leur envoi dans un camp de concentration l'antichambre de la mort et que cette référence religieuse les a accompagnés jusqu'à la mort. D'ailleurs, on pourrait presque facilement le comprendre. Dans le même temps, en effet, d'autres persécutés ont de la même façon révélé à la face du monde l'âme des martyrs d'Israël et leur foi, à l'approche de leur heure ultime. Permettez-moi d'évoquer avec une

émotion sacrée la scène bouleversante, rapportée par un des hommes extraits du ghetto de Varsovie le vendredi 28 août 1942 et marchant à la mort:

“On avançait à longues foulées négligentes, insensibles, indifférents, l’ombre de la mort planant déjà sur nous, dit l’un des recapés. Près de moi une silhouette se détacha du groupe : un grand, un vieux Juif, avec une barbe de patriarche toute grise. Il portait le talith et les tephilin sous le bras. Rien de plus.

[Lors d’une halte,] on restait assis comme ça, pleins d’angoisse et de désespoir. Tout d’un coup, le vieux Juif avec le talith et les tephilin sous le bras se leva brusquement et prononça d’une voix forte et assurée : <Juifs, ne soyez pas égarés, ne soyez pas tristes. Pas d’affliction [...] Si j’avais eu de l’alcool, j’aurais trinqué à la vie, à la vie, Juifs, à la vie. Il ne faut pas être affligé. Ne voyez-vous pas que nous allons à la rencontre du Messie ? >¹ ”

En rapprochant une telle parole du comportement des prêtres et religieux eux aussi sur le chemin de la mort, il est possible de reconnaître, de part et d’autre et en référence au Messie (même si le Messie n’est pas perçu de la même façon chez les uns et chez les autres), une attitude connotée à l’inspiration sous-jacente au message que Jacques Maritain a prononcé le 5 janvier 1944 de la radio de New-York et dans lequel le philosophe chrétien essayait de dire le drame de l’heure, tel qu’il en faisait la lecture :

“Le fait central, qui a sans doute la signification la plus importante au point de vue de la philosophie de l’histoire et des destinées du genre humain, c’est que de nos jours la passion d’Israël prend de plus en plus distinctement la forme de la croix. Juifs et chrétiens sont persécutés ensemble et par les mêmes ennemis : les chrétiens parce qu’ils sont les fidèles du Christ, et les Juifs parce qu’ils ont donné le Christ au monde.”² ”

Ce rapprochement, on peut dire que l’imposerait aussi le rugissement sadique du S.S. de Neue-Breme qui, après avoir roué de coups jusqu’à leur faire perdre connaissance quatre juifs, s’est écrié “*Priester wie Juden !* ” et s’est mis à frapper et brutaliser le père Louis de Jabrun (jésuite de Bordeaux) et l’abbé François Basset (aumônier du groupe des Lettres des étudiants de cette maison) “jusqu’à ce qu’à leur tour ils tombent brisés, évanouis, roulés dans la boue, sanglants” (p. 107-108).

Des faits de ce genre et l’interprétation que suggère Jacques Maritain aident à formuler la lecture historique de ce drame humain, à savoir que la persécution du nazisme contre le christianisme, contre le judaïsme et contre l’homme, rend, d’une manière toute particulière, manifeste le caractère spécifique de l’idéologie nazie. D’ailleurs, Jules Isaac, qui, exclu de son enseignement universitaire dès 1940 et après la perte de ses proches à Auschwitz-Birkenau, s’est consacré à l’étude de l’antisémitisme et en particulier de l’antisémitisme chrétien, a laissé cette phrase :

“La lueur du four crématoire d’Auschwitz est le phare qui éclaire, qui oriente toutes mes pensées. O mes frères juifs, et vous aussi mes frères chrétiens, ne croyez-vous pas qu’elle se confond avec une autre lueur, celle de la Croix ? ”³ “

Je n’ai nullement l’intention d’entrer dans les discussions d’ordre théologique, qu’elles soient chrétiennes ou juives, au sujet de cette interprétation de la relation de la Shoah avec la Croix. Je n’en ai pas la compétence ; et ce n’est ni le lieu ni l’opportunité. Du moins, l’historien peut-il relever que, du côté juif comme du côté chrétien, des penseurs évoquent cet aspect. Or, cette seule évocation indique au moins une chose, c’est la conscience, qu’ont eue au moins un certain nombre de proches des victimes de cette persécution, de la dimension religieuse sous-jacente à la politique du nazisme. Quoi qu’il en soit, cette politique anti-religieuse est conforme à

¹ Rapporté dans *Célébrations dans la tourmente*, éd. Verdier, Lagrasse, 1993, p. 24-25 (trad. de l’ouvrage publié par les éd. Ha Menorah, Tel-Aviv, 1970).

² OeC, XII, p. 625. Voir aussi : “La persécution raciste en France (1942)”, OeC, XII, p. 589-591. Quelques mois plus tard, dans une réunion organisée à l’université française en exil sur le “droit raciste”, Jacques Maritain était appelé à dégager “la vraie signification du racisme”. Voulant donc attirer l’attention sur l’aspect moral de la situation, il évoqua, à la suite de l’encyclique *Mit brennender Sorge* - qu’il rappela longuement -, “l’irré-médiable et monstrueuse corruption de l’âme humaine chez les persécuteurs, et l’abîme de perversion où ils risquent de jeter la race humaine”, par suite de “la complicité morale qui comme une lèpre insidieuse grandit peu à peu”, et d’autant plus pernicieusement que “l’antisémitisme nazi [...] est surtout, comme l’écrivain juif américain Maurice Samuel l’a bien montré, une crainte et une haine suraturelles, qui n’osent pas dire leur nom, du christianisme et de la Loi évangélique, et de ce Roi des Juifs qui est le Verbe incarné, le Verbe qui était au commencement [...] et qui a pris chair dans une vierge d’Israël.” Étant donné l’appartenance de Maurice Samuel à la religion israélite, écrit Jacques Maritain, “le témoignage qu’il apporte n’en apparaît que plus significatif.” (OeC, XII, p. 593-616). Le texte de Maurice Samuel, de 1940, est cité in extenso dans “Le mystère d’Israël” (OeC, XII, p. 441).

³ Jules Isaac, *Combat pour la vérité*, Hachette, Paris, 1970, p. 243.

la détermination de Hitler d' "exterminer le christianisme de l'Allemagne" et de tous les pays où elle étendrait son emprise ; c'était aussi la constatation de ceux qui étaient chargés de mettre en pratique cette politique, ainsi que l'analysa le Gauleiter Hermann Rauschning (E.H. 63):

"Méthodiquement, scientifiquement, avec une logique inflexible, on a entrepris la lutte d'extermination contre tout ce qui était chrétien en Allemagne."

Ainsi, en rendant manifeste le caractère spécifique de l'idéologie nazie, cette persécution rendait aussi manifeste le caractère spécifique de la résistance proprement spirituelle et religieuse de ceux qui l'ont affrontée. Chez les chrétiens, cette offrande du sang, que nous évoquons, a souvent pris, plus ou moins explicitement, la double dimension que nous suggérons : car cette dimension religieuse s'est exprimée chez les victimes non seulement par l'union à la passion du Christ - ainsi que nous venons de le relever -, mais encore par l'offrande du sacrifice de leur vie que faisaient les intéressés pour des intentions que souvent ils ont précisées très clairement.

Et dans cette seconde dimension, nous discernons peut-être encore mieux jusqu'où sont allés au moins certains de ces prêtres et religieux. Le père Victor Dillard, certainement un des martyrs, confiait au père Riquet dans le camp de Dachau où ils s'étaient retrouvés (p. 124) :

"Si je m'en vais, n'était-ce pas prévu, accepté au départ ? Ma vie, je l'ai offerte, offerte pour l'Église et la classe ouvrière"

De la même façon, le père Aimé Lambert, bénédictin, bibliothécaire de l'abbaye de Ligugé, membre du réseau Renard de Poitiers, écrivait à son père abbé avant d'être décapité (p. 101) :

"J'offre ma vie pour ma famille... la France et l'Église de France, l'Allemagne, la paix du monde et la justice sociale. Je pardonne à tous ceux qui sont cause de ma mort ou qui ont pu me peiner. Adieu en ce monde."

De même encore, le rédemptoriste Jean Sibille, aumônier de fusiliers marins déclarait le 7 août 1944 avant de tomber dans les combats de la libération du territoire (p. 103) :

"Mon Dieu, je fais volontiers le sacrifice de ma vie pour le salut de la France, pour la J.O.C., pour les âmes."

Et nous connaissons même avec quelque précision un cas qui révèle jusqu'où va cette offrande faite pour autrui. Devant les menaces qui pesaient sur l'abbé Pierre de Porcaro, ancien vicaire de Saint-Germain-en-Laye, à cause de son apostolat, le curé de la Sainte-Famille de Dresde ne lui avait pas caché ce que la Gestapo lui réservait (p. 124) :

"C'est prévu, répondait-il, et il continuait son chemin vers le martyre, commente le curé allemand."

Or, sur le point d'être livré, Pierre de Porcaro fait promettre à son frère, prisonnier dans les environs et qui sait comme lui qui est le délateur qui le livre à la Gestapo, de ne jamais révéler le nom de cet individu : l'abbé offrait sa vie pour la France, pour la classe ouvrière, pour les Allemands, pour la paix et...pour son délateur (p. 138).

Par-delà le caractère de ces faits, dont je ne voudrais pas faire une collection de petites histoires - assurément rigoureusement vraies, mais édifiantes ou inacceptables (chacun pourrait les qualifier à sa façon) -, du moins force est de relever que toute cette page révèle jusqu'où, dans les circonstances que nous étudions, peuvent aller les "limites de l'humain"⁴. Dans le monde concentrationnaire de déshumanisation, de haine et de mort scientifiquement programmée, ces hommes ont répondu par l'affirmation que leur vie, si elle leur est arrachée violemment, échappe tout de même aux tortionnaires par l'offrande qu'ils en font, par le don d'un amour libre plus grand que la mort ; certains, par l'offrande de leur vie pour leurs frères, ont même voulu faire advenir sur la terre des hommes cette manière de victoire sur la mort.

3) Quelques réflexions à propos de ce que j'ai appelé l'offrande du sang

Tout d'abord, comme je l'ai expliqué dans une note de l'ouvrage (p. 90, n. 2), cette expression m'a été suggérée par l'étude de Jadwiga Stabinska, intitulée *Danina Krwi* (l' "Offrande du sang"). À l'heure de l'insurrection de Varsovie en août 1944, un certain nombre de Sacramentines avaient fait, dans le secret de leur cœur, l'offrande de leur vie à Dieu pour leurs frères "afin que la Pologne ne soit pas n'importe quelle Pologne, mais qu'elle soit toute entière au Christ" : dans la ligne de leur vocation réparatrice, "leur offrande était une demande de pardon et d'expiation" ; sur les 34 religieuses de ce monastère qui sont mortes dans la bombardement de la capitale le 31 août 1944, il y en a au moins dix-sept qui ont fait cette offrande ("sans aucune pression de l'opinion, aucun acte collectif : tout fut accompli dans la discrétion par chacune").

⁴ C'est le titre d'un numéro des *Études carmélitaines*, paru en 1953 chez Desclée de Brouwer, Paris.

Permettez-moi de vous confier aussi que cette recherche m'a fait songer à deux réflexions. La première, c'est une référence à la thèse de Georges Gusdorf qui m'avait marqué au temps où je préparais dans cette maison mon certificat de "Morale et sociologie" il y a une cinquantaine d'années. L'analyse de *L'Expérience humaine du sacrifice* que fait le philosophe de Strasbourg met en lumière que, dans un sacrifice, l'homme affirme, par le renoncement à un ordre de valeur déterminé, la prééminence d'un ordre de valeur qui, au moment où il le fait, est à ses yeux supérieur ; de plus, Gusdorf montre que, dans son sacrifice même, l'homme instaure cet ordre de valeur du fait même qu'il lui sacrifie ce à quoi il renonce⁵.

Et dans cette ligne, il y aurait peut-être lieu de prolonger cette analyse, en étant attentif à ce que connote l'expérience humaine du sacrifice dans deux cas qui apparaissent dans des contextes différents.

Dans la tradition juive, d'une part, il arrive à la "sanctification du Nom" de s'exprimer lors des persécutions par l'acceptation du sacrifice ; la détermination d'Éléazar au moment de la persécution d'Antiochus Épiphane pourrait sans doute être envisagée ainsi ; de même, l'attitude du vieux Juif de Varsovie que j'évoquais à l'instant et qui aurait voulu boire à la vie : "Ne voyez-vous pas que nous allons à la rencontre du Messie ?" C'est l'affirmation et l'instauration de la sanctification du Nom qui est à l'oeuvre dans l'offrande de ces vies humaines.

Dans la tradition chrétienne, d'autre part, l'"offrande du sang" marque une référence explicite à la passion du Christ : "mon corps livré pour vous", "mon sang répandu pour vous et pour la multitude en rémission des péchés" ; il ne s'agit pas seulement de l'acceptation d'une marche à la mort à laquelle est donnée une dimension religieuse ou de témoignage ; pour la foi chrétienne, il s'agit, par une participation explicite à la passion du Christ, d'inclure, dans le don de la vie, une dimension apostolique prolongeant celle du Christ, le martyr offrant sa vie pour ses frères ; la foi chrétienne y voit une participation à l'oeuvre de la Rédemption.

Je me rends bien compte que, si l'histoire ne peut méconnaître l'expérience humaine de ces hommes, l'histoire cependant ne peut, avec les seules ressources de la critique et de la raison humaines, se prononcer ni sur la réalité de ce à quoi se réfère la foi des croyants, ni sur la validité des théologies sous-jacentes à ces expériences humaines. L'histoire ne peut qu'enregistrer le lien qu'établissent les intéressés entre leur mise à mort, d'une part, et, d'autre part, l'acceptation qu'ils en font ainsi que le sens qu'ils lui donnent.

L'autre réflexion dont je me permets de vous faire part, c'est que je me suis demandé si ce ne serait pas la conscience de cette réalité, vécue par des chrétiens, de l'"offrande du sang", qui aurait incité Jean-Paul II à employer l'expression de "Golgotha du monde contemporain" lors de son pèlerinage au camp d'Auschwitz-Birkenau le 7 juin 1979, non pas du tout pour "récupérer" toute la spiritualité qui, s'étant déployée dans les camps, a été la victoire humaine sur l'ignominie programmée en ces lieux, mais pour affirmer que, même là, le sacrifice de quelques prêtres a voulu rendre présent le sacrifice du Christ, auquel il est évidemment assez normal qu'un pape rende témoignage.

Ultime remarque. Il ne faut pas cependant se cacher que la réponse de l'offrande du sang n'a pas été unanime et que, même s'il y a des cas incontestables, il demeure impossible de savoir en toute rigueur critique combien de prêtres, religieux et religieuses morts victimes des nazis ont donné ce témoignage et conféré cette double dimension religieuse et apostolique au sacrifice de leur vie. Il semble tout de même que les faits et témoignages recueillis permettent de dire que tous ceux qui ont eu à mourir en "martyrs" ont véritablement donné ce double témoignage, d'offrir leur vie en union spirituelle avec la passion du Crucifié et d'offrir explicitement le sacrifice de leur vie pour leurs frères humains. Même s'il n'est pas possible de les dénombrer, ces cas-limites ont du moins rendu manifeste, en langage humain, la traduction d'une résistance proprement chrétienne à l'idéologie nazie.

⁵ Cette référence m'est apparue encore plus pertinente que je ne l'avais soupçonné, au reçu d'une lettre de Georges Gusdorf, qui le 9 juin 1995 me disait l'origine de son ouvrage : "*L'Expérience humaine du sacrifice* fut ma seconde thèse de doctorat, soutenue en Sorbonne en juin 1948 - la petite thèse comme on disait alors. Ce texte se développait à partir d'une cellule germinative constituée par une méditation pour le Vendredi saint, prononcée au cours d'une Semaine sainte de 1944 à Montwy, oflag VIII F, dans l'actuelle Pologne, à l'usage de la petite communauté protestante de ce camp de prisonniers français. Nous vivions alors dans une ambiance eschatologique qui englobait aussi bon nombre de nos camarades catholiques. Rentré en France, et nommé répétiteur à l'École normale de la rue d'Ulm, je fis subir à ma méditation une première élaboration, que je soumis à M. Bachelard. Celui-ci me conseilla de développer cet essai en forme de petite thèse. D'où le texte que vous avez connu."

En conclusion

Il convient d'abord de revenir sur le fait que cet ouvrage n'est qu'un essai de typologie. Il n'est pas exhaustif : ni pour ceux dont il est question, ni pour ceux dont il n'est même pas fait mention (et qui sont le plus grand nombre), ni pour le contexte dans lequel tous ont eu à vivre ; que ce soit en France ou en Allemagne. En outre, il faut bien relever que c'est parfois délibérément que je me suis refusé à méconnaître un certain nombre de "petits", hommes généralement ignorés de la grande histoire (ils ne sont pas "de notre monde", E.H.p. 54, avec la note 36).

Deuxième remarque. S'il est déjà difficile d'obtenir et de critiquer les sources documentaires ou les témoignages recueillis, il serait sans doute opportun d'être attentif à les utiliser correctement, tout en les débarrassant de certains euphémismes qui en édulcorent le sens⁶. Quant aux témoignages des survivants, il faut aussi les débarrasser des inexactitudes, adjonctions et embellissements, ou bien omissions et suppressions qui les grèvent. Derrière ces textes trafiqués, il faut retrouver le texte original et l'interpréter correctement. Et il faut aussi retrouver les noms des compagnons de misère, qui furent biffés par quelque apologète soucieux de ne pas encombrer son récit hagiographique afin de laisser croire que celui ou celle qu'il voulait exhumer, et dont il espérait pouvoir produire une vie "juteuse", était le seul, l'unique héros !...

Troisième remarque qui fonde toutes les autres exigences. De quoi s'agit-il en définitive ? Dans l'avilissement programmé par la logique du régime nazi, la résistance chrétienne a manifesté une résistance spirituelle, qui est la grandeur de l'homme. Le père Léon Leloir, père blanc, aumônier général du maquis des Ardennes franco-belges a utilisé comme moyen mnémotechnique 4 000 vers alexandrins, pour évoquer la grandeur dans la misère à Buchenwald. Qu'il suffise de rappeler deux de ses poèmes, qui furent recueillis à son retour dans les quelques semaines qu'il passa avant de mourir :

Le premier garde le souvenir du bourgmestre anti-nazi de Weimar, transformé pendant 18 mois en "homme-chien de garde" :

1) "Eh ! oui, comme des chiens ! le maire de Weimar,
- Cité qu'ont enchanté de leurs vers ou leur art
Goethe le magicien, Schiller plus "réaliste",
Liszt, prodige amoureux, Wagner en qui vit Liszt.

2) Ce burgemeister fut avili en caniche
Avec chaîne, collier, écuelle et basse niche !
Interdit lui était de désunir ses doigts.
À même la gamelle, adroit ou maladroit.

3) - Car ses bras ne pouvaient lui servir que de pattes -,
À pleine bouche, il dévorait soupe et patates.
Tous les anciens du camp sont là pour témoigner:
Leur souvenir, des faits n'est pas trop éloigné.

4) Selon l'ordre reçu, l'homme tenu en laisse
Aboyait chaque fois que passait un S.S
Il vécut dix-huit mois, ne différant en rien,
- Logement, manger, cri - du plus vulgaire chien."

L'autre poème, composé le 4 juillet 1944, le jour de sa condamnation à mort :

"J'ignore encore le sort qui demain sera le mien
Je suis heureux de vivre en cette incertitude
Je reste axé vers Dieu, seule béatitude,
Et ma conscience en paix ne me reproche rien.

... S'il me reste interdit de monter à l'autel
Voici que je célèbre une messe sanglante
Offrant avec le Christ une chair pantelante
Sur la patène du sacrifice éternel.
Vive Dieu! Haut les coeurs! Enviez tous mon sort !
Je cours heureux, confiant, vers le saut de la mort."

Le P. Léon Leloir (père blanc) et le P. Herman Josef Tyl (prémontré tchèque qui vient de mourir, après avoir ajouté à sa déportation dans les camps nazis, une autre déportation dans les camps du goulag⁷) ont explicitement voulu tout risquer, non seulement pour faire parvenir

⁶ Par exemple, le *Revier* de Mauthausen en 1944 n'était pas du tout, comme l'a représenté une bande dessinée qui se voulait "édifiante", une infirmerie installée dans une baraque du genre des baraques bien cirées pour les touristes de 1994, avec des infirmières tout de blanc vêtues et portant une jolie petite croix rouge ; ce n'était pas une infirmerie avec des draps immaculés ; non, c'était un mouiroir grouillant de vermine, dans un endroit immonde et qu'on a fait disparaître ; dans ce lieu, les mourants à deux ou trois par paillasse, voire davantage, dans des châlits superposés, recevaient pour toute extrême-onction les excréments du moribond de l'étage supérieur !

⁷ Herman Josef Tyl, incarcéré à Auschwitz puis à Buchenwald de 1942 à 1945, fut incarcéré par les communistes de 1950 à 1958 ; il transmet son calice de clandestinité à Pie XII, mais le ministère sacerdotal lui restait interdit par le régime politique ; en 1989 il fut élu abbé de Tepla, où il mourut le 10 décembre 1993.

l'Eucharistie à leurs compagnons de misère (en ayant célébré clandestinement la messe), mais aussi et explicitement pour que tout simplement la messe fût célébrée dans ce camp :

“une fois par mois environ, toujours sans ornements, sans pierre d'autel, sans calice ni patène [...] car il importait peut-être moins d'introduire l'Eucharistie au bain que d'offrir ce sacrifice *partout*, du levant au couchant, comme le prophétisait Malachie.⁸”

Telle est bien, en définitive, dans une perspective de foi chrétienne, la raison ultime de l'affrontement, par des prêtres catholiques, de l'athéisme nazi dans ces lieux de déshumanisation et de mort. Mais, si ce sursaut peut sembler pour des croyants relever du “culte en esprit et en vérité”, est-ce que ce sursaut n'est pas aussi la fierté de tous ceux qui, même sans partager leur foi, ont de quelque façon partagé leur sort ?

Pour faire percevoir ce que peut suggérer le rayonnement de la grandeur humaine qui brilla au zénith de ces camps d'extermination que notre génération eut à connaître, permettez-moi d'évoquer le rayonnement de ce médecin pédiatre juif Janusz Korczak qui le 6 août 1942, considérant les enfants dont il s'était chargé et le sort qui les attendait, les accompagna jusqu'au camp de Treblinka où il mourut avec eux. En effet, lorsque le cortège, sorti du Ghetto de Varsovie, arriva au quai d'embarquement, Nahum Remba, un employé du Judenrat, qui avait cherché à retarder ce départ, fut témoin d'une scène dont la dignité s'imprima dans sa mémoire d'une manière indélébile :

“Ce n'était pas, écrivit-il, une marche vers les wagons, mais plutôt une protestation muette contre ce régime assassin... C'était un genre de cortège qu'aucun homme ne voit jamais dans sa vie.⁹”

Beaucoup de ceux-là même qui furent immergés dans l'ignominie n'ont-ils pas, en effet, au contact de telle ou telle détermination muette, perçu comme un reflet de la grandeur humaine qui brillait au plus intime de l'être de leurs compagnons de misère, jusqu'à brûler ceux qui offraient leur vie pour leurs frères, en même temps que cette détermination stigmatisait de honte les tortionnaires ? Le rayonnement de cette grandeur humaine, pour être de l'ordre de l'esprit - voire de la fidélité à une révélation -, n'était-il pas déjà une victoire remportée aux “limites de l'humain” ? Et n'est-ce pas cette grandeur qui brillait et qui brûlait au zénith de l'humanité lorsqu'en réponse au mépris et à la haine il s'agissait, exprimée en termes humains de sacrifice, d'offrande - par amour - du corps livré et du sang répandu ?

À dire vrai, ce rayonnement n'atteint-il pas aussi tous ceux qui, en dehors même du courant de la révélation judéo-chrétienne, ont été saisis, à l'instar d'Eschyle, par l'angoisse que le grand tragique grec a fait exprimer par le chœur des Choéphores :

“ Τί γὰρ λύτρον πεσόντος αἵματος πέδω ; ”

“ Quel rachat y a-t-il du sang répandu sur le sol ?¹⁰ ”

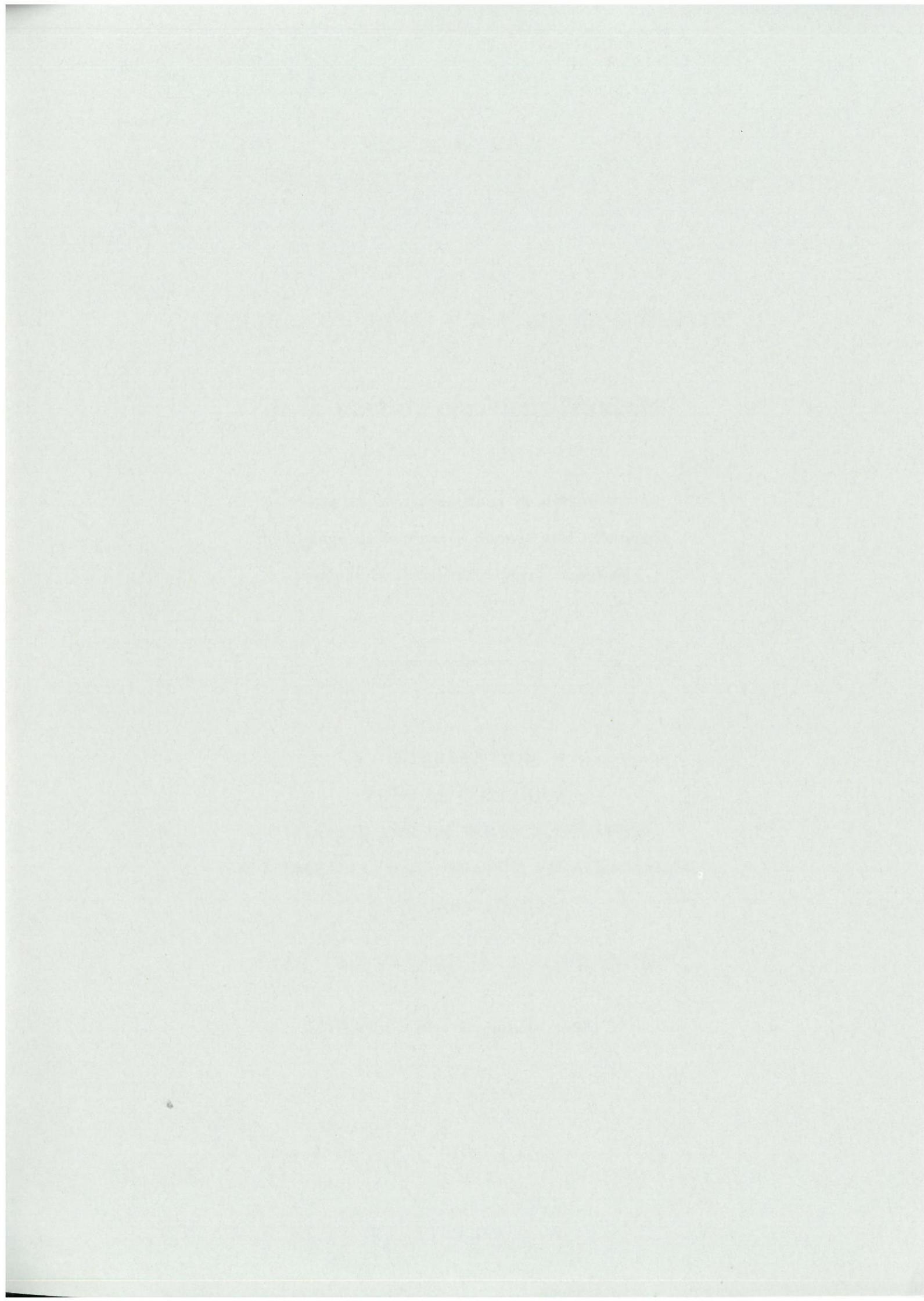
Charles Molette
Sorbonne, 4 mai 1995

⁸ «Léon LELOIR, des Pères blancs, aumônier général du Maquis des Ardennes, *Buchenwald*, Éditions du Témoignage chrétien, avril 1945, p. 31 (il s'agit de Malachie I, 11).

⁹ Betty Jean LIFTON, *Janusz Korczak, Le roi des enfants*, Laffont, Paris, 1989, p. 349-350.

¹⁰ Eschyle, *Les Choéphores*, vers 48.





Mgr Charles Molette

**Quelques exemples d'actions de solidarité
de la part de chrétiens français**

**exemples envisagés dans la perspective
de l'image de la France donnée aux Allemands
pendant la Deuxième Guerre mondiale**

oooooooooooooooooooooooooooo

**INTERVENTION
POUR LE COLLOQUE
ORGANISÉ PAR LE SERVICE CULTUREL
DE L'AMBASSADE DE FRANCE EN ALLEMAGNE
sur le thème général :**

“ ILS CROYAIENT À LA FRANCE ”

(Berlin , 10 - 11 juillet 1995)



Exemples d'actions de solidarité de la part de chrétiens

Communication pour le Colloque : "ILS CROYAIENT À LA FRANCE" ("L'image de la France chez les antifascistes allemands et autrichiens, en France pendant la Deuxième Guerre mondiale")
Service culturel de l'ambassade de France en Allemagne, Berlin, 10-11 juillet 1995

Quelques notations préliminaires se référant à l'attitude de chrétiens français et allemands

Revenu des camps de Compiègne, Mauthausen et Dachau, le père Michel Riquet tint à affirmer le caractère spécifique de la présence de nombreux *Chrétiens de France dans l'Europe enchaînée*, prêtres ou laïcs, dans l'univers concentrationnaire.

"Certes, dit-il, il n'est pas question de revendiquer pour les chrétiens un quelconque monopole du courage ou de la dignité. Des camarades incroyants, notamment des communistes, nous ont donné de beaux exemples d'énergie et de solidarité. [Mais les chrétiens qui ont été arrêtés, incarcérés, déportés] ont maintenu une présence d'Église et de chrétienté. Dans le wagon de cent vingt-six hommes nus qui firent une minute de silence le vendredi saint [7 avril 1944], il y avait, outre un prêtre et un pasteur, plusieurs dizaines de catholiques pratiquants à côté d'un groupe communiste discipliné et cohérent mais parfaitement respectueux de nos sentiments chrétiens.¹ "

Le caractère spécifique, qui s'exprimait dans cette prière silencieuse du vendredi saint, marquait la passion des chrétiens, sans rien retirer à ce qui animait ceux de leurs compagnons de misère qui ne partageaient pas leur foi. Mais, pour plusieurs croyants, ce comportement jaillissait de l'inspiration qui avait été celle de leur engagement : il était mis en relation avec leur foi. Cette inspiration spirituelle, commune d'ailleurs aux catholiques et aux protestants conscients de l'enjeu de leur attitude, est aussi commune aux chrétiens français et allemands.

Ainsi, à Berlin, le pasteur de l'Église évangélique d'Allemagne, Dietrich Bonhoeffer, arrêté le 5 avril 1943, interné dans la prison de Tegel, puis de Prinz-Albert-Strasse, et qui termina pendu, au camp de concentration de Flossenbürg, le 9 avril 1945, exprimait l'écartèlement intérieur des chrétiens d'Allemagne dans son ouvrage *Résistance et soumission* :

"Les chrétiens d'Allemagne vont se trouver dans une terrible alternative : ou bien vouloir la défaite de leur pays, pour que puisse survivre la civilisation chrétienne, ou bien vouloir la victoire de ce pays et, par le fait même, la destruction de notre civilisation.² "

De même, le jésuite allemand Alfred Delp, lui aussi interné dans la prison de Tegel à Berlin le 28 juillet 1944 et exécuté à Plötzensee le 2 février 1945, disait :

"Mon crime est d'avoir cru à l'Allemagne par delà une heure possible de détresse et de nuit, d'avoir refusé la religion de l'orgueil et de la violence et de l'avoir fait comme catholique et comme jésuite. Si je suis ici à attendre la main qui me conduira à la potence, c'est parce que j'ai cru, par delà l'Allemagne d'aujourd'hui, à une Allemagne nouvelle, parce que j'ai vu dans le christianisme et dans l'Église l'aspiration secrète de ce pays et de ce peuple, la force qui doit les régénérer et les sauver.³ "

Et Mgr von Preysing, évêque de Berlin, avait écrit ces phrases, que répercutait en France *Témoignage chrétien* :

"Aucun doute ne nous est permis : nous sommes, chrétiens, engagés dans une rude bataille. Contre nous s'est dressée la religion du sang. Partout, depuis le refus méprisant de la doctrine du Christ jusqu'à la haine passionnée et ouverte, partout éclatent les signaux de la lutte. Un feu roulant d'affirmations empruntées soit à l'histoire, soit au présent, déferle sur nous. Le but de la bataille est clair : c'est le refoulement et l'expulsion du christianisme. Une clameur joyeuse de victoire s'élève des rangs de l'antichristianisme."

Évoquant ces lignes, le père Henri de Lubac rappelait que "ces paroles tragiques" avaient été "maintes fois reprises par tous les évêques d'Allemagne" et ajoutait le souvenir de sa rencontre à Berlin le samedi 30 août 1947 avec le cardinal von Preysing : "Nous nous embrassâmes avec émotion, constatant que, des deux côtés ; nous avons mené le même combat, contre le même adversaire du Christ, avec les mêmes armes spirituelles.⁴ "

"Ainsi, disait comme en écho le P. Riquet, dans une Europe enchaînée, la résistance des chrétiens de France, se trouvait-elle associée à celle des chrétiens d'Allemagne."

¹ Michel Riquet, s.j., *Chrétiens de France dans l'Europe enchaînée*, Éd. S.O.S., Paris, 1973, p.194-195.

² Cité ibid. p. 186.

³ Alfred Delp, *Honneur et liberté du chrétien*, Paris, 1958, p. 208.

⁴ Henri de Lubac, *Mémoire sur l'occasion de mes écrits*, Culture et vérité, Namur, 1989, p. 51.

À ces rappels permettez-moi d'ajouter un témoignage donné lors du récent congrès de l'Association nationale des Prêtres anciens combattants⁵, tenu à Viviers des 24 au 27 avril 1995. Un prêtre ardéchois rappela les prêtres allemands qu'il avait connus et dont il disait qu'ils "ont pris des risques en accueillant l'un ou l'autre de ces jeunes Français [du S.T.O.], s'enhardissant parfois jusqu'à une confiance (en latin) aux séminaristes: 'Hitler, Satanas; Himmler, Satanissimus! Timete!' "⁶ Cette phrase a marqué celui qui la rapportait, parce qu'elle avait été prononcée par un prêtre allemand. C'est donc un document qu'il convient d'enregistrer pour l'histoire et qui substantiellement concorde avec un certain nombre de témoignages que nous venons de présenter et d'autres que nous ne pourrions pas ne pas rassembler dans cette étude.

En toute hypothèse, ce fond de tableau laisse apparaître que la présente communication ne peut pas, s'agissant de chrétiens, ne pas évoquer ces hommes, tant Allemands que Français, en faisant abstraction du fait que, pour certains d'entre eux, c'est leur foi qui vivifia tant d'actions de solidarité. Il faut même ajouter que la foi chrétienne a donné, dans bien des cas, comme un flair spirituel qui a aidé à faire prendre conscience du caractère idéologique que véhiculait le nazisme et à percevoir qu'il ne s'agissait pas, selon la formule du cardinal Tisserant, "d'une guerre comme dans l'ancien temps."⁷ Certes il n'y a pas du tout lieu de porter un jugement de valeur sur la prise de conscience d'autres hommes qui n'ont pas eu aussi tôt ce qu'on pourrait appeler le même flair⁸. Mais ce n'est pas une raison pour ne pas le reconnaître là où on le trouve.

Après ces préliminaires, je vais indiquer les étapes de la communication qui m'a été demandée sous le titre "Quelques exemples d'actions de solidarité de la part de chrétiens", pour ce Colloque qui nous rassemble et qui est organisé par le Centre culturel de l'Ambassade de France à Berlin sous le thème général "Ils croyaient à la France". Vous me permettrez de commencer, en remerciant les organisateurs, de vous dire que je suis sensible au fait qu'ils ont tenu, par souci de rigueur historique, à souhaiter la présence d'une intervention qui fît place à une page d'histoire, trop généralement silencieuse. J'aborderai donc les trois points suivants :

1°) À propos de la réponse apportée aux problèmes posés par l'existence en France des camps d'internement (qui sont présentés dans plusieurs communications ou témoignages de cette séance⁹), j'évoquerai tout d'abord quelques exemples d'actions de solidarité dictées à des chrétiens de France par leur conscience chrétienne.

2°) À propos de la réponse apportée à des situations découlant de la terreur nazie qui s'apaisant sur l'Europe, je me propose de présenter quelques exemples, chez des Français chrétiens, d'actions de solidarité jaillissant de la vitalité catholique qui les habitait.

3°) À propos de la réponse apportée à la "haine de l'Évangile" qui procédait de l'appareil nazi, je me permettrai de dégager quelques exemples de solidarité humaine et spirituelle qui ont amené certains catholiques français jusqu'à ce qu'il faut bien appeler l' "offrande du sang".

⁵ C'est en 1924, au lendemain de la Première Guerre mondiale, qui avait été marquée par le slogan "Les curés sac au dos", qu'avaient été créées la D.R.A.C. (Ligue des Droits des religieux anciens combattants) et la P.A.C. (Association des Prêtres anciens combattants) comme une réaction pour la défense des droits des prêtres et religieux anciens combattants, à l'heure où s'affirmait un renouveau de mesures anticléricales. S'ouvrant aux prêtres mobilisés ultérieurement, ces associations accueillent, de diverses façons, les préoccupations de leurs nouveaux adhérents.

⁶ *Liaison - P.A.C.*, bulletin de l'Association nationale des Prêtres anciens combattants, nouvelle série n° 74, 2^e trimestre 1995.

⁷ Voir ci-dessous, p. 7.

⁸ Jacques Chaban-Delmas, par exemple, a déclaré au procès de Klaus Barbie: "Dans les premières années, notre action était commandée par l'expulsion de l'occupant. C'est progressivement, en apprenant ce qui se passait, que nous avons pris conscience d'un phénomène qui nous avait échappé et qui était le nazisme, c'est-à-dire la malédiction, l'abomination." (cit. dans *Le Monde*, 13 juin 1987 et dans Asher Cohen, *Persécution et sauvetages*, p. 205).

De son côté, signe d'une mentalité assez généralisée, Philippe Buton évoque le caractère tardif de cette prise de conscience: "Le retour des déportés politiques et la progressive découverte de l'extermination démontreront que la Seconde Guerre mondiale n'était pas une guerre comme les autres. Plus qu'une guerre nationale, elle avait été une guerre idéologique, pratiquement une guerre de civilisation. Pour cette raison, elle a atteint les sommets de la barbarie." (éditorial du "Dossier victoire" dans *R[égion] C[hampagne]-A[rdenne]*, juin 1995, n° 19, p. 33)

⁹ Notamment les communications d'Anne Grynberg, Gabriele Mittag, Mechthild Gilzmer, Jacques Grandjonc, et le témoignage de Pierre-Paul Sagave.

1^{ère} partie: Camps d'internement et actions de solidarité dictées par la conscience chrétienne

“Dès 1937, des initiatives [catholiques] diverses s'étaient employées à secourir les réfugiés que la peste brune obligeait à fuir l'Allemagne, mais également les Basques contraints par l'avance de l'insurrection franquiste à quitter leur pays.¹⁰” Le gouvernement Daladier décréta l'expulsion des étrangers dépourvus de titres de séjour ou leur internement dans des “centres spéciaux” : c'étaient les premiers camps de concentration français. Dans les camps du midi, libérés de la plupart des réfugiés espagnols retournés au-delà des Pyrénées, furent ainsi regroupés de nombreux étrangers, réfugiés par centaines de milliers à l'heure de la débâcle. Mais les réfugiés n'étaient pas tous internés dans des camps; il en est, en effet, qui, par leurs propres moyens, avaient trouvé un asile, dont le caractère provisoire dura parfois longtemps.

Certes à Lyon, diverses initiatives cherchèrent à leur apporter une aide matérielle, administrative ou morale. Ainsi, celles de l'abbé Alexandre Glasberg, converti du judaïsme, qui crée un Comité d'aide aux réfugiés, couvert par le cardinal Gerlier, archevêque de Lyon. C'est aussi à Lyon que, de Hongrie via Beyrouth, arrive à la fin de décembre le jésuite Pierre Chaillet : la ville lui apparaît comme “capitale de misère et d'espérance: la misère des réfugiés, des apatrides et des hors-la-loi, l'espérance de la Résistance dans ses humbles débuts à peine clandestins et peu efficaces.¹¹” Sa réponse sera double : les *Cahiers du Témoignage chrétien* et l'Amitié chrétienne.

Néanmoins, pour résoudre les lourds problèmes posés par cet afflux d'étrangers, l'administration française débordée eut parfois recours à la solution la plus simple, l'internement dans ces camps initialement provisoires ; “mais les réfugiés ne pouvaient pas comprendre pourquoi ils étaient emprisonnés, ni savoir quel serait leur sort à l'approche des Allemands.¹²” Dans bien des cas, force est de le reconnaître, ce fut chez ces internés une désillusion douloureuse :

“La souffrance que nous avons eue à subir, nous qui étions détenus dans les camps de concentration français, ne venait pas tant de privations personnelles que d'une amère désillusion. La France, pour laquelle la plupart d'entre nous avaient conçu un attachement profond ; la France qui nous avait offert son hospitalité avec tant de largeur d'esprit ; la France, dont les idéaux les plus élevés semblaient être la liberté et la justice -, cette France nous révélait un visage totalement différent, une grimace qui nous inspirait l'horreur, car nous l'avions vue une fois déjà auparavant, lorsque nous avons fui devant Hitler.¹³”

On vit même des réfugiés juifs allemands arrivés à l'automne 1940 dans le camp - simple plage - de Saint-Cyprien, en appeler au ministère des Affaires étrangères allemand contre les “conditions inhumaines”, qui leur étaient faites, “trop mauvaises pour des coolies nègres¹⁴”.

Cependant, dès octobre 1940, la situation évolue pour les camps d'internement du sud-ouest. En effet, trois jours après l'ordonnance allemande du 27 septembre sur les “mesures contre les juifs”, lors du conseil des ministres du 1^{er} octobre 1940, le maréchal Pétain intervient personnellement “pour que la justice et l'enseignement n'emploient plus aucun juif.¹⁵” Dès lors se succèdent les lois “françaises” : du 3 octobre “portant statut des juifs”, du 4 octobre “sur les ressortissants étrangers de race juive”, des 7 et 11 octobre “sur le statut des juifs indigènes des départements de l'Algérie”, etc. Outre leurs effets directs d'internement, ces mesures discriminatoires et spoliatrices jettent le trouble dans les esprits. Il y a plus : le 24 octobre 1940, aussitôt après la poignée de mains de Montoire, un convoi allemand de neuf trains, qui venait d'attendre

¹⁰ Michel Riquet, *Chrétiens de France, etc.*, p. 24-37. Cet ouvrage précise l'origine des diverses initiatives: pour le Midi, le regroupement se fait dans le Comité national catholique ; pour les réfugiés d'Europe centrale, dans le Secours catholique français, qui va tout englober en juillet 1939. Créé à Bordeaux en 1938, le Comité catholique d'aide aux réfugiés espagnols, avec ses 54 comités départementaux susceptibles de coordonner les services rendus (regroupement de familles dispersées, placement de main d'oeuvre, etc.), avait été le premier comité à pénétrer dans les camps de concentration des Pyrénées orientales. L'arrivée des Allemands provoqua la destruction de tous les dossiers et la débâcle réduisit ses possibilités d'action (voir : Roger Braun, s.j., *Le Secours catholique international*, polyc. “ad modum manuscripti”, 1960, 119 p.).

¹¹ Cité par Renée Bédarida, *Pierre Chaillet, témoin de la résistance spirituelle*, Fayard, Paris, 1988, p. 109.

¹² Michaël R. Marrus et Robert O. Paxton, *Vichy et les Juifs*, Calmann-Lévy, Paris, 1981, p. 71.

¹³ *Ibid.*, p. 72, citant : Heinz Pol, *Suicide of Democracy*, New-York, 1940, p. 232-233

¹⁴ *Ibid.*, p. 72 : la lettre, remise au Dr Kundt qui visitait les camps d'internement pour rechercher les réfugiés politiques, est parvenue au ministère à Berlin le 20 novembre 1940.

¹⁵ Témoignage du ministre Paul Baudoin, rapporté par Michel Riquet, *Chrétiens de France etc.*, p. 88.

vingt quatre heures pour franchir la ligne de démarcation, amène en zone sud 6 358 juifs allemands originaires du pays de Bade et du Palatinat, raflés en hâte pour être expulsés d'Allemagne et transiter par la zone non occupée de la France afin de gagner Madagascar, colonie française que Hitler veut transformer en un immense ghetto¹⁶, afin de "purger" l'Allemagne de ceux que le Führer qualifiait d' "indésirables non-aryens". C'était l' "opération Bürckel", du nom du Gauleiter d'une des régions concernées par cette purge. Mais le projet, auquel le gouvernement de Vichy était appelé à collaborer fut mis en échec par l'impossibilité pour l'Allemagne d'acquérir la maîtrise de la Méditerranée ; et on sait qu'en février 1941, Hitler renonça à son projet, tout en cherchant un autre moyen qui ne serait pas plus "avantageux" pour les Juifs et qu'il définit en juillet 1941 comme devant être la "solution finale de la question juive", décision dont la mise en application fut confiée à la Conférence de Wannsee le 20 janvier 1942.

Tel est donc le contexte dans lequel les camps de Gurs (près de Pau) et du Vernet, puis du Récébédou et de Noé (dans la région de Toulouse) reçurent des milliers de Juifs allemands. C'étaient des conditions déplorables que devaient affronter ceux qui y étaient amenés ; et cela malgré la loi, du 17 novembre 1940, relative à la surveillance des camps. Aussi, à l'instigation de l'abbé Alexandre Glasberg qui l'avait alerté, le cardinal Gerlier "est intervenu à Vichy en décembre 1940, par le canal de Mgr Guerry, pour protester contre les conditions d'internement des Juifs étrangers à Gurs."¹⁷ Cette situation va être aussi à l'origine de diverses entreprises de sauvetage dont plusieurs ont été effectuées par des congrégations religieuses féminines : par exemple dans l'hospice de Ruhle tenu par les Soeurs de la Sainte-Famille de Villefranche-de-Rouergue ; de plus, ces religieuses placeront les enfants d'âge scolaire dans d'autres établissements des environs, ou bien à Montauban - parfois avec la recommandation de Mgr Théas, évêque de Montauban - dans des écoles des soeurs de l'Union de Notre-Dame de Charité, etc. C'est ainsi que, dès 1940, tout un réseau de sauvetage d'internés juifs fonctionne dans le midi, et particulièrement dans le sud-ouest, avec plusieurs établissements tenus par des religieuses. En outre, en août 1941, pour les internés juifs du camp de Gurs, Pie XII fait parvenir deux mille dollars, produit d'une quête effectuée aux États-Unis¹⁸ ; puis, de novembre 1942 à juin 1944, six autres dons du pape furent adressés à Mgr Saliège, archevêque de Toulouse, pour des "secours aux étrangers internés". Les internés ne restent pas insensibles à cette sollicitude pontificale, qui résume à leurs yeux toutes les initiatives catholiques, puisqu'en 1942 un interné de Gurs, Julius Turner, exécute, pour sa baraque, une peinture célébrant les "Dons du pape aux internés de Gurs"¹⁹.

Dans la définition et l'exécution d'une législation d'exception qui s'appuyait sur le point 19 du texte de la convention d'armistice, il ne faut se cacher ni le rôle déterminant des fonction-

¹⁶ [coll.], *Les camps du Sud-Ouest de la France*, Privat, Toulouse, 1994, p. 97-118.

Le même 24 octobre, De Gaulle, à qui se ralliaient l'un après l'autre les pays de l'Afrique noire française, arrive à Brazzaville. Prenant acte du sens de l'engagement de Montoire par lequel "la collaboration de Vichy avec l'ennemi était officiellement proclamée", il comprend qu'il lui incombe "désormais [...] d'exercer dans les territoires libérés les attributions d'un gouvernement [...] Je fixai, en terre française, à Brazzaville, le 27 octobre, cette position nationale et internationale par un manifeste, deux ordonnances et une déclaration organique dont l'ensemble allait constituer la charte de mon action." (De Gaulle, *Mémoires de Guerre*, t. I, ch.IV "L'Afrique").

La solution Madagascar requerrait non seulement la "collaboration" de la France, mais aussi celle de l'Espagne et la défaite de l'Angleterre. Or, en février 1941 Hitler "déclara qu'étant donné la difficulté de mise en pratique du plan Madagascar, il 'pensait à de nombreuses choses sous une forme différente et qui n'était pas précisément plus amicale' (Christopher Browning, "L'origine de la solution finale : du contexte militaire et politique à la prise de décision (1939-1945)", p. 163 dans : François Bédarida, *La politique nazie d'extermination*, Paris, 1989).

D'autre part, on sait que les Britanniques débarquent à Diégo-Suarez le 6 mai 1942.

¹⁷ Voir : Colloque de Grenoble 1976, *Églises et chrétiens dans la Seconde Guerre mondiale. La région Rhône-Alpes*, Presses universitaires de Lyon, 1978, p. 208.

¹⁸ Léon Papelux, *L'action caritative du Saint-Siège en faveur des prisonniers de guerre (1939-1945)*, Bruxelles - Rome, 1991, p.148 (voir les documents dans *Actes et Documents du Saint-Siège relatifs à la Seconde Guerre mondiale*, t. VIII, p. 115, 136). Germaine Ribière a évoqué "ce don peu connu [qui] a permis de financer en partie les activités de l'aumônerie catholique, qui a fait un travail considérable, notamment l'abbé Lagarde et le P. Braun, qui était aumônier des camps depuis les premiers camps pour les réfugiés espagnols. Ce travail est à l'origine du Secours catholique, qui a été fondé à la fin de la guerre." (Colloque de Grenoble, p. 211).

¹⁹ Voir Charles Molette, *Prêtres, religieux et religieuses dans la résistance au nazisme 1940-1945*, Fayard, 1995, p. 36.

naires de Vichy, qui appliquaient salement des mesures officielles déshonorantes, ni le climat de délation ou de trahison qui se développait, même en zone sud. Du moins, les diverses oeuvres en faveur des internés (avec des "internés volontaires" ; et des "Centres d'accueil" - l'abbé Glasberg en ouvrit et en fit fonctionner cinq qui permirent quelques sauvetages -) se sont-elles groupées à Nîmes au sein d'un Comité de coordination pour l'assistance dans les camps.

Toutefois il faut bien reconnaître que, si généreuses et courageuses eussent-elles été, certaines initiatives de l'abbé Glasberg n'ont pas toujours été favorablement accueillies par les intéressés, non seulement à l'intérieur des camps, mais même dans les centres d'accueil. Ce fait apparemment paradoxal, une collaboratrice juive de l'abbé Glasberg, Nina Gourfinkel, qui était aussi déléguée du Comité d'assistance à la population juive frappée par la guerre, s'en étonne :

"Le fait même d'avoir réussi à les sortir des camps se retournait paradoxalement contre nous, nous rendait suspects, puisqu'il laissait supposer un pouvoir, une influence, des relations. Donc, si nous n'avions pas fait mieux, c'est que nous ne l'avions pas voulu ou su, c'est que nous étions des fourbes ou des poires.²⁰"

Quant à l'abbé Glasberg, il a clairement expliqué son but et ses critères²¹ :

"Notre but est de sauver pour la vie des êtres sains, socialement utiles et présentant une valeur humaine et morale certaine. Nous ne faisons aucune distinction nationale ou confessionnelle. Nous avons arrêté notre choix sur des hommes et des femmes âgés généralement de vingt à quarante-cinq ans et appartenant à des professions libérales, à des professions manuelles ou s'étant signalé par leur activité sociale.²²"

D'ailleurs, les pensionnaires des Centres d'accueil n'étaient qu' "en congé libérable". À l'heure des déportations, plusieurs seront donc saisis et embarqués, comme "exclus des catégories d'exemptés". Le seul moyen d'en sauver est alors de les plonger dans l'illégalité et de les confier à des personnes sûres. Du même coup, la situation de l'abbé Glasberg devient très critique ; et il doit lui aussi se métamorphoser, dans une cure vacante du diocèse de Montauban.

L'année 1942 est, en effet, marquée par les déportations massives des juifs et l'invasion de la zone sud. C'est selon le plan de la Conférence de Wannsee que la France est amenée à livrer à l'Allemagne les Juifs étrangers, puis les Juifs français. Ceux de zone occupée d'abord : le 27 mars 1942 un premier convoi part de Compiègne pour Auschwitz ; et en juillet, après la rafle du "Vel d'Hiv", sont arrêtés pour être déportés 13 000 Juifs "apatrides" (situation qui à leur sujet devait donc éviter le risque d'interventions diplomatiques). En août, ce sont 7 000 Juifs étrangers de zone libre qui sont livrés par Vichy dans des conditions inqualifiables. Dans les seuls mois d'août et septembre, ce seront ainsi 42 000 Juifs qui seront livrés par Vichy aux Allemands ; parmi eux, il faut en compter 11 000 de zone dite libre.

Sur ces convois et les réactions des convoyés, nous avons un témoignage, assez exceptionnel, celui de Germaine Ribière, de l'équipe du père Pierre Chaillet²³ : c'était "une étudiante de la J.E.C.F., aussi infatigable qu'intrépide [...], qui n'a cessé de sillonner la France pour

²⁰ Nina Gourfinkel, *L'autre patrie*, p. 255. Texte cité par Lucien Lazare, *L'Abbé Glasberg*, Cerf, Paris, 1990, p. 55.

²¹ Il y a là une constante, absolument dramatique (mais tous n'ont pas eu conscience du drame moral qui était le leur), chez tous ceux qui, à un moment ou l'autre, en France ou en Allemagne, se sont trouvés engagés, par le système même, dans une situation qui leur donnait la possibilité de sauver quelques-uns de leurs camarades et donc de les choisir... pratiquement en abandonnant les autres.

En France, dans les premiers mois de 1943, phase clandestine de l' "équipe d'Uriage", il fut spécifié : "Une note particulière précisera les critères qui permettront de sélectionner, parmi les nombreux candidats, le petit nombre de ceux qu'il est possible de 'planquer' en les aiguillant sur les filières connues [pour gagner des maquis]" (Cit. par Bernard Comte, *L'École nationale des cadres d'Uriage*, Lille, 1989, t. II, p. 1082).

En Allemagne, dans les camps de concentration, ce fut aussi un cas de conscience analogue : "Même dans les cas où nous avons réussi à n'avoir qu'une part anodine à la terrible machine concentrationnaire, nous découvriions avec terreur que, par un autre côté, nous jouions le jeu de nos ennemis [...] Avait-on le droit de choisir en se basant sur l'efficacité des uns et l'inefficacité des autres? [...] Que savons-nous de l'efficacité des êtres? De quel droit sauverais-je les uns et condamnerais-je les autres? [...] Parce que je juge leur vie nécessaire? mais en me basant sur l'univers concentrationnaire que je hais? ou sur celui des vivants où je ne suis pas sûr de revenir?" (*Voix et visages*, bulletin mensuel de l'Association des déportés et internés de la Résistance, n° 13, avril 1948, p. 1, et n° 15, juin-juillet 1948, p. 2).

²² Cité dans : Lucien Lazare, *L'Abbé Glasberg*, p. 53-54.

²³ Rapport de François Delpech lors du Colloque de Grenoble 1976, *Églises et chrétiens dans la Seconde Guerre mondiale*, La région Rhône-Alpes, Presses universitaires de Lyon, 1978, p. 163.

convoyer des clandestins, visiter des internés, aller chercher ou faire passer des renseignements ou des fonds." Alors qu'elle était à Limoges en août 1942, elle fut invitée à participer comme assistante sociale à l'organisation des premiers secours dans les camps prévus pour les Juifs étrangers. Dès qu'elle eut été informée de la mission qui l'attendait, elle est allée trouver les représentants des Juifs qu'elle connaissait et dans la nuit le porte à porte a pu jouer : "le lendemain matin, au lieu de huit cents personnes, il n'y en avait plus que vingt-neuf. Les autorités se sont longuement interrogées sur ce qui s'était passé." Avec une amie, elle s'installe dans le camp pour partager la vie des internés. Au départ, après ces jours vécus ensemble, "les malheureux m'avaient demandé de les accompagner et je leur avais promis d'aller avec eux, jusqu'au moment où on les livrerait aux Allemands." À Limoges, puis à Châteauroux, les autorités françaises veulent lui interdire l'accès des wagons. Le "lieutenant [français] est revenu à la charge à Vierzon, au moment où on bouclait hermétiquement les wagons, après avoir retiré les seaux hygiéniques. C'était d'autant plus affreux que tous ces gens souffraient de dysenterie. Je suis allée protester auprès de l'officier allemand qui était là. Le Français est intervenu et lui a dit : 'Demandez-lui ses papiers et arrêtez-la, elle n'est pas en règle'. L'Allemand, au garde-à-vous, m'a laissée passer [les seaux avaient été retirés, non par ordre des Allemands, mais par ordre des Français, soucieux de 'récupérer le matériel'], mais j'ai été récupérée peu après par le même lieutenant.²⁴" En l'occurrence, les Français ne donnaient pas tous un même visage de solidarité fraternelle avec les victimes (mais à quel prix!...), ... ni aux convoyés déportés, ni aux Allemands témoins!

Pour être acheminés vers l'Allemagne, 62 des 74 convois de Juifs sont formés au camp de rassemblement de Drancy²⁵, antichambre de la mort. Parmi les 12 884 juifs apatrides qui devaient y arriver à la suite de la "rafle du Vel d'Hiv." des 16 et 17 juillet 1942, on comptait 4 061 enfants, puisque Laval avait demandé de les déporter aussi²⁶. Pour savoir le climat au Vel d'Hiv. le 17 juillet, on peut se rappeler que, lorsque les Allemands qui avaient laissé toute l'affaire aux Français, sont venus "juste pour jeter un coup d'oeil", il fut déclaré à un inspecteur par le médecin de l'Union générale des Israélites de France : "- Herr Offizier, je ne vous conseille pas de monter aux étages. L'état d'esprit de ces gens est tel que je ne garantis pas votre sécurité."²⁷

Quant au camp de Drancy, quelques semaines plus tard, il est certain que l'on y savait, et d'expérience, la part prise par les autorités françaises. Témoin ce dialogue, qui eut lieu à Drancy, au début de septembre 1942, entre René Blum, le frère du président du Conseil du Front populaire, et une fillette d'une douzaine d'années auprès de qui dormait sa petite soeur de cinq ans :

"- Les Français sont méchants, méchants, je les déteste ! [disait la fillette]

- Il ne faut pas dire ça, répondit doucement René Blum. Tu sais bien que ce sont les Allemands qui font toutes ces choses-là.

- Ce n'est pas vrai ! ce n'est pas vrai ! Ce sont des Français qui sont venus chez nous. Ils ont cherché ma petite soeur partout, parce que maman l'avait cachée. Ils l'ont trouvée parce que la petite a pleuré... Après ils sont venus à l'école pour me prendre. À Beaune-la-Rolande, ce sont les douaniers français qui tenaient ma mère et mon père et nous ont emportés, ma soeur et moi. Et ici, ce sont les gendarmes qui nous gardent.

- Ma pauvre enfant, tu es assez grande pour comprendre que tous ces Français sont de mauvais Français, qu'ils se sont vendus aux Allemands, et qu'ils sont devenus eux-mêmes comme les Allemands, pires que les Allemands. Les véritables Français sont aussi révoltés que toi et moi. Seulement, pour le moment, ils ne peuvent rien faire.

- Et pourquoi est-ce qu'ils ne peuvent rien faire ? Ils pouvaient ne pas chercher ma soeur ! Ils pouvaient nous laisser avec nos parents ! Ils sont méchants, dégoûtants!²⁸

Ainsi, depuis les problèmes posés dès l'armistice par les réfugiés, jusqu'à la situation des Juifs - allemands, apatrides et enfin français -, l'étau ne cesse de se resserrer sur l'Hexagone, par

²⁴ Témoignage de Germaine Ribière, rapporté *ibid.*, p. 206-207.

²⁵ Sur les 74 convois: 62 sont partis de Drancy, 2 de Compiègne, 6 de Pithiviers, 2 de Beaune-la-Rolande, 1 d'Angers, 1 de Lyon ; 68 sont partis pour Auschwitz, 2 pour Maidanek, 2 pour Sobibor, 1 pour Kaunas/Reval, 1 pour Buchenwald.

²⁶ En attendant l'accord de Berlin, la solution adoptée fut la suivante : "Les familles seront transférées à Pithiviers et à Beaune-la-Rolande. De là, au fur et à mesure, les parents seront ramenés sur Drancy pour être déportés. Les enfants suivront plus tard, si Berlin accepte la suggestion des Français" (Claude Lévy et Paul Tillard, *La grande rafle du Vel d'Hiv.*, Robert Laffont, Paris, 1967, p. 125).

²⁷ *Ibid.*, p. 107.

²⁸ Georges Wellers, *L'Étoile jaune à l'heure de Vichy, de Drancy à Auschwitz*, Fayard, Paris, 1973, p. 146.

la structure de l'État qui continue à se dire français. Cette situation révèle peu à peu, à ceux qui en prennent conscience, l'emprise que le nazisme étend, par régime de Vichy interposé, sur toute la vie des citoyens pour établir son hégémonie en vue de réaliser la nouvelle Europe. Mais, pendant que se prolonge l'occupation du sol national, quelques Français, dont certains chrétiens, inscrivent leur fidélité et l'action qu'elle leur inspire dans une sorte de sursaut parfois héroïque qui sourd, fier, mais souvent clandestin puisque c'est l'exigence inéluctable de l'heure.

2^{ème} partie: Autorités allemandes et actions de solidarité jaillissant de la vitalité catholique

L'administration et la police allemandes avaient des spécialistes des questions religieuses en général et de l'Église catholique en particulier. On sait que le Führer lui-même avait affirmé sa volonté d' "extirper le christianisme de l'Allemagne" : "Une Église allemande ! Un christianisme allemand ? Quelle blague ! On est ou bien chrétien ou bien allemand, mais on ne peut pas être les deux à la fois." Et l'Église à laquelle il faut s'en prendre, poursuit Hitler, c'est essentiellement l'Église catholique : "L'Église catholique, c'est une grande chose. Ce n'est pas rien pour une institution d'avoir pu tenir pendant deux mille ans. Nous avons là une leçon à apprendre. Une telle longévité implique de l'intelligence et une grande connaissance des hommes."²⁹ D'où résulte une haine farouche contre le clergé catholique et l'eucharistie catholique ; de même, étaient visés l'Évangile et l'enseignement pontifical (en particulier l'encyclique *Mit Brennender Sorge*), aussi bien que la fidélité à la hiérarchie de l'Église (pape et évêques).

Sans doute est-il assez difficile de savoir dans quelle mesure les autorités allemandes ont perçu la confirmation spirituelle et théologique qu'ont pu apporter à certaines consciences chrétiennes, comme par exemple au père Henri de Lubac aussi bien d'ailleurs qu'à certains chrétiens anonymes avides d'un enseignement autorisé, les deux grandes encycliques de Pie XII de 1943 : l'encyclique *Mystici Corporis Christi* , du 29 juin, sur l'unité du Corps mystique du Christ, qui coupait les racines de toute idéologie de la race ; et l'encyclique *Divino afflante Spiritu* , du 30 septembre, sur les études bibliques, qui, affirmant l'unité de la Bible - Ancien et Nouveau Testament -, reprenait donc d'une manière très ample le cri de son prédécesseur : "Nous sommes spirituellement des sémites"³⁰ "

En toute hypothèse, la Gestapo était attentive à ce qui pouvait faire obstacle à sa propagande: "Pour nous, Allemands, disait un policier, un texte de Mgr de Solages [le recteur de l'Institut catholique de Toulouse, qui devait être envoyé au camp de Neuengamme] est plus dangereux qu'un attentat à la grenade, car ses conséquences sont plus lointaines et plus graves."³¹ Et la Gestapo soumettait à une surveillance rigoureuse l'expression de la pensée des différents cardinaux et évêques ; ainsi, une lettre du cardinal Tisserant du 11 juin 1940, saisie dans les archives emportées à l'improviste de l'archevêché de Paris, est exploitée dès juillet-août suivant³² :

"Il ne faut [...] pas que les Français se fassent d'illusion, écrivait au cardinal Suhard le cardinal Tisserant : ce que nos ennemis veulent, c'est leur destruction [...] Au lieu de mourir sur le champ de bataille, il faudra donc que les Français meurent à petit feu, les hommes séparés de leurs femmes, et les enfants, épargnés peut-être, pour servir d'esclaves aux vainqueurs, car tel est le droit de la guerre pour nos ennemis. Nos gouvernants ne veulent pas comprendre la nature du vrai conflit et ils s'obstinent à s'imaginer qu'il s'agit d'une guerre comme dans l'ancien temps. Mais l'idéologie fasciste et l'hitlérienne ont transformé les consciences des jeunes, et les moins de trente-cinq ans sont prêts à tous les délits pour la fin que le chef commande."

Ce texte, la chancellerie du Reich en envoie le 20 octobre 1940 une photographie au ministre allemand des Affaires étrangères "pour informer le gouvernement italien du contenu de cette lettre". Et les archives de la police allemande sont loin d'avoir livré tout ce qu'elles recèlent :

²⁹ Hermann Rauschning, *Hitler m'a dit. Confidences du Führer sur son plan de conquête du monde* , trad. fr., Paris, 1939, chap. VII "L'antéchrist", p. 63-73.

³⁰ *La Documentation Catholique* , 1938, col. 1460.

³¹ Cette phrase de la police allemande se trouve rapportée dans une lettre citée par Mgr Martimort dans *Chronique* (supplément au *Bulletin de littérature ecclésiastique*), Toulouse, 1986, I, p. 26.

³² Commencée le 26 juillet 1940, la perquisition se prolonge jusqu'au 3 septembre. Copie de ce dossier Tisserant dans mes archives. La réponse de l'ambassade d'Allemagne en Italie, du 8 novembre 1940, précise que "Tisserand [*sic*] était connu depuis longtemps du gouvernement italien".

toutes les spoliations effectuées (dans les évêchés, congrégations religieuses, maisons d'œuvres, etc.), tous les comptes rendus de réunions, de sermons (comme celui qu'a prononcé à Chantilly l'abbé Louis Charpentier, le 25 juillet 1943), les rapports, les délations recueillies, etc. Car les nazis se procuraient, au jour le jour, une ample information sur la vitalité catholique ; non seulement ce qui provenait de la hiérarchie, mais aussi ce qui émanait des plus humbles, cette vie journalière des gens les plus modestes, qui n'ont jamais pensé avoir de "grands engagements". Récemment à Paris, par son film *Tzedek* ("Les Justes"), l'écrivain juif polonais Marek Halter a voulu faire entendre trente-six "justes" anonymes qui ont simplement sauvé des vies humaines. Ainsi :

Thérèse Neury-Lançon, qui avait vingt-deux ans à l'époque, élevait, avec son père, ses six frères et soeurs, dans un village de la Haute-Savoie, près de la frontière suisse ; et elle se souvient : "C'est l'abbé Rosay, de Douvaine, qui nous envoyait ces pauvres gens. Mon père leur faisait traverser la frontière suisse. Je l'aidais en portant les valises et en m'occupant des enfants pour qu'ils ne fassent surtout pas de bruit. On ne les connaissait pas, ils nous tombaient dessus, sept ou huit par jour. De pauvres gens qui souvent n'avaient plus rien [...] Mon père était très croyant, c'est pour cela je crois qu'il s'en est occupé. Il l'a fait pour les soustraire aux camps de concentration." Lui-même, arrêté le 10 février 1944, déporté à Auschwitz, puis à Ersbruck, mourut le 5 mars 1945³³.

Cette conclusion montre que cette action n'était pas sans risque. Mais l'attitude du régime de Vichy à l'égard des juifs a été une sorte de révélateur : d'une part, elle a manifesté la véritable nature de la "collaboration" avec le nazisme, et, d'autre part, elle a mis à l'épreuve la réaction des Français. Or, il faut noter la forte proportion de prêtres et religieux français qui ont reçu la médaille Yad Vashem, des "Justes parmi les nations", instituée par l'État d'Israël pour remercier et honorer les non-Juifs qui, au péril de leur vie, ont sauvé des Juifs. On compte parmi eux quelque 85 évêques, prêtres, religieux ou religieuses français. Si l'on relève que la Fondation Yad Vashem a décerné un peu plus d'un millier de médailles à des Français, il apparaît que le groupe social des "permanents" de l'Église de France, à savoir clergé et religieux, compte un pourcentage (4,25 % du total des prêtres et religieux ont reçu cette médaille) de beaucoup supérieur à celui (1/20 000) de l'ensemble des adultes français de tous les autres corps sociaux réunis. Combien, en effet, y en eut-il, jusqu'à Budapest où les Frères maristes de l'École Champagnat ont sauvé de nombreux juifs lors de l'entrée des troupes allemandes en Hongrie en 1944.

De même, chez les congrégations féminines, l'aide à des juifs, et à des juives, est véritablement un fait massif, journalier et universel, en même temps qu'il est comme recouvert d'un voile de discrétion durable : "Nous n'avons jamais refusé de cacher les Juifs qui nous le demandaient, ou qu'on nous envoyait ; toutefois il fallait beaucoup de prudence, car la maison fut très vite contrôlée par les Allemands ; nous avons cependant pu camoufler des Juives [...] Mais c'est si peu de chose !" On peut même noter que, dans un certain nombre de maisons d'enseignement catholique à travers toute la France, le contrôle administratif civil, étant moindre que celui imposé aux fonctionnaires, a permis à bien des établissements de cacher des enfants juifs, quitte à les faire changer de nom lorsqu'on était amené à les envoyer à l'autre bout de la France dans une autre maison de la même congrégation, etc., comme ce fut le cas que régla immédiatement la direction de cet internat de Senlis où un garçon de cinq ans venait de déclarer candidement à ses petits camarades : "À Paris, je portais une étoile jaune !"

Bien évidemment, les religieuses de Notre-Dame de Sion, qui se vouent aux rapports avec les juifs, ont hébergé dans leurs différentes maisons des israélites et leur sont venues en aide de diverses manières : par exemple, en zone occupée, en maintenant ouvertes leurs écoles de Saint-Omer et du Mans (où, grâce à des familles amies, des locaux furent prêtés en ville pour les diverses classes) ; leur centre social en plein ghetto parisien aida de nombreux israélites, dont les enfants ont pu être placés et nourris à la campagne ; leur école de Grandbourg abrita sous de faux noms bien des fillettes juives. De même en fut-il en zone non occupée : à Marseille où des juifs traqués ont reçu cartes d'identité et d'alimentation, à Grenoble où 800 familles menacées ont été aidées, cachées, visitées (hébergement, fausses cartes, passages en Suisse, etc.), à Lyon, où, outre l'aide aux juifs, la maison devint un relais du Vercors (le courrier de Paris pour le maquis arrivait chaque semaine ; un jour des sacs de sucre pour les confitures et mille caleçons durent être évacués en hâte à l'annonce d'une perquisition). Et puis, on ne peut pas ne pas évoquer Soeur

³³ *La Croix*, 1^{er} novembre 1994, p. 8. Sur la "filiale de Douvaine" (en Haute-Savoie, près de la Suisse), avec l'abbé Rosay, voir le mémoire de Cécile Bochaton, *La Filiale douvainoise* (Université de Grenoble, 1988) et la plaquette intitulée *Résistance non violente* (52 p.), éditée à Douvaine (24 mai 1987) à l'occasion de l'attribution à Jean Rosay, à titre posthume, de la médaille des Justes du Mémorial Yad-Vashem.

Cécile Habig³⁴, strasbourgeoise, elle aussi de Notre-Dame-de-Sion, directrice d'une école française à Budapest, qui a aidé de nombreux évadés et sauvé de nombreux juifs (enfants).

Quel que soit le silence dans lequel se sont réalisés tous ces sauvetages, il y a là un fait quasi général, qui, marqué de clandestinité, semble s'y être tellement enfoui qu'il reste jusqu'aujourd'hui très souvent difficile à détecter. Et ce voile qui recouvre l'aide apportée aux juifs est aussi le lot ordinaire de la vie journalière de nombreuses communautés religieuses. Non seulement, en effet, la clandestinité était une exigence de la résistance. Mais il y a aussi une certaine discrétion qui est une exigence de la vie en communauté ; ainsi, c'est à la mort de celle qui avait été leur supérieure générale de 1934 à 1953 que les religieuses de Saint-Martin de Bourgueil ont découvert sa croix de guerre avec la citation concernant son attitude de résistance pendant l'occupation.

Il est tout de même possible de se faire une idée de la vie journalière des religieuses par ces notations empruntées à diverses communautés. Entre des milliers d'autres, quelques exemples :

"Très souvent sollicitées, nous avons répondu aussi souvent que possible" - "Nous avons hébergé deux fillettes dont les parents avaient été exécutés par les Allemands" - "En classe de Math-Elem, vous prendrez Michèle: elle ne pourra pas venir régulièrement; mais ne lui posez aucune question; tâchez seulement de lui donner des compléments d'explication pour pallier ses absences [dans la famille de ladite Michèle on avait caché des aviateurs anglais et organisé leur évasion; la maman finit par être déportée et mourir en camp de concentration en novembre 1944]" - "Nous avons souvent embauché à la communauté des jeunes gens susceptibles d'être réquisitionnés pour le S.T.O., ce qui en a empêché quelques-uns de partir en Allemagne" - "Nous avons falsifié beaucoup de radiographies pour rendre les jeunes inaptes au S.T.O." - "Les séminaristes requis se réfugiaient chez nous et partaient clandestinement la nuit les uns après les autres pour rejoindre les résistants dans le maquis."³⁵

Que d'exemples similaires dans toutes les régions, en Bretagne ou en Vendée, dans le Centre ou dans le Midi ; d'ailleurs les ramifications d'une congrégation permettent de faire passer d'Alsace dans différentes maisons des Pyrénées-Atlantiques, en passant par la Suisse, une famille pourchassée par la Gestapo pour ses liens avec l'armée secrète et la résistance, ou bien de changer le nom d'une fillette en l'envoyant d'une maison de Nice dans une maison du Poitou.

La résistance des religieuses hospitalières s'inscrit en quelque sorte dans le prolongement de leur souci de sauver des vies humaines. Même s'ils sont modestes, des cas généreux et courageux peuvent être recueillis du nord au midi et d'est en ouest. Or, les difficultés rencontrées ne provenaient pas seulement de la crainte d'interventions de la Gestapo ou de la délation des voisins ; il y eut aussi toutes sortes d'entraves de l'administration française surtout lorsque l'hôpital dépendait des autorités civiles (ainsi, à l'hôpital-hospice communal de Beaune-la-Rolande); et nombreuses sont les religieuses qui ont dû aussi apprendre à se méfier des gendarmes français.

Souvent leur seule réponse actuelle à une question posée sur leur "engagement" est :

"Je pense que cela allait tellement de soi que l'accueil, les services rendus, les gens cachés, les blessés soignés, etc. tout cela s'est fait tout naturellement. Nous n'avons jamais pensé que c'était, comme vous dites, un 'engagement'. C'était normal, même quand c'était risqué. D'ailleurs, à cette époque, c'était évident qu'il ne fallait pas poser de question. Personne n'a jamais pensé à nous réclamer prudence et silence ; c'était tellement naturel. Chacun faisait de son mieux et pour le mieux : pour le Bon Dieu et pour ceux qu'Il nous envoyait. C'est tout. Et puis, c'était tout simplement l'évangile. Alors, quoi ? "

Tel est le témoignage de ces quelque cent mille religieuses qui voulaient seulement être la providence des pauvres : accueillir les réfugiés, visiter les prisonniers, favoriser leur évasion, leur fournir des vêtements civils s'ils étaient sur le point d'être emmenés dans des camps ; donner une soupe à un parachutiste, cacher et soigner un autre ; truquer des radiographies ; franchir et faire franchir des barrages (comme à Vierzon dans les deux sens avec un panier de provisions à double fond où étaient cachés des messages à l'aller et des réponses au retour), etc. C'est dans leur vie humaine sur le chemin de leurs frères humains qu'en ces heures dramatiques, et au péril de leur vie, de simples "bonnes soeurs" ont accompli toutes les "oeuvres de miséricorde" recensées dans les ouvrages de théologie morale ; et ce dévouement, elles l'ont enfoui dans le silence de leur vie religieuse des dizaines de milliers de fois, jusques et y compris par l'ensevelissement

³⁴ Témoignage de Paul Lemaire, président de l'Amicale des Évadés de Hongrie, qui signale aussi que cette religieuse a ramené en France la plus grande partie de sa congrégation, "malgré les Allemands... et les Russes".

³⁵ Souvenirs recueillis par soeur Suzanne Marécaille, de la congrégation des Franciscaines de Notre-Dame-de-Pitié de Perrou (Orne), alors infirmière à Chartres.

des morts, comme l'ont fait les Franciscaines missionnaires de Marie de Lyon, après le massacre des prisonniers du fort Montluc le 20 août 1944, à Saint-Genis-Laval.

Même s'il est loisible de penser que les seules actions de solidarité, dont la police nazie ait réussi à avoir connaissance, soit directement, soit par des délations, ce sont celles auxquelles a été mis fin par quelque sanction, il reste tout de même qu'alors, si ce n'est pas la réalité matérielle des faits qui a échappé à la police, c'est du moins l'ampleur et l'inspiration spirituelle de cette résistance journalière clandestine que les nazis ont dû sous-estimer. Mais il n'en est sûrement pas de même dans le cas des négociations officielles, lorsque des réponses dilatoires n'étaient données que pour obtenir plus de renseignements, ou lorsque des opérations de "Tarnung" (action d'induire en erreur) n'étaient que l'expression d'une attitude soigneusement déterminée et froidement déployée pour mieux étrangler la victime, pour laquelle le national-socialisme avait le plus profond mépris. Ici, je ne prendrai qu'un exemple, celui de l'assistance spirituelle aux travailleurs français requis du S.T.O.³⁶

Le problème de l'assistance spirituelle des étrangers sur le territoire du Reich, déjà posé pour les prisonniers, avait révélé la position allemande qui, tout en se targuant de se soumettre à la convention de Genève, s'opposait au rapprochement des prêtres avec la grande masse des prisonniers. En effet, la répartition des prêtres ne correspondait pas à la dispersion des prisonniers : la plupart des 3 000 prêtres prisonniers étaient concentrés dans les 30 oflags ou les 65 stalags, plutôt que dans les 82 000 arbeitskommandos où étaient employés 90 % des prisonniers. Or, une ordonnance allemande du 12 mai 1941, présentée comme une faveur, régleme le culte, en le confiant aux seuls "ecclésiastiques de la puissance ennemie en captivité". Aussi, le 19 septembre, seules 7 sur les 360 demandes de prêtres disposés à partir dans des kommandos, avaient été agréées. En outre, le 26 septembre 1941, une réunion des policiers spécialisés dans les problèmes des Églises, décide "qu'il sera fait systématiquement effort pour qu'aucun prêtre étranger ne pénètre dans le territoire du Reich, et qu'aucun prêtre allemand ne voyage à l'étranger."

Certes, l'abbé Rodhain peut faire parvenir aux prêtres prisonniers des valises-chapelles ou autres colis liturgiques (en 1941 il en a envoyé 1 675, c'est-à-dire à un prêtre sur deux). Et, le 3 février 1942, il se fait nommer par le gouvernement de Vichy aumônier général pour le "Service des prisonniers de guerre". Mais, qu'elles émanent du cardinal Suhard ou même qu'elles soient relayées par le maréchal Pétain, toutes les démarches pour obtenir des aumôniers en faveur des travailleurs civils se heurtent, au long de l'année 1942, à des réponses dilatoires ou à des refus. Dans le même temps, l'intoxication des esprits est telle que l'abbé Rodhain adresse le 24 juin aux quelque 3 000 prêtres prisonniers une circulaire en faveur de l' "Europe nouvelle". Quelques mois plus tard, une sainte émotion s'empare des milieux catholiques français lorsque le 13 décembre quatorze diacres prisonniers sont amenés à Reims pour y être ordonnés prêtres : l'approche de Noël auréole d'une note de bienveillance ce geste des autorités allemandes, qui n'était qu'une opération "Tarnung" (camouflage). Autres opérations Tarnung, bien orchestrées, les voyages à Berlin de l' "aumônier général". À Noël 1942, il transmet aux autorités des demandes de travailleurs en vue d'obtenir la présence de prêtres avec eux ; c'est alors que, devant les atermoiements rencontrés, il décide de recourir à des prêtres clandestins. Au cours d'un nouveau voyage, en mai 43, il revient sur la question, avec des noms et des listes, comme s'il ignorait que, précisément durant son séjour, le 5 mai 1943 l'organisme français pour les travailleurs, perdant toute autonomie, est devenu un simple rouage de la Deutsche Arbeitsfront ; mais, pour montrer aux autorités allemandes l'urgence d'une aumônerie pour les travailleurs, il célèbre le 16 mai une messe solennelle pour les travailleurs français dans une église comble. C'était une souricière. Or, cette opération Tarnung déchaîne l'enthousiasme dans les milieux catholiques français !

Certes le 20 avril une possibilité générale avait été offerte aux prisonniers de demander leur transformation en travailleurs civils. Et quelque 200 prêtres français en avaient profité. Mais le 30 juin, Himmler fait interdire l'accès des églises allemandes aux prêtres étrangers. En juin-juillet 1943, chantage de la police allemande proposant d'envisager une aumônerie des travailleurs "en échange du soutien par l'Église de France du recrutement des travailleurs". Ignorant ces mesures, Rodhain adresse le 24 août 1943 aux prêtres-transformés en *zivils* une lettre "officielle", dans laquelle il leur donne pour leur ministère des assurances correspondant à ses souhaits. C'est alors que commencent les premières arrestations de prêtres clandestins.

³⁶ Sur toute cette question, voir : Charles Molette, "En haine de l'Évangile", *Victimes du décret de persécution nazi du 3 décembre 1943 contre l'apostolat catholique français à l'oeuvre parmi les travailleurs requis en Allemagne 1943-1945*, Fayard, Paris, 1993, p. 71-101, où sont données toutes les références.

Du 23 au 30 septembre, Bruneton, commissaire général de la Main d'oeuvre française en Allemagne, entreprend une tournée auprès des travailleurs français et s'enquiert sur place des "actions catholiques clandestines [...] dans l'intérêt, écrit-il à son homologue allemand, de notre commune action." Une enquête est menée les 29 et 30 octobre par le service culturel de la Délégation officielle française sur l'organisation de l'apostolat catholique français ("prêtres venus en Allemagne à titre officieux", "mots d'ordre venus de France"³⁷, etc.) qui aboutit à un rapport du 8 novembre. Le 13 novembre Bruneton parle de la "faillite provisoire du projet d'aumônerie". Le fruit de ces enquêtes, c'est le décret de Kaltenbrunner du 3 décembre 1943 contre l'apostolat catholique français à l'oeuvre parmi les travailleurs français requis en Allemagne. Deux circulaires d'application paraissent le 15 décembre: une circulaire allemande adressée aux Lagerführer des camps de travailleurs pour définir une étroite surveillance "en vue de sanctions immédiates"; une note "française" adressée aux délégués locaux d'usine et des camps ainsi qu'aux présidents d'amicales afin de demander bilan et souhaits pour l'"extension éventuelle" de l'action catholique et "la création, sur des bases officielles, d'une Aumônerie des travailleurs catholiques en Allemagne." La "collaboration" joue à plein pour détruire tout apostolat catholique français.

3^{ème} partie: Condamnations "en haine de l'Évangile" et solidarité jusqu'à l'"offrande du sang"

En réponse à la lutte menée par l'idéologie nazie contre l'Évangile et l'Église, une même inspiration proprement chrétienne a pu prendre des formes diverses, allant jusqu'à inclure l'offrande du sang, c'est-à-dire jusqu'à faire assumer le sacrifice de la vie à travers diverses actions de solidarité, qui révélèrent leur caractère spécifique dans certains cas particulièrement exigeants. C'est ce troisième aspect qu'il convient d'évoquer même succinctement.

Si j'ai voulu faire leur place aux religieuses, c'est non seulement à cause de leur nombre (environ cent mille), mais aussi parce que, si important qu'il soit, le rôle qu'elles ont joué est souvent peu étudié comme tel: qu'il soit de l'ordre de l'activité militaire, ou - plus généralement - qu'il soit de l'ordre des services rendus, il laisse voir l'influence morale et le rayonnement de ces femmes. C'est évident dans certains cas, particulièrement significatifs, que j'ai retenus. Et il faut compter une dizaine de religieuses mortes en déportation par suite des traitements subis.

Ainsi, après avoir accueilli des réfugiés et s'être occupée des prisonniers parqués dans le camp installé à l'École des Roches, Mère Laurentia Sibien (des Bénédictines de Verneuil-sur-Avre) raconte dans une lettre à l'un d'entre eux qu'elle a donné une soupe à "un fils de Léontine" (un évadé du débarquement de Dieppe). La censure alertée, c'est l'arrestation de la religieuse le 20 février 1943, puis des transferts successifs: Evreux, Fresnes, Aix-la-Chapelle, Flussbach, Gommern (en Prusse) où elle meurt le 3 décembre 1943; celles de ses compagnes de déportation qui sont revenues témoignent de son rayonnement et de sa paix devant la mort qui venait.

Il y eut ainsi des cas dont l'issue fut dramatique. Je me limiterai presque à la situation des hospitalières dans l'est de la France, à qui on pense moins. Lorsque d'Alsace la plupart des religieuses eurent été expulsées - soit "vers l'intérieur", soit par l'annexion allemande -, la Lorraine restait un lieu de passage quasiment obligatoire pour les évadés d'Allemagne. Sentiments patriotiques, chaînes d'évasion et exigences de charité dictées par les conditions inhumaines de l'occupant, se conjuguèrent dans le coeur de bien des religieuses, jusqu'au sacrifice final.

La congrégation de la Providence de Saint-André de Peltre (Moselle) garde le souvenir de soeur Eustache (Marie Wachs), supérieure de l'hôpital des Forges de Joeuf; cet hôpital fut "une des étapes prévues par un organisme très ramifié qui aida à l'évasion de centaines de prisonniers et de Lorrains"³⁸. La situation frontalière de cette localité, qui, selon la réputation qui lui était faite, avait "une mentalité en quelque sorte super-française", favorisait le développement de la résistance: soeur Eustache se voua à une "chaîne de passage" et permit "l'hébergement et le passa-

³⁷ "Ces consignes, dit le rapport, sont évidemment rédigées en termes généraux et très mesurés ne donnant apparemment pas prise à la critique, mais nécessitant une exégèse soigneuse pour en découvrir le sens caché"

³⁸ Relation de Lucie Primot (Archives de la congrégation de la Providence de Saint-André de Peltre). Sur Lucie Primot, voir (avec sa photographie) l'ouvrage sur les N.N. (cité note suivante), p. 159-160. Voir aussi le fascicule n° 16 des travaux du Groupe de recherches historiques et archivistiques des congrégations féminines, nov. 1988, le témoignage de soeur Anne-Elisabeth, p. 107-110. Et, aux Archives nationales, le dossier AJ 40-1570 sur les femmes du groupe de Joeuf-Jarny.

ge de 7 à 800 prisonniers de guerre français évadés, ainsi que d'Alsaciens-Lorrains fuyant l'Allemagne". Arrêtée le 28 mars 1942, elle est transférée de prison en camp jusqu'à la prison de réclusion de Jauer (Silésie) où elle meurt le 31 décembre 1944, à 74 ans³⁹. Celle qui devait lui succéder comme supérieure de l'hôpital l'avait suivie dans sa déportation, ayant été arrêtée à son tour le 11 avril 1942. Quant à l'aumônier, le chanoine Georges Dellwall, "qui est l'âme du réseau"⁴⁰, il est lui aussi arrêté, en octobre 1942, et il est déporté comme N.N. à Wittlich, Wolhau, puis au camp de concentration de Gross-Rosen en Silésie⁴¹, où il meurt le 1^{er} mars 1945.

La même année, soeur Marie-Grégoire, des soeurs du Très Saint-Sauveur de Niederbronn, avait été arrêtée à l'hôpital de Gillet-Thaon (Vosges) le 3 octobre 1942, pour avoir aidé des évadés à regagner la France libre. "Les soldats arrivant dans un triste état, fatigués, épuisés, sans linge de rechange, il fallait bien les aider, disait la religieuse. Il arrivait aussi de jeunes Alsaciens, qui voulaient aller en France pour ne pas être obligés de servir sous un autre uniforme."⁴² Et bien d'autres religieuses de Lorraine. Par exemple, des Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, comme la supérieure de l'hôpital de Metz ou six autres Filles de la Charité de ce même hôpital de Metz ; et ceci sans parler des onze autres Filles de la Charité qui furent aussi emprisonnées pour tant de services rendus à tant de frères en humanité (dont 45 prêtres parqués à Forbach) ; ni de soeur Hélène Studler, mandatée par la Croix-Rouge pour visiter les camps de Trèves, Karlsruhe, Stuttgart, etc. (soit 40 000 prisonniers), et expulsée, avec soeur Didion, supérieure de l'hospice Saint-Nicolas de Metz, et soeur Cécile Thil, pour avoir créé tout un réseau de complicité qui libéra quelque 2 à 3 000 soldats prisonniers français (dont le futur Mgr Maziers, archevêque de Bordeaux, le lieutenant François Mitterand, le général Giraud, etc.)

À Ravensbrück, parmi d'autres religieuses françaises, dont quelques-unes sont arrivées à se retrouver pour prier et lire les textes de la messe le dimanche, il y eut soeur Marcelle Baverez, franc-comtoise, de l'hôpital Saint-Jacques de Besançon, qui, ayant elle aussi favorisé beaucoup d'évasions, fut arrêtée le 10 août 1943 et a fait partie, le 31 janvier 1944, du convoi de 958 femmes déportées de Compiègne à Ravensbrück où elle mourut le 1^{er} novembre 1944.

Quant à mère Élisabeth Rivet, supérieure générale de la congrégation de la Compassion de Lyon, les résistants lyonnais l'exaltent parce que (selon les termes de la citation à l'ordre de la division) "en dehors des services rendus aux Services spéciaux, [elle] a eu de fréquentes relations avec l'Armée secrète, cachant des armes [dix tonnes dans son couvent] et donnant asile à des gens poursuivis comme étant en infraction avec les lois raciales ou avec le Service du travail obligatoire". Ces raisons patriotiques, militaires et humaines, l'ont fait arrêter avec son assistante par la Gestapo le 25 mars 1944 et lui ont valu d'être déportée en Allemagne ; mais cette sanction lui a aussi offert l'occasion de manifester l'inspiration qui l'animait : le 30 mars 1945, en effet, à Ravensbrück, lors du départ du camion pour la chambre à gaz, elle s'est jointe au groupe désigné dont elle ne faisait pas partie, afin d'aider ses compagnes à bien faire l'ultime sacrifice, geste qui fut relaté quelques jours plus tard à la prieure des dominicaines de Stockholm, venue sur les lieux avec la Croix-Rouge suédoise⁴³.

Assurément, c'est une autre attitude, une attitude de dévouement caché, qui marqua l'activité de la mère Marie, religieuse orthodoxe qui, rue de Lourmel à Paris, avait fondé l'Action orthodoxe pour faire se rencontrer les plus pauvres avec des prêtres et des intellectuels. Dès le début de l'occupation allemande, tout en se refusant, elle, à toute résistance militaire, elle cache avec le desservant de la chapelle, le père Dimitri Klepinine, ceux qui sont traqués par la Gestapo, des évadés russes, des résistants français et russes, et en particulier les Juifs, donnant de faux certificats de baptême, de faux papiers d'identité. Lorsqu'elle est arrêtée le 8 février 1943, le policier crie à sa mère, Mme Zofia Pilenko : "Vous ne reverrez jamais votre fille!" Mère Marie, internée à Romainville, est déportée à la fin d'avril à Ravensbrück où elle meurt au début de 1945. Peu avant son arrestation, elle avait rédigé une note révélant ainsi l'inspiration qui l'animait :

"Je suis Ton message. Jette-moi comme une torche dans la nuit. Que tous voient, que tous apprennent ce

³⁹ Karol Jonca - Alfred Konieczny, *Nuit et brouillard, NN, L'opération terroriste nazie 1941-1944, La vérité*, Paris, Documentation historique, 1981, p. 166-167, et p. 348.

⁴⁰ J. de La Martinière, *Nuit et brouillard à Hinzert*, Tours, 1984, p. 131.

⁴¹ Karol Jonca - Alfred Konieczny, *Nuit et brouillard...*, p. 494.

⁴² Lettre de soeur Marie-Grégoire (Archives de la congrégation).

⁴³ Sur l'intérêt de ce témoignage, voir : Charles Molette, *Prêtres, religieux, etc.*, p. 94, n.11.

que Tu demandes aux humains, quelle sorte de Tes serviteurs Tu envoies au sacrifice.⁴⁴ ”

Ce message livre aussi l'inspiration de beaucoup de prêtres, religieux ou religieuses, ainsi que d'un certain nombre de laïcs, même si tous n'ont pas eu l'occasion de l'exprimer comme cette religieuse. Du moins certains, par leur comportement - voire par leur formulation -, ont-ils rendu explicite l'esprit de ce qui fut implicite chez beaucoup, et parfois jusqu'au don total de la vie.

Si toutes ces victimes attirent l'attention sur les risques encourus, il y a même lieu de noter que, sans aller jusqu'à la mort, bien des maisons religieuses (presque toutes les trappes, les camilliens, les maristes, etc.) peuvent se prévaloir d'actes de résistance. De même, combien de prêtres séculiers, disséminés à travers toute la France, ont mené, dans l'ombre mais avec courage, une activité plus ou moins souterraine de résistance. Que de simples vicaires de ville ou de banlieue, spontanément et parfois sans lien avec quelque maquis, mais, par une sorte de fidélité aux liens de solidarité qui les unissaient avec leur communauté paroissiale et humaine, ont de fait préparé, favorisé et hâté le climat qui a porté la libération du territoire, par tout ce que représentait autour d'eux leur rayonnement moral : les enfants juifs qu'ils avaient protégés, les gens recherchés ou persécutés qu'ils avaient contribué à sauver, les cartes de ravitaillement - vraies ou fausses - qu'ils avaient fait parvenir à ceux qui en avaient besoin, les vêtements qu'ils avaient reçus et aussitôt distribués, et même les confidences qu'ils avaient reçues, tous ces humbles actes journaliers, désintéressés et sans éclat, leur donnaient un crédit réel auprès des gens les plus simples⁴⁵. Ainsi, la libération militaire devenait le soulèvement de tout un peuple, à l'heure de la jonction des maquis et des troupes régulières de libération. Clergé et religieux y ont joué leur rôle, actif.

En effet, sans parler de ceux qui sont morts en France métropolitaine dans la "Résistance" (ce qui représente au moins 83 séculiers et 23 religieux), il ne faudrait pas oublier tous ceux aussi qui eurent à assumer la mort en déportation (au moins 98 séculiers et 27 religieux, et près d'une dizaine de religieuses) ; or, dans bien des cas, on sait très précisément qu'il y a eu de leur part, à un moment ou un autre, ce qu'on pourrait appeler le sacrifice de leur vie, voire l'offrande du sang (soit lors du premier refus opposé à un surgissement de l'idéologie nazie dans leur vie, soit lorsqu'ils ont pris conscience de la menace qui pesait sur eux, soit au moment où la condamnation les a atteints).

Sous des formes diverses, combien de prêtres et religieux, combien de couvents et de maisons religieuses ont participé à l'action de réseaux de résistance. Pour plusieurs d'entre eux, la résistance s'est inscrite comme la suite naturelle de la guerre militaire : s'il s'agissait d'une guerre juste, ce n'est ni la défaite ni l'armistice qui rendait injuste la cause défendue ; et chez certains le sentiment d'une juste guerre était avivé par la conscience qu'il s'agissait de la défense d'une civilisation qui n'était pas celle de la force brutale. Cette conscience d'une guerre juste, interrompue et qu'il fallait continuer, est à l'origine de bien des engagements personnels, auxquels les méthodes de l'occupant ne pouvaient faire renoncer. À cette exigence morale, ce qui s'est ajouté, plus ou moins rapidement selon les cas, c'est la nécessité, pour "défendre l'âme de la France", d'une résistance à l'idéologie nazie qui sous-tendait les diverses exactions perpétrées.

Assurément on ne saurait englober tout le clergé et les religieux dans la "résistance" : mais il est indéniable que dans ces rangs il y eut d'innombrables actes d'inspiration évangélique, dont certains, plus visibles ou dénoncés, entraînaient arrestations et condamnations. Par des extraits d'un nécrologe qui souvent serait au moins par certains aspects un martyrologe, il ne s'agit cependant pas de chercher en chaque cas à soupeser quoi que ce soit : ni la qualité (ou même le fondement) de chacun des divers motifs d'arrestation et de condamnation, ni le degré d'héroïsme en jeu. Pour l'abbé Derry ou l'abbé Basset de Paris, pour l'abbé Duret ou le père Aimé Lambert de Poitiers, pour l'abbé Armand Vallée de saint-Brieuc ou l'abbé Pierre Arnaud de La Roche-sur-Yon, pour l'abbé Jean de Maupeou du Mans ou l'abbé Jean Leblanc d'Amiens, pour l'abbé Louis Charpentier de Chantilly⁴⁶ ou l'abbé Gérald Amyot d'Inville de Senlis, ou pour l'abbé Georges Michaux de Châtillon-sur-Marne qui a pu dire : "Je suis resté prêtre avant tout et j'ai

⁴⁴ *Voix et visages*, bulletin mensuel de l'A.D.I.R., n° 102, janv.-fév. 1966, p. 1-3.

⁴⁵ Entre des milliers, l'abbé Raymond Dumoutier (1906-1994) qui "participe à la Résistance, contribue à sauver des juifs" et autour de lui devient une référence (simple notice nécrologique pour la "Cordée des Amis").

⁴⁶ Voir ci-dessus, p. 7. Et : Xavier Leprêtre, *Même au péril de la liberté [...] Senlis, Chantilly, 1940-1944*, Noyon, 1992.

toujours pris mes responsabilités⁴⁷”, et pour combien d’autres, l’incarcération en France ne fut que l’antichambre du camp de concentration où les services qu’ils avaient rendus devaient dans bien des cas leur faire trouver la mort.

Force est néanmoins de relever que, une fois consommées l’arrestation et la condamnation résultant de l’application du programme défini en haut lieu, il est arrivé aussi que, au niveau des exécutants, s’est manifestée explicitement, de la part des tortionnaires, la haine de l’Évangile définie comme principe constituant de l’athéisme du régime national-socialiste. En certaines circonstances est même apparue d’une manière très précise l’hostilité des nazis à l’égard du sacerdoce catholique et de tout ce qu’il suppose ou représente. Ainsi en fut-il dans certains cas particulièrement évidents : par exemple, à Neue-Brem (près de Sarrebruck) où se trouvaient un jour d’octobre 1943 à la fois un religieux et un prêtre séculier faisant partie d’un convoi d’une cinquantaine de Français, qui avait quitté Fresnes le 10 octobre 1943⁴⁸. Les témoins n’oublient pas le rugissement sadique du S.S. qui, après avoir roué de coups quatre juifs jusqu’à leur faire perdre connaissance, s’est écrié "*Priester wie Juden*" (les prêtres comme les Juifs). Alors, raconte un témoin :

“le R. P. de Jabrun, de la Compagnie de Jésus, âgé d’une soixantaine d’années, qui faisait partie d’un groupe bordelais de résistance, et l’abbé François Basset, premier vicaire de Saint-Étienne du-Mont, sont conduits à leur tour sur la piste. Ils sont en soutane. Dès qu’il les voit, le monstrueux S.S., est pris d’une rage frénétique. Il les fait courir et les suit en les frappant de toutes ses forces, puis il les fait sauter, les mains croisées derrière le dos, de plus en plus vite autour de la mare, jusqu’à ce qu’ils tombent brisés, évanouis. Le père de Jabrun⁴⁹ et l’abbé Basset⁵⁰ mourront quelques mois plus tard, l’un à Mauthausen, l’autre à [Buchenwald]. Je me détourne, ne pouvant plus supporter la vue de ces prêtres roulés dans la boue et sanglants.⁵¹”

Ce n’est pas un cas isolé, puisque, en avril suivant, dans ce même camp de Neue-Brem (Sarrebruck), le père Jacques, subit, autour du même bassin, un traitement analogue : il fut, en effet, chargé, nu, d’une poutre de cinq ou six mètres de long ; or, “sur les cinquante détenus du convoi dont faisait partie le père Jacques, après trois semaines de présence [...] il ne [resta] plus que sept survivants⁵²”. À cette heure, en tout cas, le cri "*Priester wie Juden*" rendait manifeste ce qui était en jeu dans la hargne nazie : ce qui était pourchassé, c’était, d’un même mouvement, le peuple juif qui a donné le Christ au monde et aussi le sacerdoce catholique qui rend présent le Christ ; du même coup, apparaissait aussi la signification spirituelle de la Résistance même poli-

⁴⁷ Entré au bureau des Opérations aériennes, chargé de repérer des terrains dans le secteur, l’abbé Georges Michaux a réceptionné des parachutages (15 août et 2 novembre 1943) et fut arrêté à son presbytère alors qu’il confectionnait deux cartes d’identité. Incarcéré à la prison de la Gestapo de Chalons-sur-Marne (dix-sept jours dans l’obscurité), transféré à la prison (8 décembre 1943 - 21 janvier 1944), il est dirigé sur Compiègne, d’où il est envoyé aux camps de concentration de Buchenwald (24 janvier), puis de Mauthausen et ses kommandos (8 mars 1944). C’est en revenant à Mauthausen qu’il a retrouvé, peu avant la libération du camp (5 mai 1945) le P. Jacques dont il avait fait connaissance à Gusen I.

⁴⁸ “Au passage de la frontière, raconte un officier déporté, les S.S. remarquant, parmi nous, deux prêtres en soutane, les font descendre sur le quai et, à coups de matraque, les obligent à exécuter devant la foule la ‘marche du crapaud’. Les jambes ployées, les mains nouées derrière la tête, les deux prêtres doivent avancer, courir, en sautant. Épuisés par le voyage, ils tombent. On les relève à coups de pied [...] Les mêmes scènes et pour le même motif vont se reproduire, s’amplifier à Sarrebruck” (cit. dans Albert Bessières, *Le Père de Jabrun, 1883-1943*, p. 188).

⁴⁹ Arrivé à Buchenwald le 23 octobre, le père Louis de Jabrun (“J’ai demandé à Dieu d’être martyr pour ma foi”), est mort le 28 décembre 1943, achevé d’un coup de matraque. Voici quelques-unes de ses paroles à Buchenwald : [à l’arrivée à Buchenwald, il se présente :] “Prêtre catholique et jésuite. - Vois ce que t’a fait faire ton Dieu. Ici, il n’y a pas de Dieu, pas de religion, pas de prêtres. - Je ne regrette rien; si c’était à refaire, je recommencerais.”. Sur le P. Louis de Jabrun [1883-1943], voir: Michel Riquet, *Chrétiens de France dans l’Europe enchaînée*, p.82-83 ; et Albert Bessières, *Un martyr de la charité. Le Père de Jabrun, 1883-1943*, Paris, 1946.

⁵⁰ La dernière parole de l’abbé Basset [1899-1943], mort en effet à Mauthausen le 22 novembre 1943, a été rapportée par un rescapé : “J’offre ma vie pour que mon successeur à la Sorbonne réussisse mieux que moi” (*Mémoires* de Mgr Jean Rupp). Ce qui ne veut pas du tout dire qu’“il pensait avoir échoué”, comme on a voulu (pour quelle raison?) interpréter cette phrase de quelqu’un qui, à l’heure de la mort, considère d’une part ce à la continuation de quoi il lui faut désormais renoncer et d’autre part l’oeuvre qui reste à continuer.

⁵¹ Témoignage publié par l’abbé Henri Lafourcade, dans *Fraternité* des Prisonniers, Déportés, veuves de guerre, mensuel, n° 175, octobre 1988.

⁵² Michel Carrouges, *Le Père Jacques, “Au revoir les enfants...”*, Cerf, Paris, 1988, p. 204.

tique et militaire; car, même sans toujours l'expliciter, c'est à l'athéisme du national-socialisme qu'elle résistait. Il importe donc de garder présents à l'esprit tant d'aspects d'une multiforme résistance, marquée à des titres divers d'une inspiration chrétienne s'opposant au paganisme nazi. Et il importe tout autant de considérer aussi bien les conditions difficiles dans lesquelles cette résistance chrétienne a eu à se déployer, que la répression qu'elle a suscitée.

Dans le même temps, il faut aussi attirer l'attention sur une page d'histoire qui, assez paradoxalement d'ailleurs, demeure généralement silencieuse : une véritable persécution religieuse contre la vitalité du catholicisme français a entraîné le martyre proprement dit de 10 prêtres (9 séculiers, 1 religieux), 7 séminaristes (3 séculiers, 4 religieux) et 34 jeunes militants catholiques, dont on sait formellement qu'ils furent d'authentiques martyrs (authentiques parce qu'il y a eu, d'un côté, expressément un décret de persécution absolument explicite traduisant l' "*odium fidei ex parte tyranni*" et, d'autre part, "*confessio fidei ex parte passorum*" avec persévérance finale). Et c'est de plusieurs manières qu'ils ont exprimé leur solidarité avec les travailleurs français déracinés et livrés à l'occupant pour être, en Allemagne même, pétris par l' "orientation spirituelle" national-socialiste destinée à servir la construction de la grande Europe sous l'hégémonie nazie: non seulement ils ont apporté à leurs compatriotes des secours sacramentels et spirituels; mais aussi, de par leur action même, ils étaient "en concurrence avec les organisations officielles françaises"⁵³, rendant ainsi visible un autre visage de la France que celui de la "collaboration".

Sur les 25 prêtres "clandestins" qui étaient partis pour répondre à l'angoisse missionnaire du cardinal Suhard, près de 20, repérés, furent renvoyés en France, 3 sont morts martyrs ; il faut aussi leur adjoindre les prêtres prisonniers qui ont accepté d'être transformés en "zivils" (sur les quelque 200 qui avaient accepté cette transformation, la plupart furent renvoyés fin 1943 dans les camps de prisonniers d'où ils venaient ; mais 6 finirent martyrs). Il y a eu aussi, parmi ceux qu'on peut considérer comme des martyrs, un jeune prêtre et 7 séminaristes ou étudiants religieux qui, envoyés en Allemagne comme S.T.O., ont converti cet envoi en "départ en mission" afin d'exercer un apostolat auprès de tous ces travailleurs coupés de leurs liens humains et spirituels. Si dans ces cas on peut parler de martyrs, pour ces 17 prêtres, religieux et séminaristes comme pour les 34 jeunes laïcs qui sont morts comme eux dans le camp de concentration où ils ont été envoyés, c'est parce que leur arrestation et leur condamnation furent l'application du décret de persécution nazi du 3 décembre 1943 porté contre l'apostolat catholique français parmi les travailleurs français en Allemagne. Cas sans doute unique que ce décret de persécution explicitement porté contre l'apostolat catholique ; car, généralement, les mesures de ce genre étaient voilées derrière un euphémisme. Cependant, si pour la théologie catholique, selon la formule de saint Augustin reprise par saint Thomas d'Aquin "*martyres discernit causa, non poena*", ce n'est pas la peine qui fait le martyr, mais la cause du châtement accepté jusqu'à la mise à mort, on peut considérer qu'au sens propre du terme, il y a eu au moins ici 51 cas de martyrs authentiques.

À ce sujet, il est possible d'apporter quelques précisions, utiles, sur les conditions dans lesquelles ces "martyrs" ont fait l'offrande de leur vie. Une constatation préliminaire, en effet, s'impose à ce sujet ; il n'y a pas chez eux ce qu'on pourrait appeler provocation : ils ignoraient au départ les conditions dans lesquelles ils auraient à exercer leur apostolat : même le P. Dillard qui connaissait l'Allemagne n'imaginait pas les difficultés qu'il aurait à affronter⁵⁴ ; et nul d'entre ces apôtres n'aurait soupçonné qu'il serait livré à la Gestapo par des compatriotes. Et on peut affirmer que ces hommes ne se sont pas jetés "dans la gueule du loup" ; ce sont les termes de la mise en garde d'un militant de Leipzig pour prévenir ceux des environs de Nordhausen qui devaient venir pour une messe à Leipzig : "Inutile de se jeter dans la gueule du loup ; ne venez pas!"⁵⁵ ". De même, Jean Tinturier, séminariste de Bourges qui était à Schmalkalden, en Thuringe, fait parvenir à un militant de Weimar le billet suivant⁵⁶, qui témoigne de la maturité humaine du jugement chez ce garçon de vingt-trois ans :

"La prudence est pour nous un devoir, car nous n'avons pas le droit de risquer notre vie et celle des autres

⁵³ Markus Eikel, "Die religiöse Betreuung der französischen Zivilarbeiter in Deutschland 1943-1945", dans: *Revue d'Allemagne*, 1992, p. 470.

⁵⁴ À l'abbé Staron, aumônier clandestin de Velbert, demandant au père Dillard "ce qu'il répondrait au cardinal si ce dernier proposait d'envoyer d'autres prêtres pour les aider : Non, dit-il, je dirais : non ! assez comme cela ! car c'est tout de même trop dur !" (Cit. dans Contre-Amiral Dillard, *La vie et la mort du R.P. Dillard*, p. 277).

⁵⁵ Cit. dans : Charles Molette, "*En haine de l'Évangile*" ..., p.170.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 173.

inutilement. Prends donc les précautions qui s'imposent. Bien entendu, prudence ne veut pas dire lâcheté ou peur. Et il va sans dire que, si nous sommes appelés à rendre témoignage, nous en serons fiers et le ferons sans hésiter."

Telles sont les dispositions qui marquent le sacrifice que font de leur vie ces martyrs: ils ne vont pas au-devant de la mort; mais ils sont décidés à "rendre témoignage" jusqu'au point où les nazis pourchasseraient leur vie chrétienne et l'apostolat catholique. Et de fait, ils ont eu à rendre témoignage. Dans bien des cas, en effet, les interrogatoires de la Gestapo contre le clergé ou l'apostolat catholique étaient menés par des spécialistes des questions religieuses, qui s'en prenaient à tout ce qui touchait le service de l'assemblée eucharistique catholique, aussi bien les clercs que les fidèles et le matériel liturgique. Et partout, en référence à l'irrépressible vitalité liée à l'assemblée eucharistique, c'est la raison religieuse et ecclésiale qui a été le motif de l'arrestation et de la condamnation; chaque fois qu'on sait quelque chose de l'inspecteur de la Gestapo qui a procédé aux interrogatoires, on s'aperçoit qu'il s'agit du spécialiste local des questions religieuses et que les accusations sont fort pertinentes: *nur für kirchliche Gelegenheiten*⁵⁷ (Saxe) uniquement pour motifs religieux, pour messes célébrées et activités sacerdotales (Dresde), "en haine de l'Évangile" (Cologne), pour messes entendues, pour "action catholique non politique" (Berlin), pour réunions d'action catholique ou de lecture d'Évangile, "pour avoir été, par son action catholique auprès de ses camarades du S.T.O., un danger pour l'état et le peuple allemand" (Thuringe), pour "avoir étendu jusqu'aux travailleurs civils son apostolat auprès des prisonniers" (Carinthie), à cause du cardinal Suhard "qui vous a envoyés", à cause du pape et de l'encyclique *Mit brennender Sorge* qui est contre le national-socialisme, etc. C'est l'expression même de la vitalité ecclésiale et du sacerdoce hiérarchique qui est en jeu: le sacerdoce et l'eucharistie, l'évangile et la doctrine, l'apostolat et son rayonnement, la communion avec les évêques et le pape, etc.

Comme nous l'avons relevé, ces prêtres et religieux, en s'enfonçant dans l'épreuve, expriment explicitement jusqu'à quels horizons les entraîne la solidarité qui les anime à l'heure suprême; car ils offrent (on peut le dire chaque fois que nous savons leurs dispositions finales) le sacrifice de leur vie: "pour l'Église", "pour la paix entre les hommes", "pour les masses ouvrières", "en rachat du peuple allemand", "pour ceux aussi qui les ont livrés", etc. Ils offraient à Dieu, pour⁵⁸ leurs délateurs aussi, le sacrifice de leur vie. Et certains sont allés jusqu'à faire un devoir à leurs proches de ne jamais révéler, même après leur mort, le nom de celui ou de ceux qui les avaient livrés. Ainsi a fait à Dresde, l'abbé Pierre de Porcaro, que les services "français" voulaient neutraliser. Et son frère Yves, qui dans cette même ville aussi était prisonnier, a emporté dans sa tombe⁵⁹ le nom que seules désormais les archives de la Gestapo pourraient livrer, comme elles pourraient livrer le nom de tant de Français qui se sont faits délateurs de leurs compatriotes prêtres, religieux, séminaristes ou jeunes apôtres laïcs, voire livrer tant de listes françaises transmises qui ont permis les arrestations. C'est jusque-là que ces prêtres et religieux ont accompli l'oblation du sang, imposant le silence sur le nom de leurs délateurs et, même pour ceux-ci, offrant à Dieu le sacrifice qu'ils faisaient de leur vie.

Sans doute ne sont-ils pas les seuls⁶⁰ à avoir, face au pouvoir tyrannique, témoigné du Christ par leur *confessio fidei* (confession de la foi) et ainsi à avoir été condamnés in *odium fidei* (en haine de la foi), du moins dans leur cas est-il certain que, selon la parole du père de Lubac qui s'en était informé dès l'été 1945, "c'est pour le Christ qu'ils ont souffert et qu'ils sont morts"; et c'est pourquoi le père de Lubac ajoutait avec peine: "Il semble que l'Église ait honte

⁵⁷ Témoignage, donné à la libération du camp, par le responsable de la Gestapo de Merseburg au sujet de l'arrestation et de la condamnation de l'abbé Pascal Vergez (cit. par Charles Molette, "En haine de l'Évangile", p.366).

⁵⁸ Il faut bien lire: "Ils offraient à Dieu pour leurs délateurs le sacrifice de leur vie", et non pas "Ils offraient à leurs délateurs le sacrifice de leur vie", comme l'a traduit par erreur le *Figaro* du 17 mars 1994.

⁵⁹ Tout en sachant que le délégué officiel "français" voulait "briser" l'apostolat de son frère ("En haine de l'Évangile", p. 95, n. 88), lorsqu'Yves a eu l'occasion, rentré en France, de voir dans le wagon d'un métro où il se trouvait le délateur de son frère, "ils se sont regardés; ils se sont reconnus; ils ne se sont rien dit. Yves est descendu à la station suivante."

⁶⁰ Peut-être, si telle est la cause de son arrestation, le sermon de l'abbé Charpentier serait-il la *confessio fidei* qui a excité l'*odium fidei*; et, aux échelons des exécutants, il y a eu aussi certains traitements, par exemple au camp de Neue-Breme (voir ci-dessus), qui pourraient arguer de cette conjonction. Mais, dans bien des cas, la complexité de la cause est patente, de sorte que, s'il y a eu mort en chrétien, et acceptée comme telle, il n'est pas certain qu'il y ait eu mort explicitement à cause d'une profession de foi chrétienne.

de ses martyrs⁶¹ ”.

Mais, dans ce colloque, il y a un point qu'il faut mentionner au terme de cette intervention, c'est que plusieurs prêtres ou religieuses allemands, placés devant ce témoignage, l'ont aidé, salué avec ferveur, parfois accompagné, et que certains même en ont été stimulés.

Ainsi, auprès du doyen de Merseburg, en août 1943, “l'abbé Vergez [prisonnier qui venait d'être transformé en *zivil*] trouva une de ses premières joies [...] dans ses relations amicales avec l'abbé Wilhelm Weskamm” qui devait mourir évêque de Berlin : “il se retrouvait dans une atmosphère de chaude sympathie à discuter de choses spirituelles.⁶² ” À Gera, l'abbé Johann Tenderich est contraint par la Gestapo à payer une amende de 1 000 RM pour avoir permis à l'abbé Yves Rabourdin, “prêtre français”, de célébrer la messe dans son église paroissiale⁶³. Le curé de Gotha n'a pas eu, semble-t-il, à payer d'amende, mais il dut comparaître devant la Gestapo pour avoir laissé l'abbé Jean Lecoq célébrer la messe dans son église paroissiale.

À Cologne, Mgr Theodor Hürth, generalpraeses du Kolpinghaus, déclare aux prêtres français : “Je ne *peux* pas vous aider; je *dois* vous aider.” Quant au Dr Ludwig Baum, curé de la paroisse de la Sainte-Famille à Dresde, il écrivait au sujet d'un de ces prêtres français clandestins: “Dans la petite église de la Sainte-Famille dans la banlieue de Dresde, l'abbé de Porcaro avait établi le centre de son activité héroïque et vraiment admirable . Combien de fois je lui avais dit de se garder pour ne pas tomber dans les mains de la Gestapo; il répétait chaque fois: ‘C'est prévu’ et continuait son chemin qui le conduisait vers le martyr” . Et le bulletin paroissial de février 1995 évoque l'apostolat, l'arrestation, la passion de ce prêtre français⁶⁴

Au sujet de l'abbé Louis Doumain, les religieuses qui l'ont connu se rappellent la force de sa fidélité sacerdotale: “La Sainte Messe, c'était son ‘Heure!’”, écrit soeur M. Burkharda Seubert, à l'époque sacristine de la maison des soeurs de Bitterfeld . De même une autre religieuse, soeur Maria Amanda, de la communauté de Bitterfeld en 1943-1944, ajoute: “Dans la communauté on disait que l'abbé Doumain était un saint ; sa fidélité au sacerdoce était méritoire.⁶⁵ ”

Les aumôniers de prison ont été frappés par la profonde impression que leur ont laissée ceux qu'ils ont eu à accompagner à l'échafaud : à Dresde l'abbé Franz Baensch⁶⁶ en a témoigné pour Joël Anglès d'Auriac ; à Cologne, l'abbé Gergels⁶⁷, pour l'abbé Roger Derry.

Et il y a même le cas d'un prêtre allemand, l'abbé Wilhelm Zündorf, recteur de l'hôpital Saint-Joseph à Elberfeld, qui a été stimulé dans son zèle sacerdotal par le prêtre français qu'il avait accueilli : “Étant donné que la Thuringe était un pays entièrement protestant, l'archevêque de Cologne chercha des prêtres pour s'occuper des évacués. Je n'avais pas tardé, tenant compte de l'exemple du père Dillard, à me mettre à la disposition de notre évêque en pensant que, si les prêtres français font un tel sacrifice pour leurs compatriotes, nous autres prêtres rhénans aurions honte de ne pas suivre leur exemple.⁶⁸ ” ... Car c'est aussi cela la France !

On sait “la lutte implacable du national-socialisme contre les Églises dans les territoires annexés pendant la guerre”, - ces régions, considérées comme tombées en déshérence, étant utilisées par l'occupant comme “des laboratoires pour l'Europe nouvelle.”⁶⁹ ” Mais, si les évêques

⁶¹ Lettre du père Henri de Lubac au père Jean Daniélou, septembre 1945, publiée dans le *Bulletin des amis du cardinal Daniélou* , n° 8, mars 1982, p. 49.

⁶² Témoignage de Jean Lecerf, cit. dans : “*En haine de l'Évangile*”..., p. 367.

⁶³ Cit. *ibid.* , p. 334.

⁶⁴ *Pfarrbrief Heilige Familie, Dresden-Zschachwitz* , februar 1995.

⁶⁵ Cit. dans : “*En haine de l'Évangile*” ..., p. 114, n. 24.

⁶⁶ Cit. *ibid.* , p. 325-327.

⁶⁷ Cit. dans : Charles Molette, *Prêtres, religieux...*, p. 99-100

⁶⁸ Lettre citée dans: “*En haine de l'Évangile*”..., p. 328-332.

⁶⁹ Voir à ce sujet : René Epp, “Des laboratoires pour l'Europe nouvelle : la lutte implacable du national-socialisme contre les Églises dans les territoires annexés pendant la guerre”, *Revue des sciences religieuses* (Université de Strasbourg), 65e année, n° 1-2, janv.-avr. 1991, p. 71-94. Voir aussi: *Actes et documents du Saint-Siège relatifs à la Seconde Guerre mondiale* , t. 3** : doc. 267, p. 392-398 (avec l'ordonnance Greiser du 14 mars 1940) et doc. 381, p. 574-584 (“E si dice che il Wartheland è un ‘campo sperimentale’ [expression de Greiser du 25 oct. 1941] : quanto vi viene applicato dovrà servire di norma per gli altri territori annessi alla Germania e anche per l'Altreich”. Voir encore : Xavier de Montelos, *Les Chrétiens face au nazisme et au stalinisme. L'épreuve totale, 1939-1945* , Plon, Paris, 1983, édit. Complexe, 1991.

d'Allemagne et le clergé allemand connaissaient d'expérience cette situation qu'il leur fallait vivre, force est de reconnaître que souvent les apôtres français n'étaient pas préparés à l'affronter. Ainsi, Mgr von Preysing, l'évêque de Berlin, se rappelait fort bien la visite que lui avait faite en septembre 1943 l'abbé René Giraudet, prêtre venu clandestinement dans la capitale du Reich, et il se rappelait que dans cette conversation ils avaient abordé la question du "creuset de la souffrance et du sang" ; cependant, au sujet de ce prêtre français, Mgr von Preysing déclarait, à la fin de la guerre, que c'était : "un prêtre très surnaturel, très généreux, mais qui nourrissait des illusions sur l'état de l'Allemagne, sur les possibilités d'apostolat à Berlin."⁷⁰

Ces différents témoignages rendent manifestes diverses réactions de membres du clergé allemand en face de cet apostolat qui dans certains cas a poussé les exigences de la solidarité avec les travailleurs français envoyés en Allemagne jusqu'à l'"offrande du sang". Car, outre la résistance patriotique, militaire ou caritative, qu'imposèrent la "guerre comme dans l'ancien temps" et l'occupation qui en découla, cette étude montre que certains prêtres, religieux, séminaristes et jeunes laïcs ont affirmé qu'il y avait aussi un autre terrain qu'on ne pouvait pas davantage désertter ; et, par solidarité avec leurs compatriotes, certains ont risqué leur vie pour soutenir la résistance spirituelle qu'imposait aussi l'idéologie païenne et déshumanisante qui était en train de gagner l'âme de la France. Pour certains, ce combat fut, comme à l'état pur, celui qui les conduisit sur le "Golgotha du monde contemporain", d'où émanèrent ainsi des reflets humains de l'amour qui, au plus intime de leur être, brûlait ceux qui offraient leur vie pour tous leurs frères.

Que dire en conclusion ?

Pour présenter "quelques exemples de solidarité de la part de chrétiens", qui ont pu donner une certaine image de la France à certains résistants allemands, nous avons pu relever une assez grande diversité, qu'il ne saurait être question de résumer maintenant.

L'existence des camps d'internement en France a provoqué des aides nombreuses et multiformes apportées par des chrétiens aux internés. Nous avons même noté que, par solidarité, Germaine Ribière et une amie sont allées vivre dans un camp à Limoges, et qu'elles ont accompagné les internés jusqu'à ce que la police nazie plombent les wagons en partance pour l'Allemagne.

Autre forme d'actions de solidarité, celle des prêtres clandestins partis en Allemagne pour y apporter aux travailleurs requis une assistance spirituelle et morale. Ainsi, ils soutenaient les apôtres laïcs qui n'ayant pu se soustraire à la réquisition avaient converti leur départ forcé en "mission apostolique" ; et ils affirmaient une autre attitude que l'acceptation de l'idéologie nazie.

Autres formes encore d'actions de solidarité : comme ces manières d'accomplir ce que j'ai appelé l'"offrande du sang", gestes de solidarité, en effet, qui, au sein d'une déréliction déshumanisante, incitaient leurs camarades à ne pas se laisser avilir et à ne pas désespérer.

Ce rappel n'était pas seulement un témoignage religieux ; mais il s'enracinait aussi dans ce que Georges Gusdorf a appelé "l'expérience humaine du sacrifice" ; car ces actions de solidarité traduisaient, empourpré du sang de ces chrétiens français, le mot de Juvénal : "*Summum crede nefas animam praeferre pudori et propter vitam vivendi perdere causas*" Regarde comme l'infamie suprême de préférer l'existence à l'honneur, et de perdre, pour sauver sa vie, ce qui est la raison de vivre⁷¹.

⁷⁰ L. Guéry, *L'Abbé René Giraudet, curé en France, ouvrier à Berlin, 1907-1945*, Lussaud, Fontenay-le-Comte, 1979, p. 156.

⁷¹ Sat. VIII, 43-44.